L'unité

N° 241 — 4 F L'hebdomadaire du Parti socialiste 11 au 17 mars 1977



ELECTIONS : L'ELAN DU 1er TOUR

Sommaire

3 à 7
MUNICIPALES
▶ Paris XIVe : Parmantier contre l'homme des tours, par Emmanuèle Plas
▶ Paris XVIIIe : Le Sacré-Cœur ou le calvaire de d'Ornano, par Antoine Violet
▶ Paris IIe-IIIe : Chasser les Pharisiens du Temple, par Emmanuèle Plas
▶ Conflans : Rocard à la barre, par Francis Pisani
▶ Meaux : Un Lion pour la ville de l'Aigle, par Jean-Loup Revérier
▶ Alfortville : La cité du 3e âge heureux, par Jean-Loup Revérier

8
ENTRETIEN AVEC JEANNETTE LAOT

11
PAYSANS : UNE JOURNEE BIEN « ORDINAIRE » EN NORMANDIE, PAR FREDERIQUE DE GRAVELAINE

14
LES 72 VILLES TESTS DE « L'UNITE »
▶ Comment interpréter immédiatement les résultats grâce à nos tableaux et à notre carte.

23
AFFAIRE CONSTANTIN (SUITE) : LES FILS QUI CONDUISENT DE LA BOURBOULE A L'ELYSEE

25
GRANDS MAGASINS : LA GRANDE BRADERIE, PAR CHRISTINE COTTIN

28
TELEVISION : POUR QUI VOTENT LES ARBRES ?, PAR GABRIELLE ROLIN

29
ENTRETIEN AVEC ROGER PLANCHON

40
DIPAPACÉQUOI, PAR PIEM

PHOTOS ET DESSINS
A.f.p. (pages 26, 31). Barrigue (pages 13, 15, 33). Coureuil (pages 15, 21, 28). Cubo (pages 1, 25). Pascal Lebrun (pages 3, 4, 5, 8, 9, 10, 11, 12, 29, 30, 31, 32). Pym (pages 12, 17, 29, 31). Solo (pages 17, 18, 19, 39). Vasco (page 36).

Editorial

L'ELAN DU 1er TOUR



Quelques heures encore avant que tombe le verdict des urnes pour le premier tour des élections municipales. Nul ne songera cette fois-ci à prétendre que ces élections ne sont pas politiques non seulement à Paris mais dans la quasi-totalité des grandes villes, comme des petites et moyennes, où le phénomène de la bipolarisation, à quelques exceptions près, va simplifier le choix des électeurs.

Elections politiques parce que, de toute manière, le choix d'un programme municipal est, qu'on le veuille ou non, un choix politique. Elections politiques aussi parce que, pour la première fois depuis les élections présidentielles de mai 1974, c'est l'ensemble des Français qui sont appelés à s'exprimer, ce qui permettra de mesurer de façon précise l'évolution du rapport de forces entre les différentes formations politiques à un an — ou peut-être moins — des élections législatives.

Tout laisse penser que, dans l'ensemble des régions françaises, ce scrutin va confirmer une forte progression du Parti socialiste qui doit permettre à la gauche unie d'enlever à la droite un grand nombre de villes actuellement tenues par elle. A ce propos, il convient de rectifier l'une des contre-vérités que répand actuellement le Pouvoir dans le cadre de la grande campagne d'intoxication qui voit, comme d'habitude, Michel Poniatowski et Jacques Chirac rivaliser dans l'outrance et le mensonge. Leur dernière trouvaille, c'est que le P.s. va ouvrir aux communistes les portes d'un grand nombre de municipalités dont le P.c.f. était absent. La vérité c'est que l'alliance des partis de gauche réalisée pour les municipales, conformément aux engagements du programme commun, va permettre à la gauche tout entière et d'abord au Parti socialiste de marquer de nouveaux points. Si la gauche gagne des villes comme Toulouse, Rennes, Brest, Beauvais, Belfort, Villeneuve-d'Ascq, Roman, Villefranche-sur-Saône, Dijon, Montpellier, pour ne citer que les plus importantes des « gagnables », ce sont des maires socialistes qui y succéderont aux amis de Chirac et de Poniatowski. Et si la gauche, comme c'est probable, marque une poussée spectaculaire dans la région parisienne, et particulièrement dans l'Essonne et les Yvelines — sans parler de Paris — Poniatowski, ministre de l'Intérieur, est bien placé pour savoir que le P.s. en sera le principal bénéficiaire.

La droite aux abois n'aura, en fait, rien négligé pour tenter une fois de plus d'abuser l'opinion publique. Le vieil argument de la peur des « rouges » a été ressorti une fois de plus, bien qu'il commence à sentir le moisi. Et avec d'incroyables moyens financiers — dont il serait quand même intéressant de connaître la source — chiraquiens et giscardiens déversent sur les Français, et d'abord sur les Parisiens, des flots de démagogie qui témoignent de leur profond mépris pour les citoyens. Proposant allégrement des logements sociaux, les crèches, les équipements collectifs, les espaces verts qu'ils ont constamment refusés depuis vingt ans qu'ils occupent le pouvoir, ils y ajoutent, pour faire bonne mesure, un intérêt soudain pour les personnes âgées, pour la famille, pour les jeunes, pour les commerçants, etc. Matraquant littéralement les Français à longueur d'émissions de radio et de télévision, ils tentent de faire oublier les échecs d'une politique dont ils partagent entièrement et exclusivement la responsabilité.

Mais si, à la veille du scrutin, ils dissimulent mal leur inquiétude, c'est parce qu'ils sentent bien que, en dépit des moyens employés, ils ont de moins en moins de prise sur une opinion publique qui doute sérieusement que les changements qu'elle attend puissent venir d'une victoire de Chirac sur d'Ornano ou de d'Ornano sur Chirac.

Le changement ne peut être le fait que de la gauche et d'abord du Parti socialiste, dans lequel tant de Françaises et de Français mettent aujourd'hui leur espoir. Il dépend d'eux que cet espoir se réalise plus vite encore qu'ils n'osaient le croire. Les élections municipales des 13 et 20 mars ne changeront pas du jour au lendemain le gouvernement de la France, mais elles peuvent et doivent faire la démonstration que ce gouvernement ne s'appuie plus sur une majorité.

Sans hésiter, sans égarer vos voix sur des listes de diversion, votez et faites voter dimanche pour le Parti socialiste, pour l'union de la gauche, pour une démocratie véritable libérée des forces de l'argent, où chaque citoyen aura son mot à dire, premier pas vers ce que sera demain le socialisme pour la France.

CLAUDE ESTIER

Collection Archives



Municipales

PARIS XIVe : ABATTRE L'HOMME DES TOURS

Samedi, la campagne battait son plein sur le marché Edgar-Quinet, à l'ombre de la tour Montparnasse, comme sur les autres marchés du XIVe, de Plaisance à Sainte-Anne en passant par l'avenue du Général-Leclerc. La camionnette du Parti socialiste présentait un diaporama sur cet arrondissement, populaire dans le quartier Plaisance et le Petit Montrouge, bourgeois à Montparnasse et autour du parc Montsouris.

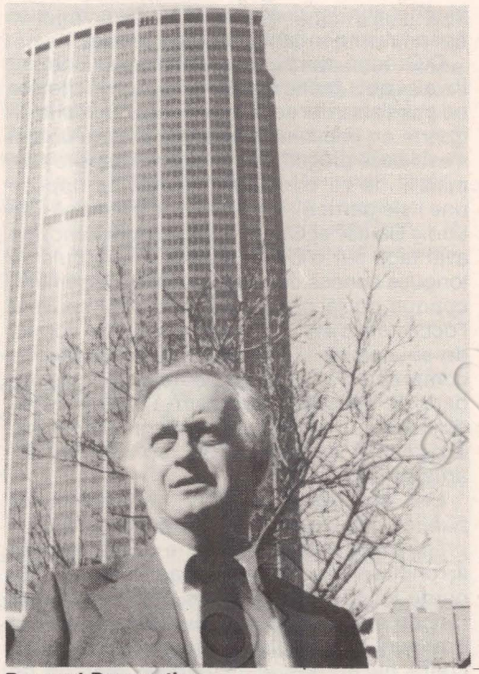
Comme les autres arrondissements de la capitale, le XIVe, qui compte actuellement 140 000 habitants, a vu sa population diminuer. Entre les deux derniers recensements, on a enregistré le départ de 33 000 habitants. « Et, bien sûr, c'est une majorité de travailleurs qui est partie, dit Bernard Parmantier, tête de liste (P.s.) de l'union de la gauche de ce secteur. Entre 1962 et 1968, toutes les grandes usines du XIVe ont disparu. Guéna, du temps qu'il était au ministère des P.t.t., a même trouvé le moyen de faire transférer l'imprimerie des timbres-poste à Périgueux, dont il est maire. Cette activité n'était pourtant la source d'aucune pollution. Les emplois tertiaires n'ont pas suivi pour autant ; il y a 200 000 m2 de bureaux invendus à Maine-Montparnasse. »

Dans le XIVe, on ne réhabilite pas, on jette à bas et on reconstruit : « Les vieux travailleurs sont les premières victimes de cette rénovation. Les équipements scolaires sont vétustes et insuffisants. Il y a de longues listes d'attente, pour les maternelles et il manque au moins dix crèches », disent les militants de gauche.

Du côté de la majorité, les promesses pleuvent en ces temps d'élections : un important programme d'H.l.m. est prévu sur la Zac Guilleminot. « Mais à voir comment ils ont tenu leurs promesses, on reste sceptique : l'hôtel Sheraton, par exemple, a été construit à l'emplacement des équipements socio-culturels de la rénovation Maine-Montparnasse ! », fait remarquer une ménagère.

Il y a un autre point sur lequel les habitants du quartier ne décolèrent pas, c'est la création de la radiale Vercingétorix, véritable autoroute entre la porte de Vanves et Montparnasse et contre laquelle les habitants s'étaient prononcés par référendum en 1975, allant jusqu'à occuper le bureau du commissaire enquêteur. Le Pouvoir a reculé et Michel d'Ornano, donnant maintenant dans l'écologie, propose de faire de ces terrains expropriés des espaces verts. Mais 1 830 familles ont été expulsées dont une bonne partie n'ont pas été relogées. « Le XIVe aurait eu son monstre horizontal comme il a son monstre vertical avec la tour Montparnasse », remarque Claude Bourdet, candidat P.s.u. sur la liste d'union de la gauche.

Depuis douze ans que Christian de La Malène (R.p.r.) est conseiller de ce secteur, c'est la première fois qu'il se sent rejeté par une majorité de la population victime de son urbanisme délirant : les sondages donnent la gauche gagnante sur le XIVe. Aussi le



Bernard Parmantier.

conseiller sortant va-t-il à la pêche aux voix, aux voix juives notamment. Il vient d'adresser une lettre aux électeurs israélites — ou qu'il suppose tels — du XIVe. Il y condamne l'attitude du gouvernement dans l'affaire Abou Daoud. Quant aux « socialo-communistes » chacun sait, à en croire La Malène, qu'ils veulent la disparition de l'Etat d'Israël. Heureusement, affirme sans vergogne le candidat R.p.r., Jacques Chirac est le grand défenseur des Juifs de France.

Les militants qui font campagne pour la liste d'union de la gauche disent pourtant rencontrer partout l'intérêt et la sympathie. Cette liste est composée de 3 socialistes, 2 communistes, 1 M.r.g. et 1 P.s.u. Deux femmes, Edwige Avice (P.s.) et Rolande Perlican (P.c.), en font partie. Le troisième candidat socialiste est Gérard Montel, secrétaire de la section socialiste d'entreprise de l'Equipement. « Les socialistes — au nombre de 500 militants sur l'arrondissement — ont désigné comme candidats des camarades qui travaillaient depuis longtemps sur le terrain » dit Edwige Avice (32 ans). Bernard Parmantier, 53 ans, directeur d'un centre de formation et d'orientation de l'Education, était déjà candidat en 1971 sur la liste d'union de la gauche qui obtint 44 % des suffrages. En 1973, 4 000 voix le séparaient du centriste Eugène Claudius-Petit. La Malène, dans l'autre circonscription devançait Rolande Perlican de 1 000 voix seulement.

La gauche mène sa campagne sur quatre points :

— établir un plan de circulation pour tout l'arrondissement avec la construction de parkings gratuits, notamment à la porte de Vanves, et l'extension des couloirs d'autobus ;

— réhabiliter les vieux immeubles et remplacer les taudis par des logements sociaux ;

— intégrer les personnes âgées dans le programme de logements sociaux pour éviter la ségrégation ;

— créer des équipements culturels polyvalents et soutenir toutes les initiatives de création et d'animation dans le quartier, comme celles de « l'Entrepôt » ou du « Café d'Edgar ».

A la liste La Malène est venue s'ajouter, à droite, une liste soutenue par d'Ornano et conduite par Jean-Claude Colli, vice-président du Parti radical et délégué général aux Energies nouvelles. « Ça affiche, ça déchire, c'est dingue ! », dit un badaud devant les immenses panneaux loués par les candidats de la majorité. Mais il semble bien que cet affichage coûteux et encore jamais vu ne suffira pas à La Malène pour conserver son siège et à Colli pour le lui prendre. « La Malène, avec l'appui de l'U.n.r.-U.d.r., a fait main basse sur la ville pendant douze ans. En tant que rapporteur du budget au Conseil de Paris, il était le véritable propriétaire de la ville. Totalement ignorant des besoins des gens, il aura marqué son époque par un urbanisme de tours incohérent. En le battant nous l'empêcherons de nuire encore », conclut Parmantier.

EMMANUELLE PLAS

18e : AU SACRÉ-COEUR, LE CALVAIRE DE D' ORNANO

Encore tout ému de sa découverte récente du 18e arrondissement, Michel d'Ornano semble s'être pris d'une passion particulière pour le Sacré-Cœur. C'est devant les marches de la basilique qu'il s'est fait prendre en photo avec tous les candidats « ornanistes » de Paris et c'est au pied des jardins qu'il a fait dresser cette semaine un chapiteau pour y tenir un meeting avec ses « têtes de liste » dans les 18 secteurs de Paris.

Sacré-Cœur mis à part — mais l'horrible bâtisse blanche, symbole de la revanche

→



contre la Commune, a déjà vu passer tant de touristes ! - d'Ornano semble avoir quelque difficulté à « accrocher » dans un arrondissement où il n'est venu atterrir qu'après avoir dû quitter le 17e où il avait déjà commencé sa campagne. Autour de la butte Montmartre, qui est l'un des derniers villages de Paris, on n'a pas tellement apprécié et, quand il entre chez les commerçants de la rue Lepic, le sourire enjôleur et la main tendue, il rencontre plus souvent de l'indifférence — voire des quolibets— que de la sympathie.

Samedi dernier, d'Ornano est venu en fanfare au marché de la rue Ordener, flanqué de son ami Roger Chinaud et de madame le maire du 18e — une solide matrone qui mange du socialo communiste chaque matin à son réveil, mais qui a fait rire tout l'arrondissement en passant brusquement de la liste chiraquienne où elle figurait déjà en photo, aux côtés du président du R.p.r., à la liste ornaniste. « C'est la fête », disait-il, ce qui n'a pas empêché ses « gorilles » — une bande très organisée sous la conduite d'un ancien du Sac qui a souvent défrayé la chronique il y a quelques années, Gilbert Le Cavelier — de bousculer quelques militants de gauche qui distribuaient des tracts au même endroit. Les hommes de d'Ornano n'y vont d'ailleurs pas par quatre chemins. L'autre nuit, un concierge de la rue Damrémont qui sortait sur le pas de sa porte après avoir entendu du bruit a reçu d'un des « colleurs d'affiches » un coup de manche de pioche sur le dos du crâne et a dû être hospitalisé pendant plusieurs heures.

D'Ornano, qui parle volontiers du « combat loyal » qu'il mène contre la gauche, préfère ne pas s'attarder sur ces bavures. En réalité, il donne un peu l'impression de quelqu'un qui s'est laissé piéger. Car la gauche dans le 18e, mais il ne l'a compris qu'après, lui oppose une liste particulièrement forte avec à sa tête Louis Baillot et Claude Estier, dont l'énorme avantage sur d'Ornano est d'être depuis de longues années des élus de l'arrondissement, connus de la population qui a eu souvent l'occasion d'avoir recours à eux. Le comité de soutien de la liste d'union de la gauche comprend d'ailleurs un nombre impressionnant de gens qui comptent à Montmartre : directeurs d'école, professeurs, médecins, dirigeants d'association, commerçants, artistes, etc.

Les sondages pourtant contradictoires publiés ces derniers jours s'accordent pour prédire que la liste de gauche conservera cet arrondissement qu'elle a gagné en 1965 et gardé en 1971. En tout cas, Baillot et Estier rencontrent un grand succès quand ils prennent ensemble la parole comme au cours du dernier week-end au marché de Château-Rouge où à celui de l'avenue de Saint-Ouen pour affirmer que d'Ornano ne sera certainement pas maire de Paris pour la raison simple, mais suffisante, qu'il ne sera même pas élu conseiller du 18e !

ANTOINE VIOLET

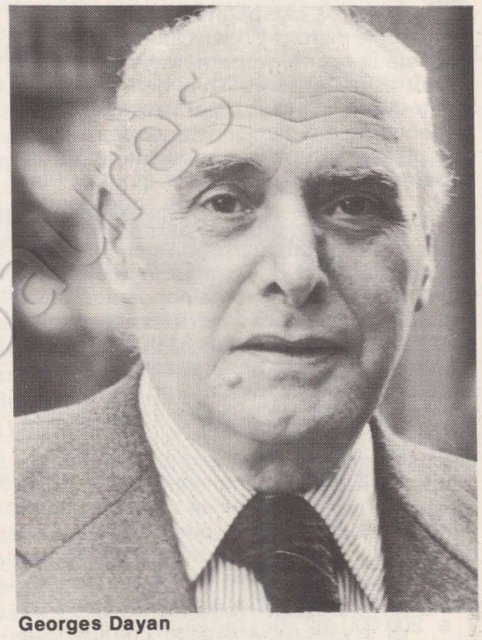
IIe-IIIe: CHASSER LES PHARISIENS DU TEMPLE

Ceux qui votent pour Dominati sont les plus pauvres. Le pouvoir de cet homme repose sur la crédulité d'un public aliéné tout content de recevoir 50 ou 100 F par-ci par-là ou un colis pour Noël. Il a fait de ce secteur un secteur de personnes assistées en se servant du bureau d'aide sociale des deux mairies. Il a fait croire aux gens âgés que c'était lui qui payait », dit Georges Dayan (P.s.), conseiller d'Etat, qui conduit la liste d'union de la gauche dans le deuxième secteur de la capitale (3e et 2e arrondissements). Un tiers de la population des deux arrondissements a, en effet, plus de 65 ans et vit le plus souvent dans des taudis. Dans le secteur, les trois quarts des logements sont des deux-pièces. Et 97% des immeubles ont été construits avant la guerre de 1914.

Ici règnent la rénovation et la réhabilitation, qui ont chassé, entre 1968 et 1975, un quart de la population du secteur. Dans le 2e arrondissement, on paye 1 200 F pour un deux-trois-pièces ; dans le Marais, le mètre carré se vend entre 4 000 et 10 000 F et on compte 2 500 logements vides. « On a assisté à une véritable déportation de la population », dit Claude Quin, économiste et candidat communiste sur la liste d'union de la gauche.

Contre les responsables de cette politique de désertification du centre de Paris représentés par Jacques Dominati, secrétaire général des Républicains indépendants et conseiller sortant et Nicole Chouraqui (radicale valoisienne), soutenue par Jacques Chirac, la gauche part à la bataille avec une liste composée d'un socialiste, un communiste, un gaulliste de gauche — Pierre Dabezies, directeur du département des sciences politiques à la Sorbonne — et Jack Lang (U.g.s.d.), doyen de la faculté de droit de Nancy et ancien directeur du T.n.p.

« Dominati, qui est un des principaux artisans du nouveau statut de Paris et qui comptait bien en être le maire, a été assez peu présent sur le quartier depuis deux ans. Il espérait pouvoir se présenter dans le 16e où il habite, mais il semble bien que ses amis n'en ait pas voulu », constate Georges Dayan.



Georges Dayan

Maintenant, Dominati racole les voix, et surtout celles des électeurs israélites qui représentent 16% de l'électorat du secteur. Le 27 février, il invitait 3 000 personnes à une projection du film « Raid sur Entebbé ». Dans son journal électoral, une photo en bonne place le montre allant accueillir l'ambassadeur d'Israël à son retour en France « après la malheureuse affaire Abou-Daoud ». Mais il n'a pas, lui, été invité à Tel-Aviv comme Georges Dayan qui vient d'accompagner François Mitterrand au Congrès du Parti travailliste israélien.

Et il est bien difficile à Dominati de rattraper les voix des marchands de ce Carreau-du Temple qu'il veut faire détruire et reconstruire contre l'avis des commerçants et des gens du quartier, mais au plus grand profit des promoteurs. Ce marché, connu dans le monde entier, sert de débouché à des industries artisanales souvent implantées dans le 3e. Dominati oppose la construction des équipements à la disparition du marché. Mais, répond la gauche, en rénovant le marché, on peut y implanter au moins un gymnase dans la partie réservée à l'alimentation et qui, depuis des années, ne sert plus. Il y a, par ailleurs, de nombreux endroits vides, appartenant à la Ville dans le secteur, où toutes sortes d'équipements peuvent être réalisés.

En matière d'équipements socio-culturels, Dominati et ses amis n'ont en outre rien fait depuis qu'ils sont au pouvoir. Une seule crèche existe dans le 2e arrondissement et le 3e est pourvu de deux autres. Le secteur ne compte pas une seule Maison de



jeunes, les espaces verts n'existent pas : pour le 2e arrondissement, on en compte 17 cm2 par habitant et pour le 3e, 1 m2 alors que la moyenne à Paris est de 2 m2. « C'est seulement sous la pression de la population et des partis de gauche qu'on a pu faire ouvrir au public le square de la Bibliothèque nationale, mais il faut maintenant ouvrir les grands jardins des Archives », dit Jack Lang.

Le cheval de bataille de la gauche dans cette campagne, c'est la lutte contre la spéculation et pour la création de logements sociaux. « Il faut, dit Dayan, que la Ville cesse de faire cadeau, par l'intermédiaire de la Sorema (Société de rénovation du Marais) ou de la Semah (Société d'économie mixte pour l'aménagement des Halles) de ses terrains et de ses immeubles aux promoteurs. » A noter que le conseiller sortant R.p.r. Krieg est, avec La Malène, à la tête de la Semah et que le R.i. Finel, colistier de Dominati, représente le Conseil de Paris à la Sorema.

Bref, pour parler comme Claude Quin, « le choix se situe entre les banques et les Parisiens ».

EMMANUELLE PLAS

CONFLANS : ROCARD A LA BARRE

Conflans-Sainte-Honorine est une jolie petite ville qui se situe au confluent de la Seine et de l'Oise. Elle n'a dépassé les trente mille habitants (31 500) que récemment et fait figure d'oasis de tranquillité à quelques kilomètres seulement de la ville nouvelle de Cergy-Pontoise. « Capitale de la batellerie », elle est l'une des principales bourses d'affrètement de péniches de France et l'activité de son port n'est pas le moindre de ses charmes. Epargnée par les constructions gigantesques, elle est assez uniformément composée de pavillons ou de petites cités de dimensions encore humaines. Son centre, à flanc de coteau, a conservé les charmes — et bien sûr les inconvénients — d'une vieille ville.

Seulement voilà : Conflans est à 22 minutes de la gare Saint-Lazare, Conflans risque de se faire dévorer par les ambitions de Cergy, Conflans risque de se réveiller un jour avec comme vis-à-vis une usine nucléaire de l'autre côté du fleuve, Conflans est aujourd'hui traversée par une voie autoroutière presque sans feux rouges et sans signalisation, Conflans n'a ni hôpital, ni lycée, ni théâtre, ni crèche. En un mot, Conflans a les équipements d'une ville de 15 000 habitants qui s'offre le luxe de croire qu'elle est encore agricole. A vrai dire, on l'y aide un peu.

Le personnage central de la ville de Conflans, celui qui préside plus ou moins officiellement à ses destinées depuis plus de trente ans, est agriculteur. Il s'appelle Eugène Berrurier, a 74 ans, conserve pour le principe quelques arpents de vignes jadis célèbres (le chasselas de Conflans) et affecte encore de se promener en sabots de temps en temps. Il est en ce moment « maire honoraire », alors que le titulaire de la mairie s'appelle Gilbert Legrand. Ensemble, ils conduisent une liste de « défense des intérêts communaux et familiaux et pour la défense de l'environnement ». Depuis trente ans que ça dure, avec une brève interruption de deux ans à un moment où il fallait prendre quelques mesures impopulaires, les compères maintiennent leur pouvoir à base d'immobilisme et de poignées de main sur le pas de la porte. Ils n'ont jamais fait un seul meeting électoral, une seule séance d'explications. Ils présentent une liste bien entendu « apolitique ». Mais au Conseil général, par exemple, Berrurier a toujours soutenu la politique du gouvernement.

Face au tandem Legrand-Berrurier — outre une liste de dernière heure conduite par un ancien adjoint ayant quelques rancœurs personnelles — nous trouvons une liste « du programme commun » P.c. - P.s. conduite par Michel Rocard. L'union ne s'est pas faite sans mal dans cette ville où, en 1971, le P.s. n'existait pratiquement pas. Il a fallu avoir recours à l'arbitrage fédéral. La liste de Poissy est conduite par un communiste, celle de Conflans l'est par un socialiste. Seul regret pour toute la gauche : aujourd'hui le P.s.u., qui depuis plusieurs années travaillait au sein du Groupe d'action socialiste (Gas) avec les actuels membres du Parti socialiste, se retrouve à l'écart pour avoir refusé de s'allier unilatéralement avec le P.c. ou le P.s. La liste de gauche est composée de 12 membres du Parti communiste, plus une personnalité choisie par eux et de 11 militants socialistes, plus 6 personnalités choisies par eux. Ceci donne 17 et 14 pour chacune des deux composantes et laisse aux socialistes une marge de manœuvre à laquelle Rocard tient beaucoup.

Cette liste de gauche suscite visiblement beaucoup d'espoirs à Conflans. D'abord, chacun sait ici qu'elle peut gagner puisque en 1973, lors des élections législatives, pour la première fois, la gauche l'a emporté dans la ville avec le communiste Jean Tricard. En 1974, enfin, François Mitterrand a totalisé 54 % des voix. En outre, un patron de restaurant très confortable m'a dit : « Maintenant que les choses semblent pencher de l'autre côté ça pourrait bien en faire réfléchir plus d'un. Et puis, ce Rocard, il pourrait bien faire partie du gouvernement demain ».

Conflans-Sainte-Honorine compte plus de soixante associations diverses de quartier, de parents d'élèves, de locataires, etc. Elles ont souvent demandé à rencontrer les candidats de la gauche dans l'espoir que, s'ils sont élus, le dialogue sera plus facile →



Michel Rocard.



qu'auparavant. « Il n'y a aucune communication entre l'actuelle mairie et nous, disait l'un d'eux lors d'une réunion. On téléphone, on propose quelque chose, on n'a jamais de réponse. Ils s'en foutent ». Rocard leur a promis de consacrer les corbeilles à papier de la mairie à autre chose qu'à y jeter les suggestions des administrés. Il souhaite même que les comités de quartier, qui sont au nombre de deux, se développent. La municipalité pourrait leur prêter des locaux et leur fournir une ronéo. Il compte beaucoup sur ce genre d'associations pour que l'information circule.

Vendredi 4 mars, la liste de gauche tenait son premier meeting commun à la salle de la Fonderie. Plus de 600 personnes étaient présentes et c'est encourageant. Elles étaient apparemment contentes d'être là et d'être ensemble : « Ça a été dur, mais tu sais que je suis pour l'union », disait un militant à un autre sans que je puisse savoir s'il était du P.c. ou du P.s. Rocard y a exposé son constat et son programme, résultat des discussions antérieures entre le Parti communiste et le Parti socialiste : Conflans est une ville sous-équipée, menacée, une commune où l'information ne circule pas, une ville qui ne développe pas bien son patrimoine et ses traditions. Ainsi les deux tiers des bateliers sont-ils obligés d'aller s'approvisionner en eau douce avec des seaux !

Face à ces problèmes, la gauche présente une liste « qui ne met pas ses drapeaux dans sa poche ». Une liste qui s'engage à travailler en équipe et souhaite améliorer la démocratie et l'information. La liste de gauche propose également une articulation de mesures immédiates (de meilleurs transports vers l'hôpital et le lycée de Poissy) et une stratégie à plus long terme pour le développement de Conflans. Elle se propose, par l'introduction de la rigueur et de la technique moderne dans la gestion de la ville, de la développer beaucoup mieux sans augmenter les charges locales — 1 milliard pourrait être obtenu par l'emprunt, 100 millions pourraient être débloqués rien qu'en ne laissant pas l'argent « dormir » comme le fait l'actuelle municipalité. Mais tout cela s'inscrit dans un cadre plus global et Rocard entend « faire la démonstration ici, au nom d'une réflexion sur la qualité de la vie, de l'intérêt qu'il y a à défendre les villes moyennes abandonnées depuis longtemps. »

Quand on reproche au secrétaire national du P.s. d'être parachuté, quand on lui fait part d'une certaine peur de le voir vite se désintéresser de la ville, il rappelle ses « 26 ans de militant à qui on a reproché beaucoup de choses, mais jamais de ne pas tenir ses engagements ». Il rappelle tout ce qui l'attache depuis longtemps au département des Yvelines et puis, dit-il en riant, « quand on est parachuté, on ne remonte pas. Je suis ici pour le restant de mes jours ». Un sondage a donné 52 % à la liste de gauche dès le premier tour.

FRANCIS PISANI

MEAUX : UN LION POUR LA VILLE DE L'AIGLE

La célèbre moutarde de Meaux n'est plus fabriquée dans notre ville, explique un Meldois. Mais ça ne l'empêche pas de nous monter au nez devant le saccage du cœur historique de notre cité ». Comment ne pas se ranger à une telle colère ? Voici peu encore, il faisait bon flâner à Meaux. A 45 kilomètres à l'est de Paris, en Seine-et-Marne, son charme provincial en faisait un agréable but de promenade. Aujourd'hui, la spéculation et les démolisseurs ont gravement défiguré la ville.

Ainsi, la merveilleuse place de la gare couverte d'arbres est devenue à un triste rond-point. Les difficultés de la circulation appelaient sans doute des mesures sérieuses. Mais, sans résoudre ces difficultés, le projet contestable de rocade nord, la pénétrante qui vient buter en pleine ville sur le petit pont de l'Ourcq et la « voie royale », parsemée de feux tricolores, aboutissent à de nouvelles nuisances. Les premières victimes en sont les personnes âgées, du moins celles que la spéculation n'a pas chassées dans les grandes cités périphériques de Beauval et de la Pierre-Collinet. Dans le quartier du marché, traverser est devenu hasardeux, voire dangereux, pour nombre d'entre elles. La manière dont la municipalité sortante, sans consultation de la population, a traité — et mal traité — ce problème de la circulation, alors qu'un projet de déviation existe depuis des décennies, est révélatrice de sa gestion antidémocratique, privée de perspectives d'ensemble.

Le développement rapide de la Zup périphérique, qui compte environ 23 000 habitants à ce jour, fait qu'il existe à Meaux deux villes en une seule. La Zup connaît aussi de sérieux problèmes. Des transports en commun insuffisants, une animation inexistante, des hausses de charges et de loyers à l'origine de saisies et d'expulsions très nombreuses en cette époque de crise, l'absence d'équipements collectifs et socio-éducatifs, tout contribue au mécontentement des habitants de cette cité-dortoir.

Un mécontentement qui se traduit politiquement : plus des deux tiers des électeurs de Beauval et de la Pierre-Collinet votent à gauche. Ce qui donne toutes ses chances à la liste d'union de la gauche conduite par Jean Lion.

En 1976, Lion est entré au conseil municipal à la suite d'une élection partielle destinée à pourvoir un siège vacant. Contre toute attente, la droite a vu ce jeune enseignant socialiste l'emporter avec 62% des voix. Puis ce furent les élections cantonales. Un deuxième canton fut créé sur Meaux-Sud, Robert Le Foll (P.s.), élu en 1973 sur l'ensemble de la ville, restant détenteur du siège de conseiller général pour le canton Nord. Michel Vallier (P.s.) l'a emporté par 60% des voix dans ce deuxième canton.

Locomotive de la progression de la gauche sur Meaux, le Parti socialiste ne comptait qu'une petite section sur la circonscription en 1971. Il en a 8 aujourd'hui qui regroupent près de 500 militants. Il dispose même d'un local, acheté par ses deux conseillers généraux sur leurs vacations.

Ce dynamisme du P.s. a marqué la campagne des municipales. En liaison avec Unitélédis, Jean Lion a présenté dans les quartiers, sur les marchés, sur le parking du supermarché et devant le foyer des jeunes travailleurs, une animation audio-visuelle dans laquelle les aspects négatifs de la gestion actuelle et le programme municipal de la gauche étaient développés. Aussi Lion est-il optimiste quant au résultat : « Victimes d'une politique au coup par coup, derrière laquelle on ne distingue aucun projet cohérent, les Meldois aspirent à participer aux décisions municipales. C'est le premier axe de notre campagne. Les commissions extra-municipales, les C.e.m., figuraient déjà en 1971 sur le programme de la liste sortante, aujourd'hui conduite par Jean-Louis Happert. Elles n'ont jamais eu la moindre réalité. A l'inverse, nous ferons un gros effort pour faire participer les associations, les syndicats, les usagers et les habitants à des C.e.m. consacrées à l'éducation, l'urbanisme, le travail et l'emploi, les affaires sociales, etc. Notre volonté à terme est de susciter des comités de quartier. Tout cela suppose la mise en place d'une véritable information des habitants dont l'autosatisfaction de l'actuel bulletin municipal n 'est qu'une caricature ».

« Le deuxième grand axe de notre campagne, ajoute Lion, porte sur la nécessaire solidarité de la municipalité avec les travailleurs en lutte pour leur emploi et leurs conditions de travail. Le problème prend aujourd'hui des proportions dramatiques puisqu'on dénombre 2 000 chômeurs sur la région dont 1 200 pour la seule ville de Meaux. Il devient urgent d'implanter des activités dans la zone industrielle. Mais la municipalité sortante ne semble pas s'en être véritablement souciée. Il est vrai qu'elle ne représente pas les intérêts des travailleurs. Derrière l'« apolitisme » invoqué par Happert se dissimule la vieille droite conserva-



trice dont la municipalité sortante a servi les intérêts. Au détriment du plus grand nombre des habitants qui aspirent désormais à un peu d'air pur »...

Devant le risque de voir la gauche l'emporter dès le premier tour, la droite a suscité une deuxième liste en sous-main au dernier moment. On y trouve le fleuron du Rotary-Club meldois et la responsable locale des R.i. Cette manœuvre empêchera peut-être la victoire de la gauche dès le 13 mars. Mais elle n'aboutirait en ce cas qu'à repousser l'échéance d'une semaine. Le coup par coup, encore une fois. Mais probablement la dernière...

J.-L. R.

ALFORTVILLE : LA CITE DU 3e AGE HEUREUX

Délimitée par la Seine et la Marne sur un de ses flancs, longée d'une voie ferrée sur l'autre, Alfortville est une sorte d'îlot socialiste dans un environnement de municipalités tantôt communistes, tantôt aux mains de la majorité.

Au premier étage de l'hôtel de ville, une exposition permet de se faire rapidement une idée de ce que signifie une gestion socialiste.

Député et conseiller général socialiste, Joseph Franceschi est aussi — surtout — maire d'Alfortville depuis 1965. Le bilan de ses réalisations se suffirait à lui-même. De nombreux équipements collectifs, sportifs, culturels, scolaires, éducatifs, des espaces verts et 4 150 logements construits en douze ans attestent d'une préoccupation sociale évidente.

Celle-ci est particulièrement visible à travers les cinq résidences du troisième âge dont il a doté sa ville. Des résidences modernes et confortables où chaque « vieux » aménage son studio à son goût, avec ses propres affaires. Une cuisine dans chaque studio permet de manger chez soi et même d'y recevoir sa famille ou des amis. Mais il existe aussi un restaurant au rez-de-chaussée, pour les jours où l'on a pas envie de faire sa cuisine... ce qui est le plus fréquent. Salles de jeux, de billard et de télévision, ateliers de couture ou de peinture sur soie, pétanque, tout est organisé pour le loisir dans ces résidences dont l'animation et la gaieté frappent les visiteurs. Logés près du centre-ville, au milieu d'autres immeubles, pour mieux permettre la rencontre des générations, ces vieux Alfortvillais ont échappé aux ghettos dans lesquels notre société se débarrasse trop souvent de ses anciens.

Ceux d'Alfortville peuvent aussi faire un voyage, chaque année, dans des conditions exceptionnelles. En 1977, ils ont le choix entre le Maroc, la Roumanie, la Côte d'Azur et les Alpes. Chaque année les destinations varient. En dehors des grandes festivités comme le carnaval, où le char des personnes âgées couvert de milliers de fleurs a fait grosse impression, de nombreux spectacles à Paris leur sont proposés. Les cars municipaux les prennent à leur porte et les y redéposent après le spectacle. Ces facilités et le prix très abordable des places expliquent le grand succès de ces sorties nocturnes. Tant et si bien que parler de « vieux » devient difficile : les coiffeurs sont retenus par les « cheveux blancs » une semaine à l'avance et les marchands de vêtements ont pris l'habitude de vendre des jeans à des septuagénaires !



Joseph Franceschi dans un foyer de personnes âgées, à Alfortville.

La droite se dérobe

Incontestablement la politique du troisième âge menée à Alfortville est à la pointe de ce qui se fait dans ce domaine. Mais on pourrait en dire autant de la vie associative. Plus de 75 associations culturelles, sportives, touristiques, éducatives répondent à tous les besoins des groupes, des quartiers, des tranches d'âge et des catégories. Grâce à cela, Alfortville est une véritable communauté dont les habitants ont tissé entre eux des liens de sympathie.

Le succès de cette politique ne peut être attribué au seul dévouement, pourtant bien réel, de l'équipe sortante. Il s'explique aussi, et ce n'est pas son moindre intérêt, par l'appui qu'ont apporté les habitants aux expériences autogestionnaires réalisées dans les domaines scolaires, des sports, des anciens combattants et de la vie associative. Les réalisations sociales et la démocratisation de la vie municipale constatées à Alfortville apparaissent comme autant de garanties des programmes soutenus un peu partout par la gauche contre des municipalités sortantes réactionnaires.

Soit, diront les sceptiques, mais à quel prix ? « Je prouve, dit Franceschi, qu'une gestion dynamique et sociale peut s'allier à beaucoup de rigueur, voire à une certaine prudence. Malgré l'importance de nos réalisations, nous sommes au-dessous de la moyenne départementale tant pour les dépenses d'acquisition et les travaux que pour les dettes de la municipalité et les impôts sur les ménages, comme le démontrent les propres chiffres de la direction des services fiscaux du Val-de-Marne ».

Aussi, à Alfortville, la liste d'union de la gauche est-elle assurée de l'emporter haut la main. Forte des réalisations de celui que, dans tout Alfortville, on appelle « Joseph », de sa disponibilité et de sa rigueur envers la parole donnée, la gauche n'a finalement qu'un problème : la droite se dérobe et ne se présente pas à visage découvert en face d'elle. Ainsi la campagne électorale ne permet-elle pas à la gauche de mener à Alfortville le débat d'idées qui se déroule partout ailleurs. « Le problème de l'emploi et le besoin de nouveaux logements sociaux, pour ne prendre que ces exemples, me préoccupent pourtant, dit Franceschi. Dès notre réélection le 13 mars, ces deux points seront au nombre de mes priorités ».

J. L. R.

JEANNETTE LAOT : "LES FEMMES SONT TOUJOURS LES PROLETAIRES DE L'HOMME... MEME DANS LES SYNDICATS"



Seule femme élue à la Commission exécutive de la C.f.d.t., Jeannette Laot est syndicaliste de longue date. Née à Landernau, elle y vit jusqu'à l'âge de 22 ans, aidant sa mère veuve à s'occuper de la boucherie familiale tout en modelant des chapeaux chez une cousine modiste. Puis, sans avenir dans la boucherie ni dans la mode, elle pose sa candidature à la Manufacture des tabacs de Morlaix. C'est là, qu'O.s., elle découvre réellement la condition ouvrière. Elle se syndique à F.o. : le seul autre syndicat de l'entreprise est la C.g.t., dont la réputation anticléricale effraie à l'époque la jeune catholique pratiquante. Puis, déçue par F.o., Jeannette et d'autres de ses camarades fondent une section C.f.t.c. qui se développe vite. Conseillère à l'union locale de Morlaix, puis élue au conseil de l'union départementale du Finistère, elle se retrouve en 1954, à Paris, permanente à la C.f.t.c. Tout cela, et la suite, Jeannette Laot le raconte dans un livre qui vient de sortir chez Stock : « Stratégie pour les femmes ». Un livre concret, racontant l'itinéraire personnel d'une militante bien sûr, mais surtout d'une femme. Comment au jour le jour, la militante découvre que la place des femmes, dans le mouvement syndical aussi n'est pas la même que celle des hommes. Comment elle se bat pour que les femmes puissent s'exprimer, y compris au sein de la C.f.d.t. Les difficultés rencontrées. Les bagarres menées. Les verrous qui sautent — lentement, très lentement — les progrès accomplis. Et ceux qui restent à faire, dont Jeannette Laot parle aujourd'hui à « l'Unité ».

« L'UNITE » : Vous pensez que vous auriez analysé de la même façon le problème des femmes il y a cinq ans. En d'autres termes, rien n'a changé depuis...

JEANNETTE LAOT : Rien, ou presque, signe que l'organisation n'a guère progressé. Plus exactement, elle a fait preuve d'une volonté plus grande de donner, chez elle, leur place aux femmes, elle a montré une conscience plus aiguë du problème, mais on n'y trouve toujours pas une pratique de masse nourrissant un débat politique.

— Quelle est la place des femmes dans la C.f.d.t. ?

— Elle correspond à peu près à leur place dans la population active : 38 %. Mais ces 38 % ne sont pas représentés dans les structures, où la représentation des femmes est très mauvaise. Les femmes, souvent très militantes dans leurs entreprises, sont rarement responsables de leur syndicat. Quelques-unes sont collectrices, on en trouve d'autres dans les bureaux syndicaux, et, plus exeptionnellement, dans les conseils d'unions départementales.

Deux explications à cet état de fait. Les militantes ne sont pas préparées, en tant que femmes, à assumer des responsabilités. Peu de militants responsables sont O.s., ce qui est le cas de la plupart des femmes. Et on en arrive à cette situation très fréquente : dans une entreprise de femmes, où la quasi-totalité du syndicat est composé de femmes, « le » secrétaire du syndicat est « un » technicien ou « un » ouvrier d'entretien.

— La C.f.d.t. est-elle favorable à des structures propres aux femmes ?

— Nous avons toujours mis en place les groupes de travail nécessaires pour que l'organisation avance. Avant 1970, moment de la réforme de nos statuts, il existait des commissions féminines au niveau des fédérations et des unions départementales, ainsi qu'une commission féminine confédérale, dont j'étais présidente et qui fut notre outil. Préconisées par le Congrès confédéral, ces commissions ne peuvent être qu'un outil.

Quand des travailleuses ne sont pas suffisamment solides pour exprimer, et analyser, leur propre réalité, il est évident qu'on ne peut les laisser sans une commission : car, dans une structure politique, ce n'est pas du jour au lendemain que les femmes s'expriment ! Les commissions femmes sont donc une nécessité ... à condition d'être revendiquées par les travailleuses et soutenues par les instances politiques.

Nous avons eu l'expérience d'organisations qui ont créé d'elles-mêmes des commissions. Les travailleuses, n'ayant pas revendiqué le droit à la parole, n'avaient rien à y dire. En revanche, quand des militants ou des militantes, attentifs à ce problème, se sentant isolés, demandent de l'aide, nous mettons en place une « Commission Travailleuses », ou une commission mixte, suivant le cas.

Mais nous sommes contre une attitude volontariste de la Confédération, qui déciderait d'installer, partout, des commissions de travailleuses. Car, souvent, les militantes ne veulent pas traiter du problème des femmes, tandis que des femmes non-syndicalistes ne veulent venir au syndicat que pour ça : certaines organisations d'extrême gauche, trouvant — à juste titre — que nous étions à découvert sur ce terrain, l'ont investi.

— Cela correspond-il à la carte des tentatives d'implantations du gauchisme dans la C.f.d.t. ?

— Pas tout à fait. D'ailleurs, à l'inverse, des militantes C.f.d.t., estimant qu'elles ne pouvaient pas assez s'exprimer dans l'organisation, sont, sur ce terrain, passées ailleurs. Il ne faut jamais oublier que rien ne suit jamais exactement la carte politique quand il s'agit des femmes. Ainsi, je suis femme, je suis C.f.d.t., et j'ai un certain recul sur la pratique de l'organisation, et sur certaines de ses positions, du seul fait que je suis femme.

— Pouvez-vous préciser ?

— Je trouve que, dans sa pratique, la C.f.d.t., ne prend pas bien en charge les problèmes des femmes.

Un exemple concret. Durant le conflit Lip, les militants ont très bien su accompagner les travailleurs en grève, leur expliquer les causes profondes de leur situation, bref retransmettre l'analyse de la C.f.d.t. sur la condition ouvrière. Mais, alors qu'il y avait

des débats sur tout, alors que la lutte pour l'avortement battait son plein, on n'a pas assisté à un seul débat sur les femmes. Les femmes de Lip n'ont pas eu la possibilité d'exprimer leur réalité. Elles l'ont fait après, c'est vrai, sensibilisées par des femmes militantes.

Il y a là une carence de l'organisation. On ne peut analyser la situation d'un travailleur et d'une travailleuse de la même façon. Autant un militant est capable de faire découvrir quelle est la condition masculine vécue dans la condition ouvrière, autant il est incapable de faire découvrir la condition féminine vécue dans la condition ouvrière. Considérant uniquement la condition ouvrière vécue par les hommes, on s'arrête au niveau du capitalisme. Les conséquences du partage des tâches entre hommes et femmes dans la société, les hommes ne les connaissent pas.

C'est, je le répète, une carence de la C.f.d.t. ; donc, j'ai du recul, je suis très critique par rapport à cette pratique. Et, du coup, je suis critique sur d'autres problèmes. Car si la C.f.d.t. ne prend pas en compte la totalité de la réalité vécue par les travailleurs et les travailleuses, il y a forcément des lacunes dans son élaboration politique.

Ainsi, les femmes, quand elles parlent d'autogestion, mettent autre chose derrière ce mot. Pour les hommes de la C.f.d.t., c'est surtout une réorganisation des rapports de pouvoir à l'intérieur de l'entreprise, à la limite dans les structures politiques du pays. Les femmes, elles, y mettent un contenu beaucoup plus riche, qui déborde largement l'entreprise, et se répercute sur toute la société. Si on ne prend pas en cause la situation des femmes dans la société, leur expérience de la division du travail, on sera incapable de traiter en profondeur les problèmes de société.

— On peut penser que ces problèmes pourraient émerger lors de grèves de femmes dans les entreprises. Or, je ne me souviens pas de mouvements de ce type ces dernières années..

— Parce qu'il n'y en a pas. Autre carence des organisations syndicales ... Les travailleuses qui rentrent en lutte le font — comme je l'ai fait, moi, à la Manufacture des tabacs de Morlaix — contre leur première exploitation : leur patron, leurs conditions de travail, leurs rémunérations... Une démarche syndicale très traditionnelle. S'il n'y a pas à leurs côtés des militants formés, capables de les aider à poser la totalité de leur condition ouvrière, les problèmes des femmes ne viennent d'ailleurs jamais, jamais pendant la grève dans les débats, les assemblées générales. Après, quelquefois.

Cela ne signifie pas que rien n'a changé pendant la lutte. Car les femmes en grève ont de gros problèmes. Tous les problèmes sous-jacents dans un couple éclatent en période de conflit dans l'entreprise — c'est vrai aussi pour les hommes, mais on n'en parle pas : ce sont, dit-on, des problèmes de vie privée qui risquent de télescoper la lutte collective. Les travailleuses, elles, ont encore plus de problèmes. On a vu, à Thionville et ailleurs, des ruptures de fiançailles, des hommes allant dire à l'employeur de leur femme qu'ils exigeaient qu'elle travaille, des femmes grévistes battues par leurs maris.

Rien de tout cela n'est apparu durant le conflit. Pourtant, quand des femmes de travailleurs en grève posent des problèmes, le syndicat les réunit très souvent pour les associer à la lutte. Il ne vient jamais à l'idée de personne de réunir les maris des travailleuses en lutte pour leur expliquer la nécessité de leur action. Les problèmes des femmes sont rarement posés dans l'organisation à l'occasion des luttes. Les travailleuses découvrent néanmoins leur propre condition grâce au conflit, mais elles ne peuvent l'analyser en terme collectif. Et on n'arrive pas au stade de prise en charge de leurs problèmes propres par l'organisation.

— J'ai souvent remarqué que les militantes ayant des responsabilités n'ont pas une vie familiale « traditionnelle »...

— De façon générale, encore aujourd'hui, ce sont des femmes seules qui assument des responsabilités. Quand je dis « seules », cela signifie qu'elles ne vivent pas en couple. Mais elles ont très souvent des enfants à charge. Elles devraient donc être encore plus bloquées. Or, en fait, elles cumulent une vie familiale, leur activité professionnelle et leur militantisme.

Cela s'explique. Elles ont remis en cause, dans leur tête, et dans les faits, la division homme-femme. Elles n'ont pas à se battre contre leurs maris. L'organisation de la vie de la maison ne dépend que d'elles. Elles sont donc plus libres, elles organisent leur vie. Par ailleurs, elles ne peuvent compter que sur elles pour transformer la société. Plus de partage des tâches à ce niveau là non plus. Impossible de se dire : je reste à la maison, je me charge des tâches familiales pour permettre à l'homme de mener la lutte. Ces femmes ne peuvent compter sur un homme qui sa battra pour elles, et elles assument leur totalité d'être humain. Je dirais qu'elles sont dans une situation privilégiée pour faire connaître la totalité de la condition ouvrière : elles cumulent l'expérience d'un homme dans la vie du travail, et celle d'une femme dans la vie familiale. Et peu de militants peuvent traiter ces deux aspects.

C'est pour cela aussi que j'ai écrit ce livre. J'ai voulu lancer un appel contre l'autocensure. Il faut que les travailleuses parlent, qu'elles disent tous les jours ce qu'elles vivent dans leur famille, dans la société, et aussi ce qu'elles vivent avec les militants de l'organisation.

— Quels sont les problèmes entre les hommes et les femmes à la C.f.d.t. ?

— Les mêmes qu'ailleurs à peu près, dans la vie de tous les jours. Les militants ne

→









ENTRETIEN AVEC JEANNETTE LAOT

veulent pas systématiquement, de façon délibérée, mettre les militantes en situation d'infériorité. Mais leur comportement, leurs réflexions insécurisent terriblement les militantes, et elles s'autocensurent.

On entend souvent dire, quand il faut pourvoir un poste à responsabilité et qu'il est question d'une femme : « Il faut que ce soit une femme normale », c'est-à-dire une mère de famille avec des enfants à charge. Ou des militants d'une organisation déclarent : « S'il venait une femme ici, elle serait mal à l'aise, mais nous aussi car tout notre langage serait différent ». Ils sont eux-mêmes bien conscients qu'ils ne pourraient plus dire certaines choses si une femme était là. Les hommes entre eux, en permanence, sans s'en rendre compte, parlent des femmes de façon méprisante. Nous, on se carapace pour ne pas réagir à chaque fois, et du coup ils s'habituent à ce qu'on ne parle pas. Le jour où on n'arrive plus à supporter cette situation, où on éclate, on devient agressive, et, perdant notre contrôle, on n'est pas alors suffisamment syndicale, politique, on ne trouve pas le langage qui leur permettrait de nous entendre.

— Vous dressez un constat très dur et l'attitude de la C.f.d.t. sur les problèmes des femmes. Une organisation pas plus en avance qu'une autre..

— Pas tout à fait. Et si mes critiques sont dures, si j'ose dire ce qui se passe à la C.f.d.t. c'est bien aussi parce que la C.f.d.t. m'a demandé de faire ce livre, qu'elle ose dire ce qui se passe chez elle, qu'elle veut se regarder lucidement. La C.f.d.t. sait que ces problèmes de femmes sont des problèmes de rapport de pouvoir, elle veut les faire apparaître en permanence, même si elle n'est pas encore en capacité de les traiter.

— Cette volonté, votre livre, devraient donc permettre un nouveau débat sur les femmes au sein de la C.f.d.t. ?

— Je le souhaite. Ce n'est pas certain. Dans ses structures politiques, l'organisation est en majorité composée d'hommes, faisant face à une actualité très pressante ; malgré leur bonne volonté — et ils en ont — ils ne peuvent traiter les problèmes des femmes car ils ne vivent pas la totalité de la condition féminine. Si les femmes de l'organisation n'obligent pas, n'aident pas la C.f.d.t. à prendre en charge leurs problèmes, nous n'irons pas bien loin.

Tout repose sur les femmes. Les hommes portent les problèmes des hommes dans le mouvement syndical. Que les femmes se donnent les moyens d'en faire autant. Car celles de la C.f.d.t. ont une organisation qui leur demande de l'aider à devenir une organisation mixte.

Propos recueillis par MICHELE KESPI-BACKMANN

Paysans

UNE JOURNÉE BIEN "ORDINAIRE" EN NORMANDIE

Roland et Christiane sont éleveurs en Seine-Maritime. Pas plus mal lotis que d'autres avec 45 hectares, une quarantaine de vaches, leur ferme est rentable. Mais chaque année ils remboursent 50 000 francs d'emprunts, leur journée de travail est de 10 heures en moyenne et pas un seul jour de vacances...

De notre envoyée spéciale

Le réveil sonne à 5 h 30. Tous les jours. Cinq minutes de « grasse matinée » ; vite, un petit café. Les vaches n'attendent pas. A 6 heures, Christiane et Roland commencent la traite, été comme hiver, en semaine ou le dimanche. Lui, c'est le type même du Normand : des yeux très bleus dans un visage volontaire, cheveux grisonnants, un air sûr de lui, bien campé dans ses bottes en caoutchouc. Elle, presque 41 ans, accuse plus son âge. Elle boitille légèrement : une arthrose de la hanche, pour avoir trop porté de seaux. Mais il n'y a aucune tristesse chez elle, elle rit, elle sourit beaucoup.

A deux, Roland et Christiane Thillard exploitent une ferme de 45 hectares près de Forges-les-Eaux, en Seine-Maritime. Leurs trois enfants sont encore trop jeunes pour les aider vraiment. L'aîné, à dix-huit ans, reste toute la semaine au lycée de Rouen. Alors, être éleveur en Normandie, ce n'est pas un métier de tout repos. Nettoyer un peu la litière des vaches, brancher les postes de traite un à un, nourrir les bêtes, laver les instruments dans la laiterie : Christiane et Roland passent en moyenne quatre heures par jour dans l'étable, deux le matin et autant le soir, entre 6 et 8 heures.

Leur travail n'est pas vraiment pénible, parce que très automatisé. Les quarante vaches sont toute la journée entravées ; elles ne sortent que l'été. L'évacuateur de fumier a remplacé la brouette et limite la pénible opération du curage. Le « pipe-line laitier » conduit directement le précieux liquide blanc de la mamelle de la vache au tank à lait. Toute l'installation avait coûté 120 000 F, il y a cinq ans. Pour nourrir les bêtes, la technique est plus rudimentaire. Avec un tracteur, Roland déverse directement dans les auges le maïs-ensilage. Tout le reste, le grain, les tourteaux déshydratés et la pulpe de betterave, est transvasé avec des seaux. Chaque vache, selon qu'elle donne plus ou moins de lait a droit à une ration différente, calculée par le contrôleur laitier, s'il y en a un, ou par le vendeur d'aliments lui-même. Mais, dans ce cas, l'agriculteur doit rectifier les calculs : quand le vendeur propose, par exemple, de donner sept kilos de tourteaux par jour, Christiane et Roland savent n'en donner que deux...

Cette année, avec la sécheresse, l'alimentation des bêtes aura coûté beaucoup plus cher : plus de tourteaux, de la pulpe, pour compenser la maigre récolte de maïs. Soit une perte sèche de 50 000 francs, en comptant la paille qu'il a fallu acheter chez d'autres agriculteurs, parfois à 100 km de là. Et 50 000 francs c'est beaucoup puisque l'exploitation fait un chiffre d'affaires de 2,4 millions.

« Manger de l'argent »

La sécheresse a été lourde de conséquences ici. Une brebis est morte d'indigestion, pour avoir bu trop d'eau d'un seul coup. Trois vaches ont mangé du fil de fer barbelé en cherchant l'herbe dans des coins inhabituels. Une chance : aucune d'elle n'est morte. Elles ont dans la panse un aimant qui fixe le corps étranger mais un accident peut encore arriver. Le pire a été la chute des cours. La viande, pendant l'été, se vendait à 7 F le kilo seulement. Les veaux, à 250 F. A ce tarif, l'agriculteur « mange de l'argent ». Roland, lui, a préféré garder les vaches qu'il comptait vendre même si cette vente lui assure normalement le remboursement de ses emprunts. Alors, il a fallu emprunter, 20 000 F à court terme... pour rembourser les prêts.

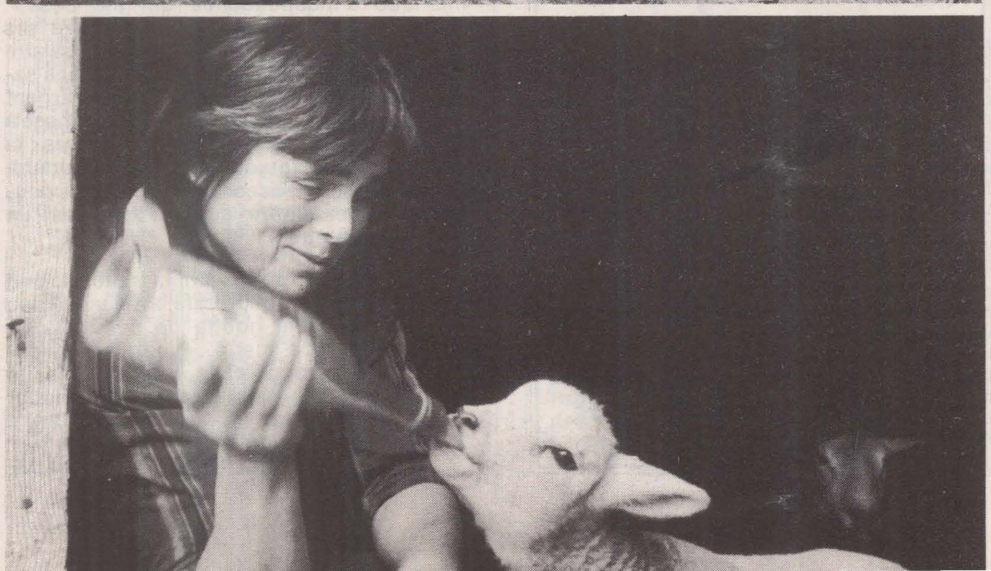




Une journée de Roland et Christiane.







L'aide de l'Etat, 6 000 F, Roland et Christiane la jugent bien sûr insuffisante, mais surtout ils trouvent inadmissible qu'il ait fallu, pour cela, lever un impôt spécial sécheresse que les autres catégories sociales doivent trouver injuste. « Et pourtant, le gouvernement ne clame pas sur les toits les aides plus ou moins détournées qu'il accorde aux industriels », constate Roland.

Après les soins aux vaches, la matinée est encore loin d'être terminée. Aujourd'hui, une génisse demande le taureau. Dans l'emploi du temps serré de Roland et de Christiane, la séance tient lieu de récréation. Ensuite, Roland donne à manger aux « jeunes », une vingtaine de génisses et quelques taurillons qu'il a préféré garder cette année plutôt que de les vendre à bas prix. Pendant ce temps, Christiane prépare des biberons pour les jeunes agneaux dont les mères n'ont pas assez de lait. Les moutons sont bien sûr destinés à la consommation familiale mais la majorité est vendue. « Dans notre métier, il faut faire un peu de tout ».

Après les moutons, c'est au tour des veaux. Christiane leur donne à boire non pas le lait de leur mère mais, ô paradoxe, de la poudre de lait mélangée à de l'eau... Ainsi va l'élevage moderne... Christiane termine sa tournée matinale pour les lapins. Son fils aîné a en effet monté cet élevage de lapins en intensif, pour « apprendre qu'il faut gagner sa vie si on veut s'offrir une moto ». Son père paie les granulés, sa mère s'en occupe dans la semaine. Dans un hangar aménagé, une quarantaine de cages abritent des centaines de petits Jeannot vite nés, très vite vendus à un autre agriculteur qui se charge de les engraisser.

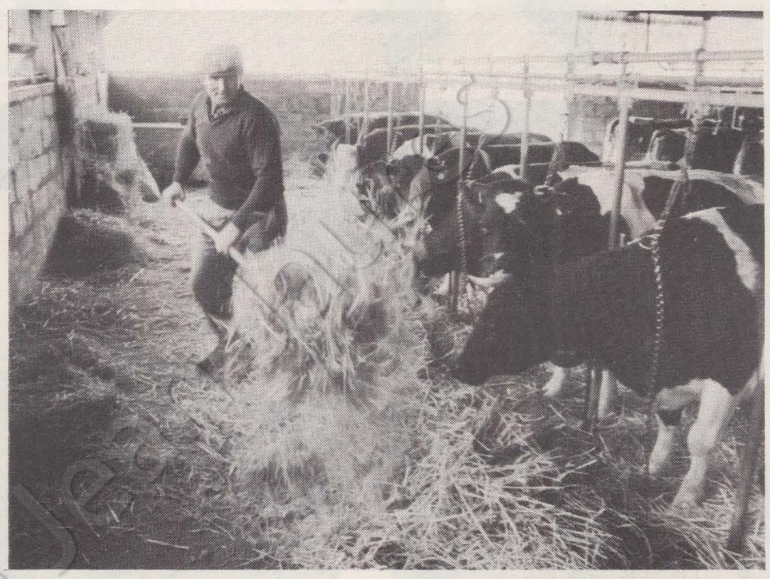
Rien que de très normal

Pour finir, Christiane enlève ses bottes, son tablier et son fichu pour aller préparer le déjeuner. Rien que de très normal, de très habituel. Des gestes qui se répètent chaque jour dans les fermes de France. Roland et Christiane ne sont pas plus mal lotis que beaucoup d'autres. Avec 45 hectares, dont 35 de pâturages, leur ferme est considérée comme rentable. L'exploitation est bien conduite : peu de maladies, des rendements laitiers honnêtes. Bien équipée aussi, avec deux tracteurs, un de 45 chevaux, l'autre de 75 et un maximum de tâches mécanisées. Roland considère qu'il a atteint le seuil souhaitable de la modernisation. « Je ne compte plus investir. S'il fallait aujourd'hui acheter encore un tracteur de 80 000 F, ce serait impossible. De toute façon, nous ne tenons pas à nous agrandir, ce serait trop de travail. Peut-être, un jour, si mon fils veut travailler à la ferme... »

Car le seuil maximum de l'endettement a aussi été atteint. Chaque année, 50 000 F partent pour rembourser les emprunts. « Nous sommes cloués sur place. Et le gou-

→





→

vernement le sait bien », constate Roland. Un endettement qui rend l'exploitation fragile. Encore une mauvaise année, avec une autre sécheresse, et tout l'équilibre de la ferme risque de se rompre. « Il y a huit ans, lorsque nous sommes arrivés ici nous pensions avoir cinq ans difficiles. Mais, aujourd'hui, il faut plus de temps encore pour s'en sortir et la sécheresse a retardé l'échéance ». Tout cela, il le raconte sans pleurnicheries, avec le sourire même. Sans doute préfère-t-il aborder l'avenir sans trop se poser de questions, avec un « nous verrons bien », plutôt optimiste.

Son métier, il l'a choisi. « Je l'accepte, avec ses inconvénients et son quart d'heure de liberté. Mais il faudrait aussi que nous puissions gagner correctement notre vie ». Le calcul est vite fait. En 1972, le kilo de viande se vendait 10 F. Aujourd'hui, il se vend 10,50 F. Une « inflation » phénoménale qui, on s'en doute, compense les hausses de matériel, des engrais, du vétérinaire, des aliments : sur ces postes, le coût de la vie a augmenté plutôt entre 8 et 12% par an depuis 1972... Situation résumée par Roland : « on travaille au-dessous de la question ».

« On use jusqu'à la corde »

A ce stade, Roland et Christiane préfèrent ne plus trop calculer, en particulier pour savoir comment ils gagnent leur vie. « Notre salaire ? ce sont nos remboursements d'emprunts ». De budget, ils n'en ont pas. Christiane estime qu'elle a besoin d'environ 400 F par semaine pour faire tourner la maison, habiller les enfants, payer les études. Aucun luxe. « On dépense au fur et à mesure, en fonction des cas de force majeure ». Leur voiture ? La deuxième en vingt ans. « On use tout ce qu'on a jusqu'à la corde ». Les loisirs ? Tous deux montrent d'un geste la vieille télévision. « C'est ça le plus dur : jamais, jamais un jour de vacances. » Une fois, il est allé au salon de l'Agriculture à Paris, une visite offerte par le vendeur de machines agricoles de Forges-les-Eaux. Une autre fois, il a gagné un voyage à Lourdes grâce à un billet de tombola. Avec les vaches, impossible de quitter la ferme : la traite n'attend pas.



Le confort de la maison non plus n'a rien de luxueux. L'année dernière, Christiane s'est débrouillée pour faire installer le chauffage central, grâce à un prêt de la Caisse d'allocations familiales. La prochaine fois, ce sera la salle de bains. Cette année son mari lui a offert un lave-vaisselle pour Noël, payé sur trois mois. Elle rêve déjà d'un canapé dans la salle-à-manger : aujourd'hui elle regarde la télévision assise sur une chaise, comme sa fille. Son mari est dans le fauteuil et les deux fils se partagent une petite banquette : « A la campagne, les femmes sont encore soumises », dit-elle, avec un brin de colère qu'elle cache tout de suite.

Pour elle, la vie est dure. Le travail, pourtant, elle l'accepte. « Travailler, oui. Il faut toujours travailler, je le sais. C'est surtout le manque d'indépendance qui me pèse ». Sans doute aurait-elle préféré « faire ses huit heures » et apporter ainsi un salaire qu'elle aurait utilisé à sa guise : « Sans salaire, je suis obligée de demander de l'argent à mon mari. Et il y a toujours quelque chose à acheter pour la ferme. On n'en finit pas : la maison passe toujours après ». Pourtant, tous deux sont d'accord : tout ce qu'ils peuvent espérer s'offrir aujourd'hui, c'est un peu de bien-être...

A 5 heures du soir, avant la traite, Roland et Christiane se font un café, avec un gâteau et, pour lui, une goutte de calvados. Le quart d'heure de liberté. « Le patron, la patronne : le commis et la bonne », chacun rechausse ses bottes en caoutchouc pour sortir dans la boue.

FREDERIQUE DE GRAVELAINE



Droite

LES PLUS ÂPRES AFFRONTEMENTS

Farceurs, Michel Poniatowski et Jacques Chirac, ou spécialistes de l'antiphrase. Celui-ci jurait le 2 mars que « la majorité se porte mieux qu'on ne le dit » et celui-là le 24 février — sous forme d'une résolution du Conseil politique des R.i. — que, « Paris mis à part, l'unité majoritaire a été réalisée dans la quasi-totalité des communes ».

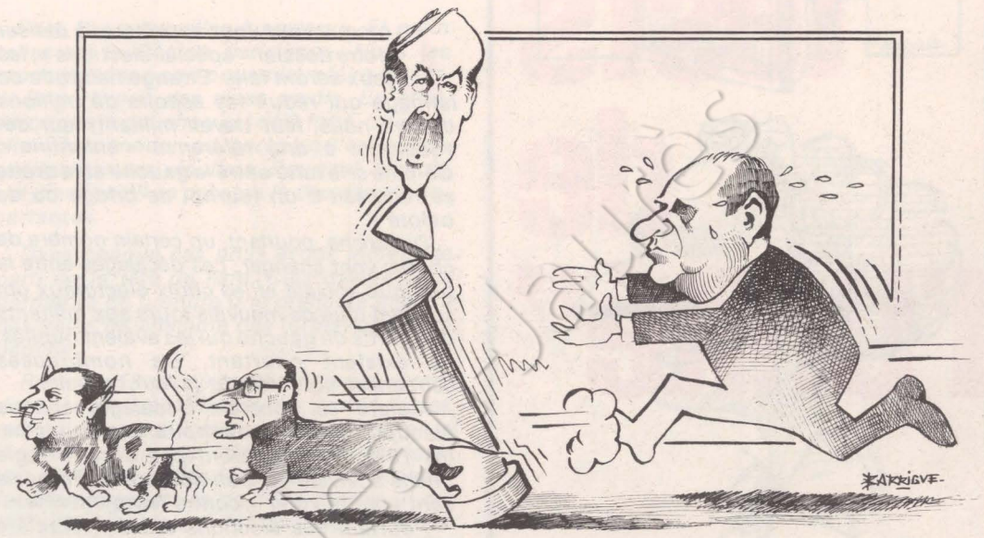
On a vu ce qu'il en était de cette belle entente. D'interminables séries de coups bas ont amené le Premier ministre à instaurer le 3 mars un armistice, par une lettre rédigée de telle façon que chaque clan n'en a pris que ce qui alimentait son moulin. Et, dès les jours suivants, « la Lettre de la Nation » raillait Michel d'Ornano qui a « fait la grimace pour avaler son chapeau ». Cependant que Michel Poniatowski répandait encore quelque fiel sur Jacques Chirac, qu'Alexandre Sanguinetti traitait Lecanuet de « dinosaure »... Et sur le terrain. « Paris mis à part » ?

C'est dans l'Ouest qu'on trouve quelques-uns des plus âpres affrontements majoritaires. A Brest **(Finistère), notamment, où l'ancien maire de la ville, le centriste Georges Lombard, se repent d'avoir confié la mairie en 1973 à son adjoint R.i., Ernest Berest, et part en guerre, avec l'appui du R.p.r., contre cet adepte du « Qui va à la chasse perd sa place ».**

De même à Saint-Malo **(Ille-et-Vilaine) où les clans droitiers s'affrontent — au détriment des administrés — depuis que le R.p.r. y a téléguidé la destitution, par le préfet, du maire centriste pour « prise d'intérêts » (sic) dans les affaires municipales (six mois de prison avec sursis). Du coup, il y a trois listes de droite, pas moins... Contre les centristes sortants — sinon sortis — qui trouvent commode d'« oublier le passé », comme ils disent, le ministre de la Défense R.p.r. Yvon Bourges — qu'ils avaient battu en 1971 — n'ose pas aller à l'assaut en personne : il manipule une liste menée par quelqu'un qui ne cache pas quels intérêts il défend, puisqu'il est directeur administratif chez Citroën. Dans le même département, à** Fougères, **la réaction aligne même trois listes** (voir en page 24).

La droite du Nord n'a rien à envier à son homologue bretonne. On se bat durement à Marcq-en-Barœul **entre la liste majoritaire du maire sortant (R.p.r.) et celle d'un de ses conseillers sortants, jobertiste en congé de parti : l'équipe d'union de la gauche du socialiste Miellet compte bien en profiter. A** Tourcoing, **Guy Chatiliez, tête de liste P.s. - P.c., raisonne de même face au duel interne de la droite : la liste d'un démissionnaire du conseil sortant (exclu par le C.d.s.) contre celle menée par le député R.p.r. Henri Blary.**

Dans l'Est, parmi de durs affrontements — comme à Charleville-Mézières **(Ardennes) entre le candidat C.d.s. et le candidat R.p.r. — la ville vedette des querelles de la droite, c'est** Nancy **(Meurthe-et-Moselle). Là les giscardiens (R.i. et schreibériens), emmenés par le secrétaire d'Etat à l'Industrie, Claude Coulais, s'affrontent au maire sortant, le centriste Marcel Martin. Celui-ci avait pourtant donné bien des gages à la majorité mais il n'a même pas réussi, finalement, à décrocher le soutien du R.p.r. : les chiraquiens figurent sur l'une et l'autre listes rivales de droite, mauvais compromis imposé par Charles Pasqua — venu exprès de Paris — pour éviter l'éclatement du R.p.r. écartelé. De la même façon, les gaullistes d'**Epinal **(Vosges) n'ont pas échappé à la division : les uns sont sur la liste des sortants avec les centristes et les R.i., les autres sur la deuxième liste de droite menée par le patron de la Chambre de commerce.**



Où les choses tournent au vaudeville, c'est à Thionville **(Moselle). Contre le vieux maire sortant centriste se dresse le député R.i. Henri Ferretti. Qui, ô surprise ! a le soutien du R.p.r. Explication : ces mules du pape chiraquiennes se vengent du maire, dont le vote soupçonné schreibérien au Conseil régional aurait fait perdre la présidence de ce Conseil à Pierre Messmer.**

En redescendant vers la Saône et le Rhône, voici Besançon **(Doubs), où la droite se partage entre la liste de la majorité conduite par le recteur-motard casqué et botté Pierre Magnin, et celle de l'« apolitique » Claude Léonard, qu'on soupçonne d'être téléguidée par Edgar Faure... Puis** Le Creusot **(Saône-et-Loire). La droite y est divisée entre le député-maire sortant R.p.r. Henri Lacagne et son premier adjoint R.i. entré en révolte contre lui. Ils n'ont plus qu'un point commun : avoir été tous deux défaits aux cantonales par des socialistes (Laffly et Dufour), ce qui laisse bien augurer de leur sort dimanche. C'est aussi un vaincu des cantonales — par le socialiste Michel Rognard — c'est-à-dire le maire sortant, Louis Escande, qui se présente pour la majorité à Mâcon, dans le même département, et que combat sur sa droite la liste « apolitique » d'un chirurgien de la ville.**

On continue par Bourg-en-Bresse, **dans l'Ain — autre « primaire » de la droite — et voici** Lyon **(Rhône), gigantesque panier de crabes opposant les pradéliens — derrière le démagogue P.d.g. Francisque Collomb et avec le soutien de Michel Poniatowski et des forces d'argent de la région — à un ancien grand ami de l'O.a.s., l'ex-ministre Jacques Soustelle. Depuis que Collomb a débauché chez Soustelle jusqu'à son alter ego Béraudier et jusqu'à sa suppléante « Momone » Balas, on en est passé aux menaces et aux injures racistes...**

La même ambiance, en somme, qu'à Toulon **(Var), où les tracts calomnieux fleurissent sur les pas des deux rivaux de la droite : le maire sortant R.i. (de fraîche date), Maurice Arreckx, jadis activiste de l'Algérie française, et son challenger R.p.r. Aymeric Simon-Lorière, précédemment parachuté à Sainte-Maxime. Deux rivaux que Raymond Barre n'a pas osé départager après des mois et des mois de coups de force et de basses manœuvres montées parfois depuis la place Beauvau, sinon à l'Elysée même.**

Dans le Sud-Ouest, la droite ne s'est pas déchirée à belles dents qu'à Perpignan **(Pyrénées-Orientales), à** Béziers **(Hérault), chez le secrétaire d'Etat Pierre Brousse, ou à** Tarbes **(Hautes-Pyrénées)... Ainsi** Agen **(Lot-et-Garonne) voit s'opposer une liste chiraquienne saupoudrée de quelques R.i., celle du docteur Aulong, et la liste R.i. du docteur Esquirol, officieusement investie par l'Elysée. A** Périgueux **(Dordogne), Yves Guéna voit surgir face à lui son propre ex-suppléant, qui avait déjà refusé de démissionner pour lui rendre son siège en 1969.**

A Poitiers **(Vienne), bagarres R.p.r. et centristes aussi acharnées que les « primaires » de** Bourges, **dans le Cher — un conseiller général R.p.r. contre le sortant giscardien Boisdé...**

Pour la région parisienne, affrontements vedettes à Levallois-Perret, Chelles, Gagny **— C.d.s. et R.i. dissidents contre le député-maire R.p.r. sortant — et bien sûr** Versailles, **vieux champ clos des guerres intestines de la réaction, où il faillit y avoir trois listes de droite : il en reste néanmoins deux et l'ex-secrétaire d'Etat giscardien Bernard Destremau multiplie les coups envers la liste Damien (C.d.s., R.i., R.p.r.), à laquelle le sénateur-maire sortant André Mignot a dû se rallier — selon ses propres termes — « écœuré, le couteau sous la gorge ».**

C'est « écœurements », c'est le lot fréquent dans le camp réactionnaire pour beaucoup d'endroits où on a dû, de mauvais gré, faire front commun. Que d'amertumes emmagasinées à droite à Rennes **(Ille-et-Vilaine) où a été niée la tradition démo-chrétienne, ou à** Mulhouse **(Haut-Rhin) où Chirac et Fourcade ont dû donner des ordres stricts à leur troupes pour qu'elles se soumettent à Emile Muller, ou à** Angers **(Maine-et-Loire) où les R.i. ont entendu leur maire sortant se retirer en dénonçant « les combinaisons politiques destinées à satisfaire les ambitions de certains »... A** Strasbourg **(Bas-Rhin), les règlements de comptes sont allés si loin entre le secrétaire d'Etat R.p.r. André Bord et les anciens de l'équipe Pflimlin que deux députés gaullistes, gommés sur la liste, ont démissionné du groupe parlementaire R.p.r. En ligne de mire de tout cela, bien sûr, les élections législatives de l'année prochaine...**

SERGE RICHARD

Les 72 villes tests de "l'Unité"

Comment interpréter immédiatement les résultats grâce à nos tableaux



Lorsque vous vous apprêterez à utiliser notre dossier « spécial-élections », les jeux seront faits. Etrange habitude de langage qui réduit les espoirs de millions d'entre nous, leur travail militant, leur dévouement à une référence « enfantine ». Comme si la lutte entre la gauche et la droite se réduisait à un tournoi de bridge ou de belote !

Dimanche, pourtant, un certain nombre de choses vont changer. Les décalages entre la pratique sociale et les choix électoraux ont souvent joué de mauvais tours aux militants des partis de gauche qui les avaient oubliés. Ils existent pourtant. De nombreuses échéances sont venues le leur rappeler.

Malgré ce constant décalage, chaque élection soulève des espoirs. Les municipales 1977 n'échapperont pas à cette règle même si, mystifiés, bon nombre de Français vont encore voter « contre leurs intérêts ».

Pourtant ces élections ont un caractère particulier. Depuis les municipales de 1971, la carte politique française s'est, radicalement, modifiée. Il y a eu Epinay, la naissance d'un nouveau Parti socialiste, la signature du programme commun de gouvernement, l'élection présidentielle de 1974. Il y a eu la crise économique et venant s'y adjoindre la crise politique qui secoue le régime. Et il y a eu, les évolutions des uns et des autres jouant, les millions de Français qui ont retrouvé en même temps que le besoin, le goût du changement. Et l'assurance qu'il dépendait d'eux qu'enfin les choses changent.

Dimanche soir nous pourrons mesurer l'ampleur du mouvement. La comparaison avec les municipales de 1971 sera donc parfois difficile. C'est pour vous aider — avant que les flots de commentaires noient l'essentiel — à dégager les lignes de force, à totaliser les succès de ce scrutin, que nous avons élaboré ce dossier « spécial élections ».

La gauche municipale est déjà forte en France. Une vieille tradition a ancré les partis de gauche dans ce qui au fil des ans est devenu des « bastions ». Certains sont célèbres. Au total, sur les 221 villes de plus de 30 000 habitants, 99 sont « à gauche ». Puis il y a toutes les autres, celles dont on parle rarement ou jamais. Malheureusement nous non plus. La liste étant trop longue, nous n'avons pas pu intégrer dans ce cahier ce qui sera pourtant un des éléments déterminant de ces municipales : la politisation de ces élections. Rares, en effet, seront les villes et les villages de France où une liste de gauche ne sera pas présente. Avec son drapeau, son programme, ses projets.

La polarisation sur les villes de plus de 30 000 habitants a quelques raisons. Outre qu'elles sont plus « politisées » — c'est là que les salariés sont les plus nombreux —, la loi électorale les place à part. En bloquant les listes, en empêchant les négociations pour le deuxième tour au vu des résultats du premier tour, en instituant un scrutin majoritaire, le Pouvoir espérait écraser la gauche. Il la fit effectivement disparaître de bon nombre de Conseils municipaux. Mais tout a une fin...

C'est pourquoi les villes de plus de 30 000 habitants ont valeur de symbole. Outre que la majorité d'entre elles sont repérables sur la carte de France, elles ont, dans leur département, un rôle d'entraînement.

Nous nous sommes donc limités à vous aider à comprendre ce qu'il adviendra d'elles. Pour cela nous n'avons retenu que trois critères. Le résultat de la gauche, lorsqu'il était mesurable compte tenu de certaines alliances passées, pour les municipales de 1971. Il s'agit des résultats du tour décisif, c'est-à-dire du tour où une liste fut élue. Parfois il s'agissait d'une élection triangulaire.

PROVINCE

« SANS DOUTE »

L'arithmétique électorale a ses règles. Dans les 22 villes suivantes, la gauche, depuis longtemps parfois, a atteint des pourcentages lui permettant de prétendre, à bref délai, être majoritaire. Les chiffres montrent une tendance. Il faudrait leur adjoindre les résultats des élections cantonales, le récit des luttes, la réalité des gestions municipales pour être précis. Certes, dans bon nombre de ces villes la personnalité du maire sortant pèse : il a su acquérir une clientèle. Pourtant c'est d'abord là que se mesureront les gains de la gauche. Car ils seront sanctionnés par l'élection d'un maire.

Nous ne l'avons pas indiqué, nos tableaux se limitant à montrer des tendances.

Deuxième critère, le résultat de la gauche « législative » — premier ou second tour — ramené aux dimensions de la ville. C'est-à-dire sans tenir compte du reste de chacune des circonscriptions. Enfin, les résultats du deuxième tour de l'élection présidentielle.

Certes, il est difficile de comparer des élections aussi différentes. Mais une simple lecture des tableaux vous permettra de vous familiariser ainsi avec les particularités locales : pourquoi par exemple la gauche atteint-elle parfois, dans telle ville, un meilleur score aux législatives qu'aux présidentielles ? Quel est le rôle, le poids de telle ou telle personnalité, etc. D'autres éléments, qui ne figurent pas dans nos tableaux nous ont guidés. Tout d'abord les résultats des élections cantonales, qui n'eurent pas lieu partout. Puis des différentes partielles. Ensuite la personnalité de la tête de liste, les rapports de forces internes, les problèmes locaux, l'usure des équipes sortantes.

Nous n'avons pas cherché à dresser la liste des villes de plus de 30 000 habitants que la gauche va gagner. Plus simplement nous avons voulu bâtir un petit guide pour que le soir des élections vous puissiez, rapidement, en savoir autant que bon nombre de commentateurs.

Pour les villes de province, nous avons établi trois catégories. Tout d'abord celle où un faible déplacement de voix — entre 1 et 3 % — devrait permettre à la gauche de l'emporter. Puis une série impliquant des modifications plus importantes : entre 4 et 7 %. Enfin, quelques villes où les conditions particulières sont telles que toute évolution — même de 3 % — est lourde de signification. Il vous suffira de reporter dans la colonne 1977 les résultats du premier tour, pour pouvoir, si besoin est, déduire les tendances du deuxième tour.

Puis, il y a les villes à secteurs. Et enfin celles de la Région parisienne. Nous les avons placées à part pour mieux faire ressortir le parti pris des mass media. En effet, parce que la gauche y est déjà forte, on « oublie » de la sonder, ou, après les élections de commenter ses résultats. Pourtant, lors de ces élections il se passera là des choses importantes.

Dans chaque cas nous avons indiqué le parti de la tête de liste. Cela devant vous permettre de prendre une première mesure des gains de chacune des formations de la gauche.

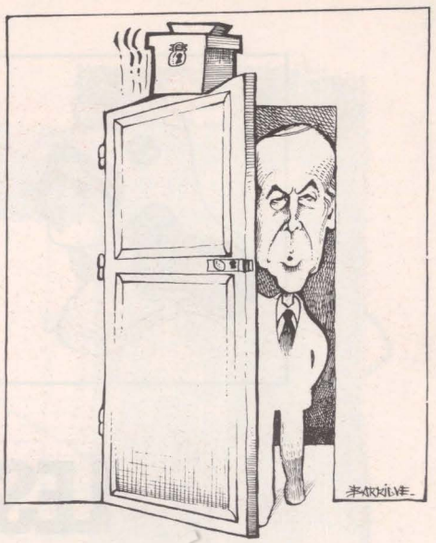
Reste les 19 cas où l'union de la gauche ne s'est pas réalisée. Nous avons profité de ces exceptions pour « étalonner » le P.s. et le P.c. Nous avons, en effet, rappelé les résultats de chacune des formations au premier tour des législatives de 1973. Certes, il est difficile de comparer des municipales et des législatives — mais dans aucune des villes choisies un des partis n'est le « sortant » donc bénéficie d'une rente de situation. Là aussi la tendance sera riche d'enseignements.

Dans aucun cas, nous n'avons intégré les « avatars » de la droite. A Paris, par exemple, il sera révélateur d'étudier, non seulement pour le deuxième tour, mais pour l'évolution des rapports de ce que l'on appelle encore la majorité, les résultats des listes d'Ornano et Chirac.

Notre liste n'est pas exhaustive. Certains lecteurs seront surpris de ne pas trouver leur ville dans nos tableaux. C'est, nous le répétons, qu'il s'agit d'un guide pour comprendre plutôt qu'une estimation, une prévision sur les résultats. Etant entendu qu'entre les deux la marge est faible.

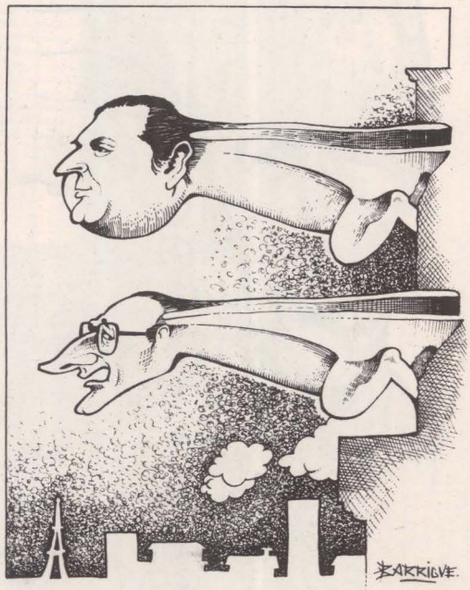
GUY PERRIMOND

	Tête de liste	1971	1973	1974	1977 1er	1977 2e
Beauvais (Oise)	P.s.	40,4	46,7	51,9		
Belfort (Territoire de Belfort)	P.s.	—	54,5	52,8		
Béziers (Hérault)	P.c.	—	59	54,1		
Châlons-sur-Marne (Marne)	P.c.	40,3	46,1	53		
Cherbourg (Manche)	P.s.	46,6	51	47,2		
Dunkerque (Nord)	P.s.	—	48,4	49,8		
Dreux (Eure-et-Loire)	P.s.	37,5	55,5	50,8		
Le Mans (Sarthe)	P.c.	45,8	51,2	52,5		
Montluçon (Allier)	P.c.	45,5	48,3	58,6		
Montpellier (Hérault)	P.s.	43,6	50	46,4		
Pessac (Gironde)	P.s.	36	50,4	55		





CANDIDAT SE PRESENTANT EN TÊTE DE LISZT



LES MAGOUILLES DE NOTRE-DAME DE PARIS



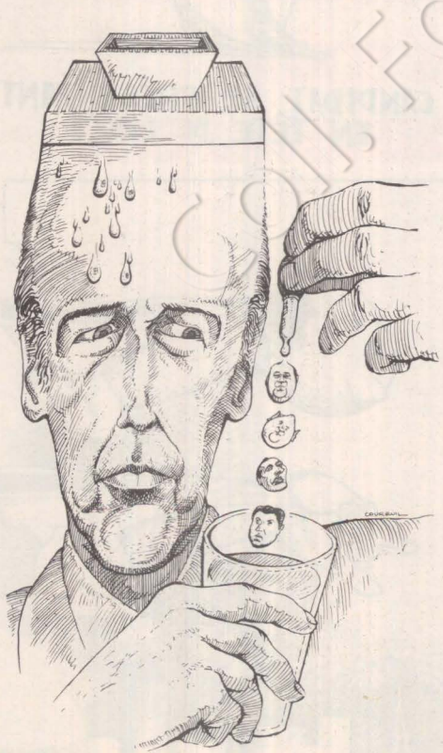
LES 72 VILLES TESTS DE "L'UNITE"

→

	Tête de liste	1971	1973	1974	1977 1er	1977 2e
Reims (Marne)	P.c.	40,3	46,1	53		
Rennes (Ille-et-Vilaine)	P.s.	41,9	49,8	48,9		
Romans (Drôme)	P.s.	49,4	54,6	52,9		
St Chamond (Loire)	P.s.	28,2	51,5	49,9		
St Herblain (Loire-Atlantique)	P.s.	33,2	54,1	54,8		
St Priest (Rhône)	P.s.	48,6	58	59,7		
St Quentin (Aisne)	P.c.	45,2	50,5	54,2		
Salon (Bouches-du-Rhône)	P.s.	48	46,4	48,8		
Tarbes (Htes-Pyrénées)	P.c.	44,8	57,6	56,8		
Villefranche-sur-Saône (Rhône)	P.s.	43,4	47,8	48,6		
Villeneuve-d'Ascq (Nord)	P.s.	36,9	48,2	49,3		

« PEUT-ÊTRE »

Il y a peu, les militants de gauche de ces villes n'auraient pas osé espérer. Aujourd'hui ils affirment avoir toutes leurs chances. Car vient s'ajouter aux résultats passés la poussée à gauche que tout le monde attend. La réussite des équipes de gauche dans quelques-unes de ces 17 municipalités prouverait que cette dernière a atteint des niveaux suffisants pour être plus que majoritaire dans le pays.



	Tête de liste	1971	1973	1974	1977 1er	1977 2e
Aurillac (Cantal)	P.s.	46,2	37,4	44,3		
Bourg-en-Bresse (Ain)	P.s.	43,7	48,5	48,8		
Bourges (Cher)	P.c.	40,1	44,9	50,1		
Brest (Finistère)	P.s.	—	48,4	46,6		
Châteauroux (Indre)	P.c.	—	51,1	49,9		
Chartres (Eure-et-Loire)	P.s.	40,8	37,1	45,1		
Chelles (Seine-et-Marne)	P.c.	38,5	52,8	55,8		
Epinal (Vosges)	P.s.	—	47,8	43,8		
Le Creusot (Saône-et-Loire)	P.s.	37,5	44,4	52,7		
Mâcon (Saône-et-Loire)	P.s.	37,1	50,9	48		
Meaux (Seine-et-Marne)	P.s.	27,7	45,5	51,4		
Melun (Seine-et-Marne)	M.r.g.	46,6	39	47,4		
Nantes (Loire-Atlantique)	P.s.	—	45,4	48		

Coll. Fondation Jean-Jaurès

	Tête de liste	1971	1973	1974	1977 1er	1977 2e
Roanne (Loire)	P.s.	—	45,2	50,1		
Rilleux-la-Pape (Rhône)	P.s.	48,4	48,5	49,7		
Troyes (Aube)	P.s.	48,6	49,6	50,3		
Vandœuvre (Meurthe-et-Moselle)	P.s.	—	50,2	49,5		

« DIFFICILEMENT »

Il est des villes que la droite « tient » pour des raisons particulières. Les sept suivantes sont de celles-là. Le succès de la gauche étonnerait certains. Il prouverait tout simplement que de vieilles peurs se sont éteintes. L'importance de tout renversement de majorité n'est donc pas à dire. On a envie d'ajouter « si dans ces villes la gauche passe, faites la fête ».

	Tête de liste	1971	1973	1974	1977 1er	1977 2e
Brive (Corrèze)	P.c.	41,8	42,7	52,6		
Caen (Calvados)	P.s.	—	47,8	46,5		
Dijon (Côte-d'Or)	P.s.	35,9	46,8	47,1		
Périgueux (Dordogne)	P.c.	—	42,3	50,4		
Poitiers (Vienne)	P.s.	33,8	43,1	46,7		
Saint-Etienne (Loire)	P.c.	22,6	42,4	49,6		
Schiltigheim (Bas-Rhin)	P.s.	—	31,3	45,1		

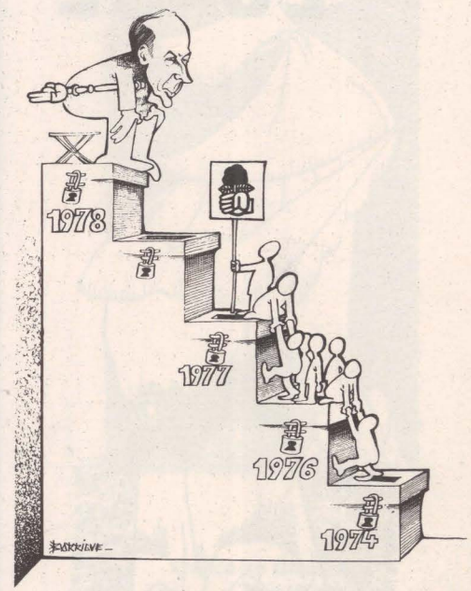
LES 19 PRIMAIRES

Dans 19 villes la gauche n 'est pas arrivée à un accord. Ce sont : Aix, Agen, Auxerre, Angoulême, Bastia, Blois, Créteil, Clichy, Evreux, Hyères, Laval, La Ciotat, Le Cannet, Lens, Marseille, Noisy-le-Grand, Saint-Brieuc, Toulon, Villeurbanne.

Nous avons choisi sept de ces « primaires » pour mesurer l'évolution respective de chaque parti. En effet, si dans l'immense majorité des villes il sera simple de mesurer la progression de la gauche, il sera par contre impossible de connaître les nouveaux rapports de forces qui se sont établis. Nous avons choisi des villes fort différentes les unes des autres, des villes où le maire sortant est de droite, à population diverse et réparties sur tout l'Hexagone. Il vous suffira de reporter les pourcentages respectifs de chaque parti pour mesurer les gains du P.s. →



Pierre Brousse.





Robert Poujade.



LES 72 VILLES TESTS DE "L'UNITE"



Christian de La Malène

→

	1971	1973	1974	1977 1er	1977 2e
Agen (Lot-et-Garonne)	—	P.s. 29,5 P.c. 20	50		
Angoulême (Charente)	—	P.s. 21,6 P.c. 17,1 P.s.u. 2,6	49,1		
Auxerre (Yonne)	35,8	P.s. 23,3 P.c. 14,6 P.s.u. 2,3	48,1		
Créteil (Val-de-Marne)	39,9	P.s. 14,9 P.c. 23,3 P.s.u. 7,5	54,1		
Le Cannet (Alpes-Maritimes)	—	P.s. 19,5 P.c. 18,9	44,2		
La Ciotat (Bouches-du-Rhône)	—	P.s. 21,3 P.c. 43,1 P.s.u. 1,4	60,8		
Noisy-le-Grand (Seine-Saint-Denis)	38,25	P.s. 18,89 P.c. 26,57 P.s.u. 6,73	54,86		
Toulon (Var)	38,7	P.s. 17,2 P.c. 24,7 P.s.u. 2,3	48,9		
Villeurbanne (Rhône)	44,4	P.s. 18,7 P.c. 25,7 P.s.u. 6,2	53,9		

Fondation Jean-Jaurès

LES VILLES A SECTEURS

A Paris, la gauche fut élue, en 1971, dans cinq secteurs, dont un, le 18e arrondissement, à la faveur d'une triangulaire. Dans les 11e, 13e, 19e et 20e arrondissements elle était majoritaire. Outre ces cinq secteurs nous avons adjoint ceux qualifiés de « chauds », ceux qui furent le plus souvent sondés. En effet, si ces secteurs « basculent », la mairie reviendra à la gauche. On comprend l'importance de l'enjeu.

PARIS	Tête de liste	1971	1973	1974	1977 1er	1977 2e
1er secteur (1er et 4e arrond.)	P.c.	42,22	41,54	43,51		
2e secteur (2e et 3e arrond.)	P.s.	46,03	42,93	47,75		
8e secteur (10e arrond.)	P.c.	44,22	43,18	47,32		
9e secteur (11e arrond.)	P.c.	51,07	43,26	51,78		
10e secteur (12e arrond.)	P.s.	41,32	43,68	45,65		
11e secteur (13e arrond.)	P.c.	52,57	51,63	54,30		
12e secteur (14e arrond.)	P.s.	43,55	44,97	46,16		
16e secteur (18e arrond.)	P.c.	44,74	48,12	49,69		
17e secteur (19e arrond.)	P.c.	53,26	52,58	54,11		
18e secteur (20e arrond.)	P.c.	51,55	51,07	53,75		

TOULOUSE

En 1971 la gauche avait perdu la mairie de Toulouse. Elle n'avait obtenu que 42,97 % des voix. La ville étant divisée en trois secteurs, il suffit d'être élu dans deux d'entre eux pour pouvoir diriger la municipalité. Et Toulouse est la plus grande ville de province, avec ses 383 000 habitants, que la gauche puisse conquérir...

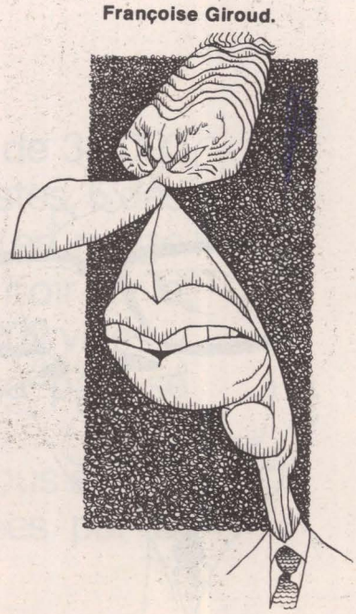
	Tête de liste	1971	1973	1974	1977 1er	1977 2e
1er secteur	P.s.		52,89	51,03		
2e secteur	P.s.		61,63	60,31		
3e secteur	P.s.		51,34	52,37		



Nicole de Hautecloque.



Françoise Giroud.



Maurice Couve de Murville.

Coll. Fondation nationale des Sciences Politiques



LES 72 VILLES TESTS DE "L'UNITE"

→

LYON

Trois secteurs ont intéressé les observateurs, les 7e, 8e et 9e. Pourtant les résultats du 3e secteur seront à suivre. Car à Lyon l'enjeu des élections est double : il y a la mairie puis la communauté urbaine. Des succès de la gauche à Lyon et dans sa banlieue dépend le futur équilibre de la communauté. Ce qui explique l'âpreté de la campagne.

		1971	1973	1974	1977 1er	1977 2e
7e secteur	P.s.	29,43	43,87	46,51		
8e secteur	P.c.	33,82	52,94	54,22		
9e secteur	P.s.	34,09	56,94	55,99		

LA REGION PARISIENNE

Il est rare que les sondages portent sur la région parisienne. La banlieue semble ne pas faire partie du paysage des hommes politiques — de droite évidemment — et des journalistes. Pourtant au soir du deuxième tour bien des choses auront changé. La gauche, déjà solidement implantée — le Parti communiste en particulier — devrait renforcer ses positions. Et le P.s., apparaître comme une force déterminante sur la région, rattrapant ainsi des années d'absence. C'est pour vous permettre de mesurer l'importance d'une tendance le plus souvent minimisée que nous avons « mis à part » la région parisienne. Pour mémoire : il y a, dans les cinq départements de la région parisienne, pour les villes de plus de 30 000 habitants, 30 maires communistes, 9 maires socialistes et 20 maires de droite.

		1971	1973	1974	1977 1er	1977 2e
Athis-Mons (Essonne)	P.c.	42,1	50,4	55,2		
Antony (Hauts-de-Seine)	P.c.	47	45,5	52,2		
Clamart (Hauts-de-Seine)	P.c.	46,4	49,3	51,4		
Conflans-Sainte-Honorine (Yvelines)	P.s.	29,1	51,2	54,4		
Courbevoie (Hts-de-Seine)	P.c.	46,8	42,3	49,3		
Gagny (Seine-St-Denis)	P.c.	49,1	50,4	55,3		
Houilles (Yvelines)	P.c.	—	50,3	53,6		
Issy-les-Moulineaux (Hts-de-Seine)	P.c.	49,1	51,6	52,3		
Mantes (Yvelines)	P.s.	—	52,9	56,5		
Meudon (Hts-de-Seine)	P.s.	46,1	52,9	48,7		
Poissy (Yvelines)	P.c.	48,7	48,8	52		
Puteaux (Hts-de-Seine)	P.c.	45,2	47,3	56,5		
Villeneuve-St-Georges (Val-de-Marne)	P.c.	46,9	57,3	61,4		
Viry-Châtillon (Essonne)	P.c.	33,3	51,3	54,4		



Jacques Dominati.

Coll. Fondation Jean-Jaurès



Il y a — en métropole — 221 villes de plus de 30 000 habitants. 44 d'entre elles ont des maires socialistes, 5 des maires radicaux de gauche ou divers gauche (en rouge sur la carte). 50 ont des maires communistes (en noir sur la carte). La gauche est arrivée à un accord dans 202 villes.

La majorité (en blanc sur la carte) pour sa part se présente unie dans 200.

Au soir du premier ou du deuxième tour, il vous suffira de cocher en noir en rouge les villes gagnées par la gauche.

Col. Fondation Jean-Jaurès

changer la vie sociale et économique

LE GADGET DE L'EX-PATRON

Dernier gadget Giscard : la réforme du ministère des Finances. Le président de la République vient en effet de publier une lettre adressée au Premier ministre centrée sur deux problèmes :

— celui des relations administrations-contribuables ;

— celui de l'efficacité de l'administration.

Comme le remarque la fédération des Finances C.f.d.t., le chef d'Etat se plaît à rappeler qu'il a dirigé longtemps le ministère des Finances. Mais il oublie que c'est sous son règne que les relations administrations-contribuables se sont le plus dégradées. Enfin, la qualité des relations avec le public, comme l'efficacité de l'administration, passe par une augmentation des moyens en personnel qui permettrait une saine gestion de l'impôt. Quelles sont les solutions proposées à l'heure actuelle ? Une fois de plus, un découpage plus sophistiqué des directions qui s'accompagnera d'une prolifération de brochures aussi luxueuses qu'inutiles.

Pour sa part, la fédération des Finances C.f.d.t. constate que, pour 1977, le budget des Finances ne répond pas à ces nécessités. Et pour cause : non seulement il prévoit une stagnation des effectifs titulaires, mais en plus, le licenciement de plusieurs milliers d'auxiliaires est annoncé...

ASSURANCES ANTI-GREVE

Une compagnie d'assurances pleine d'idées : celle qui propose aux patrons un contrat assurant « la garantie des dommages directs consécutifs aux grèves, émeutes et mouvements populaires ». Le contrat minimum garantit les biens matériels contre toute détérioration résultant :

« 1. de fait de grèves, émeutes et mouvements populaires ;

« 2. de l'occupation par la force publique et/ou militaire en temps de grèves, émeutes ou mouvements populaires... »

On peut aussi étendre le contrat et se garantir contre les « dommages matériels consécutifs à des actes de malveillance et/ou de sabotage, survenus en dehors des grèves, émeutes et/ou mouvements populaires... ».

Après les caisses de grève patronales, voilà les assurances anti-grève...

COMPRESSIONS ENCORE ET TOUJOURS

Selon une enquête effectuée deux fois par an par l'Association pour l'emploi des cadres sur un échantillon de 2 000 chefs d'entreprise et rendue publique par l'Union confédérale des ingénieurs et cadres C.f.d.t., un patron sur quatre envisage de licencier du personnel dans les six mois à venir. D'après cette enquête effectuée en décembre dernier, 16,5 % seulement des patrons envisagent d'augmenter les effectifs d'ici au 1er juillet 1977 (ils étaient 25 % au cours de la précédente enquête en juin 1976). Il n'y a qu'un chef d'entreprise sur deux à envisager de ne pas réduire les effectifs (ils étaient 60 % précédemment) et 24,3 % pensent les diminuer (ils étaient 15 % à vouloir le faire en juin 1976).

Ce renversement de tendance s'applique aussi aux cadres, a indiqué la C.f.d.t. En effet, 14,5 % des chefs d'entreprise interrogés prévoient une diminution du nombre des cadres contre 6 % en juin 1976. Cette situation est d'autant plus préoccupante estime la C.f.d.t., que le chômage des cadres s'est accru de 8,8 % en 1976, contre 2,6 % pour les autres salariés.

CHOMAGE EN HAUTE-VIENNE

La « place du Chômage » a été inaugurée le 1er mars en fin d'après-midi à Limoges. La nouvelle plaque a été apposée devant l'Agence pour l'emploi au cours d'une manifestation symbolique organisée par la C.g.t., la C.f.d.t. et la Fen dans le cadre d'une quinzaine pour l'emploi dans la Haute-Vienne.

« Le Limousin comptait en septembre 14 350 chômeurs dont 6 700 en Haute-Vienne, ont dénoncé les responsables syndicaux. Aujourd'hui, le département recense 7 000 sans emploi. »

A l'Agence pour l'emploi, les chiffres sont éloquents. Pour 2 820 demandes d'emploi de bureau, on ne trouve que 70 offres en Limousin. Même écart pour les manutentionnaires : 1 112 demandes contre 101 offres.

Le chômage partiel, lui aussi, se porte bien. A la Papeterie de Châteauneuf-la-Forêt, après avoir connu huit heures de chômage mensuel d'octobre 1975 à octobre 1976, est passé depuis à 28 heures chômées par mois. « Il est possible de créer des emplois en assurant un meilleur fonctionnement des services publics », ont déclaré encore les syndicats. La seule application des 40 heures hebdomadaires permettrait de dégager 320 emplois dans la métallurgie en Haute-Vienne.

IMPOTS : LES YEUX DOUX

Le Syndicat national unifié des Impôts proteste contre les consignes « verbales » actuellement diffusées par le ministère des Finances. Par ce biais, l'Administration centrale demande aux agents de ne pas notifier de redressements aux contribuables du 1er au 20 mars, de ne pas envoyer d'avis de vérification pendant cette période aux candidats des élections municipales, de ne pas faire de proposition de forfait (bénéfices industriels et commerciaux) avant le 1er avril. Le Syndicat national unifié dénonce avec force de tels procédés qui ont tendance à s'étendre depuis quelque temps à la veille d'échéances électorales. Il recommande à tous ses adhérents de poursuivre normalement leurs travaux en assumant comme à l'accoutumée avec objectivité les tâches qui leur incombent.

L'EURE DES CARRIERS

Le 11 février le tribunal de grande Instance de Chartres a débouté la Société des Nouvelles sablières de Flins, qui demandait la saisie d'un document édité par l'Amicale de défense de l'environnement. Depuis des années la région est en effet la proie des sabliers qui y exploitent d'énormes carrières. Après eux... le déluge : les trous remplis d'eau restent à l'abandon (voir « l'Unité » n° 232). En l'occurrence la société en question s'était engagée à aménager le plan d'eau d'Ecluzelles — près de Dreux — qui couvre une centaine d'hectares... Mais l'exploitation a cessé depuis deux ans et l'on attend toujours les travaux promis.

L'Amicale des vallées de l'Eure demande donc que la société procède enfin à ces travaux tout en respectant l'équilibre écologique — l'étang est devenu un relais d'oiseaux migrateurs — et en permettant l'ouverture du site au public. La jurisprudence créée par le jugement du tribunal de Chartres est d'importance : c'est la reconnaissance du droit des associations à critiquer et à infléchir les projets d'urbanisme.

CONCERTATION : DIX ANS EN ARRIERE

La loi est formelle : les délégués du personnel sont protégés par leur mandat. Ils ne peuvent être licenciés. Pourtant, la C.g.t. et la C.f.d.t. viennent de dénoncer publiquement l'augmentation du nombre de licenciements de représentants du personnel au cours de ces dernières années. Jeannette Laot, secrétaire nationale de la C.f.d.t., et Marcel Caille, secrétaire de la C.g.t., s'alarment surtout de la multiplication des licenciements de délégués refusés par l'inspection du Travail et acceptés par deux ministres du Travail successifs, par celui de l'Agriculture et le secrétaire d'Etat aux Transports. Ils ont précisé qu'en 1976 370 délégués du personnel avaient été licenciés de cette façon, contre 95 en 1974. « Nous sommes revenus dix ans en arrière en ce qui concerne les rapports entre employeurs et salariés, ont-ils conclu. Cela indique bien l'état de dégradation avancée des rapports sociaux en France. »

Affaire Constantin (suite)

CES FILS QUI CONDUISENT DE LA BOURBOULE A L'ELYSEE...

Se représentera ? Se représentera pas ? A quelques dizaines d'heures du scrutin municipal, les 1 300 électeurs de La Bourboule aimeraient bien savoir. Paul Constantin, maire sortant, n'a pas remis les pieds dans sa bonne ville depuis des mois. Officiellement, il n'est nulle part. Son avocat a déclaré au « Quotidien de Paris » qu'il ignorait où se trouvait son client. Son premier adjoint à la mairie a affirmé à F.r.3 Auvergne que « monsieur Constantin a été opéré en 1974 de la vésicule biliaire » et qu'il « est en maison de repos sur conseil du professeur qui l'avait opéré ». Mensonges ! Constantin est bien dans une clinique de la région parisienne, à Garches précisément. Mais il n'y est que pour se soustraire à la Justice et échapper au mandat d'amener qui a été lancé contre lui.

En effet, depuis que « l'Unité » et « le Canard enchaîné », en décembre 1975, ont sorti « l'affaire Constantin » de l'ombre, la vérité a fait son chemin sur la place publique. Elle fut l'objet de nombreux articles dans la presse nationale (« le Monde, » « l'Humanité », « le Quotidien de Paris », etc.) et aussi dans la presse locale. C'est ainsi qu'en ouvrant leur journal régional, « la Montagne », le 22 décembre dernier, les habitants de La Bourboule ont pu lire sur une demi-page un croustillant compte rendu de la réunion du conseil municipal de La Bourboule, qui avait eu lieu quelques jours plus tôt.

Au dernier moment

C'était en séance publique. Un menu ordinaire était prévu, qui a vite laissé la place à un western. Quinze hommes autour d'une table et un fauteuil vide : celui de Paul Constantin, maire. A peine le premier adjoint, Segarra, déclare-t-il la séance ouverte qu'un conseiller municipal, Parlon, le prend vivement à partie : « Vous nous avez ridiculisés à la télévision en nous rendant solidaires de fausses informations, notamment la prétendue délicate intervention chirurgicale que M. Constantin aurait subie. »

Segarra répond en prétendant que la presse a déformé ses propos. Gonflé... Tout le monde avait vu Segarra en chair et en os parler lui-même aux informations télévisées régionales ! Parlon réplique : « Il faut que la vérité éclate. Si vous voyagez un peu, vous saurez que l'on parle beaucoup de l'affaire du maire de La Bourboule. La vérité vous fait-elle peur ? » Dramatique, Segarra sort de sa poche une lettre de Constantin qui écrit : « J'espère être bientôt parmi vous... » Trêve de courte durée. Le docteur Roux, un autre conseiller municipal, s'en prend bientôt à la gestion de Constantin : « Depuis 1971 que nous sommes à la mairie, la dette communale a augmenté d'un peu plus de 600 pour cent. Le remboursement des seuls intérêts des emprunts représente 20 pour cent du budget... » Il votera contre le compte rendu administratif du maire. Le doyen de séance, Croizot, explique qu'il s'abstiendra parce que « la dette de la commune atteint deux milliards ». Constantin n'était pas là, mais ce fut sa fête.



Paul Constantin et le président de la République, à La Bourboule en 1974.



Victor Chapot.

Ce qui explique sans aucun doute l'imbroglio électoral actuel. D'un côté, le docteur Roux présente une liste de droite anti-Constantin. De l'autre, Segarra a réuni 17 personnes, dont l'épouse de Paul Constantin, sous le sigle « Progrès et développement social de La Bourboule » (ne riez pas !). Par ailleurs, deux conseillers sortants, Lacot et Pages, se présentent seuls, « pour se démarquer des deux autres listes ». Quelle foire d'empoigne au pays de Giscard ! Les bruits les plus insensés circulent aussi : comme la loi le lui permet dans une petite commune, Constantin se présenterait au dernier moment, une heure avant l'ouverture du scrutin. Osera-t-il ? Les habitants de La Bourboule apprécieraient-ils ce dernier baroud ?

Car ce que la presse a révélé (voir « l'Unité » n° 182,185, 186, 189, 190, 216, 218 et 225), la Justice s'en est emparée. L'opinion, à La Bourboule comme ailleurs, le sait : Constantin a dû abandonner ses fonctions de directeur régional de l'Union hospitalière d'assistance à l'Enfance (U.h.a.e.). Il a été remplacé par un administrateur judiciaire, Scemama, et par une déléguée générale, Monique Legrand. Constantin n'est plus rien. Pourtant, il continue d'avoir quelques ennuis à propos de sa façon un peu particulière de gérer les trois établissements pour enfants — le Réray, le Theillat, et la Charité — dont l'U.h.a.e. lui avait confié la direction dans l'Allier. Voici des faits nouveaux.

Le 16 novembre 1976, la Cour d'appel de Riom a condamné l'U.h.a.e. à rembourser à la Caisse primaire d'assurances maladie de l'Allier la modique somme de 650 248 F indûment perçus par Constantin ; à quoi s'ajoutent 20 000 F de dommages et intérêts et les frais de justice. Au cours du procès, Duchâteau, le président de l'U.h.a.e., a précisé que « la gestion des établissements était en fait sous la seule responsabilité de Constantin ». Mais la Justice n'ayant condamné que l'U.h.a.e., Constantin est passé à travers les mailles du filet. Est-il normal que les trois établissements pour enfants soient amenés à prendre sur leur budget de fonctionnement actuel le prix d'un préjudice dont Constantin est le seul responsable ?

Un coup de Chapot

Constantin risque néanmoins d'avoir quelques ennuis. Va-t-on le voir prochainement devant un tribunal correctionnel pour fraude fiscale ? C'est fort possible. Car la brigade régionale de vérification et de contrôle fiscaux vient de remettre les conclusions d'une enquête assez explosive. A la lecture de ce document, l'administrateur judiciaire et la déléguée générale de l'U.h.a.e. ont porté plainte avec constitution de partie civile « dans le cadre de l'information contre X pour connaître des éventuelles fraudes ou malversations qui auraient été commises dans la gestion de nos établissements ». Il semblerait en effet qu'à des titres divers (T.v.a., impôt sur les sociétés, taxes sur le chiffre d'affaires et redressement) le fisc réclame à Constantin plus de 15 millions de francs !

→

→

Par ailleurs, l'information contre X, ouverte par le procureur de la République de Moulins, a donné, semble-t-il, des résultats suffisants pour que plusieurs motifs d'inculpation soient rédigés nommément contre Constantin. L'instruction étant couverte par le secret, personne ne sait exactement — mais tout le monde devine — quels ils sont. Constantin tente d'y échapper pour « raisons médicales ». Mais la Justice vient de nommer un contre-expert médical dont les conclusions seront connues sous peu.

Dernier épisode en date : le 21 février dernier, à 15 h 30, la brigade financière du S.r.p.j. de Clermont-Ferrand, sous la conduite du commissaire R., s'est présentée au Réray sur commission rogatoire du juge d'instruction. Elle a saisi d'« intéressants dossiers », notamment une comptabilité occulte et trafiquée de l'établissement portant sur les années 1974 et 1975. Pourquoi y avait-il deux comptabilités à l'U.h.a.e. ? Autre découverte des policiers : les livres tenus par un cabinet comptable de Moulins durant les quatre derniers mois de 1976. Ils font état de sommes versées à un mystérieux compte en banque. A l'intention de qui ? Les gestionnaires qui ont remplacé Constantin, Monique Legrand et Scemama étaient-ils au courant ?

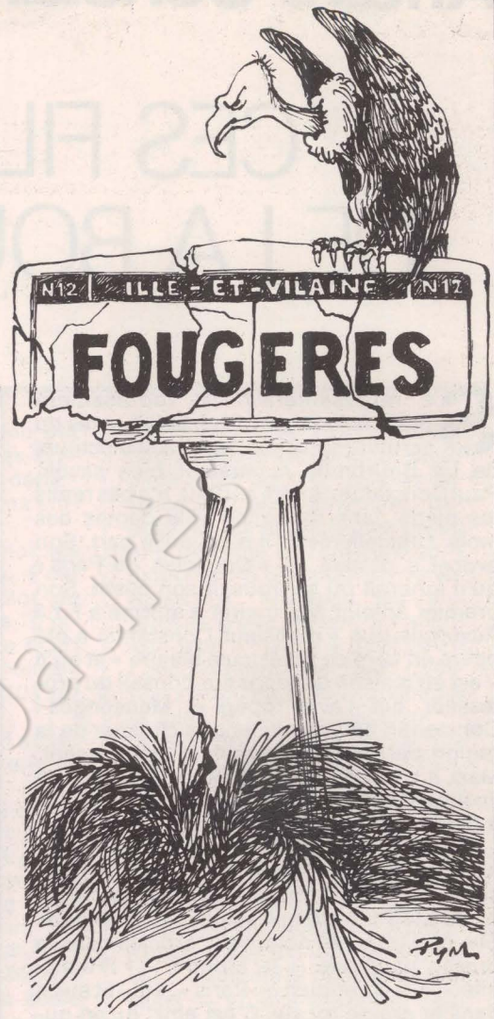
Le mois dernier, un lecteur de « l'Unité » nous écrivait pour s'étonner de la lenteur avec laquelle se dénoue l'affaire Constantin. Nous nous étions, nous aussi, étonnés dans ces colonnes, en novembre 1976. Nous demandions : « Qui entrave la marche de la Justice ? Qui protège Constantin ? » Nous connaissons aujourd'hui tout ou partie de la réponse : un collaborateur de Valéry Giscard d'Estaing s'occupe du dossier Constantin à l'Elysée. Il s'agit de Victor Chapot, « conseiller pour les affaires réservées » auprès du président de la République. En vérité Chapot, sous ce beau vocable, veille de près à toutes les affaires obscures et secrètes du Pouvoir. Il s'occupe également des caisses noires électorales : l'argent de Constantin aurait-il servi à Chapot ? Pourquoi les fils partis de La Bourboule mènent-ils à l'Elysée ?

Une chose est sûre dans cette affaire : ce sont les enfants des trois établissements de l'Allier qui risquent de payer un jour la note de Constantin... et de se retrouver à la rue. Il serait pourtant simple d'éviter ce sinistre épilogue : le préfet — celui de l'Allier en l'occurrence — a le pouvoir (au titre d'un article du Code de la famille et de l'aide sociale) de retirer la gestion de ces établissements à l'U.h.a.e. et de la confier à une autre association. Justement, des associations se sont portées candidates. Le préfet ne peut l'ignorer.

L'UNITE

Chômage

FOUGERES AGONISE



Le 5 mars, à Fougères, était un anniversaire. Celui de l'arrivée massive du chômage. Voilà un an, trois entreprises de chaussures de la ville ont fermé leurs portes, jetant 1 200 personnes à la rue. Voilà un an que les 650 ouvriers de chez Réhault — surnommés ici les « Réo » — occupent leur usine. Et le conflit Réo est aujourd'hui un symbole pour l'Ille-et-Vilaine.

Au départ, Réhault est une petite entreprise de chaussures : 70 personnes dans les années 50. En 1966, les effectifs atteignent 1 150 salariés et l'usine produit 6 000 paires de chaussures par jour. Le personnel est organisé et combatif : il a obtenu, dans un accord d'entreprise, un salaire mensuel garanti quel que soit l'horaire de travail, un intéressement aux résultats de l'entreprise (qui se traduit souvent par un 4e mois par trimestre). Mais, dès 1967, des menaces planent cependant : la crise de la chaussure frappe Fougères. Réhault se maintient un certain temps en approvisionnant les marchés d'Union soviétique. Ils disparaissent en 1973. C'est le début de la sous-traitance, une tentative de diversification avec la création d'une seconde société. Le début de la fin, en fait : ces mesures n'arrivent pas à garantir le plein emploi, puisqu'on compte 64 000 heures chômées en 1973, 135 000 en 1974, 220 000 en 1975...

Décembre 1974 : la direction annonce ses intentions. Licenciement immédiat de 30 personnes et de 300 au mois d'avril si la perte de commandes se confirme. La réaction des travailleurs est vive. Les pouvoirs publics interviennent, demandent aux patrons de Réhault de réfléchir, promettent d'aider au redressement de l'entreprise, en créant même, si besoin est, de nouvelles industries à Fougères.

Mais l'année 1975 passe et rien n'est fait, en dépit des cris d'alarme lancés par les organisations syndicales et les partis de gauche. Et, à la fin du mois de janvier 1976, Réhault dépose son bilan. Dix jours plus tard, le 10 février exactement, le tribunal de commerce prononce la liquidation de l'entreprise. Deux entreprises de la ville subissent le même sort, en même temps : Maunoir (170 salariés), Morel et Gate (270 salariés). Fougères compte 2 500 chômeurs. C'est, pratiquement, une ville « sinistrée ».

Les Réo, pour leur part, occupent les locaux, exigeant « le droit de travailler au pays », et le maintien des avantages acquis. On se met alors à les bercer de promesses, toutes plus illusoires les unes que les autres. C'est l'époque de créations d'emplois fantômes. Ainsi, il est question, dès la fermeture, de la reprise de l'établissement par un industriel qui a même déjà établi un projet. L'imbroglio dure deux mois. Il est question, successivement de 230 emplois dans la chaussure et de 200 emplois dans l'électronique, puis d'un projet de fabrication de vêtements de cuir qui emploierait 50 à 300 personnes... suivant l'humeur du moment. Mais jamais de négociations concrètes, toujours des propositions qui se rétrécissent comme une peau de chagrin. En fait, aucune offre sérieuse, puisque tout se termine par le retrait de l'industriel « intéressé ». Et les « Réo » qui entament leur 14e mois d'occupation, concluent : « Les propositions publiques n'ont jamais concerné que des emplois fantômes ».

Ils ne sont pas les seuls à faire les frais de la crise de la chaussure. Fougères, 1967 : 3 900 emplois dans ce secteur. Fougères, mars 1976 : 1 600 emplois. Une baisse de 59 % ! Et les pouvoirs publics, qui promettaient en février 1976 la création rapide de 1 000 emplois, estiment maintenant que la création de 640 emplois d'ici 3 ans est bien suffisante ! Cynisme ? Indifférence ? Pour Jacques Faucheux, tête de liste socialiste aux prochaines municipales, « Fougères était une ville féodale. Elle est en train de devenir capitaliste ».

Promesses fumeuses et propositions bancales ont été depuis un an le lot des Fougérois. Leur député-maire Michel Cointat, R.p.r. se représente, en face de la gauche, concurremment avec deux autres listes (une C.d.s. sans étiquette et une jobertiste). Mais les Fougérois se souviennent des déclarations de Cointat en janvier 1976 : « Il n'y a aucune raison pour que des solutions adaptées à chaque cas, et satisfaisantes, ne soient pas trouvées ; c'est une question de volonté et de travail ». Que lui a-t-il le plus manqué ? Volonté ? Travail ? Ou les deux ?

MICHELE KESPI-BACKMANN

LA GRANDE BRADERIE

Les grands magasins, géants de la consommation au cœur des villes, sont-ils condamnés à disparaître ? Depuis quelques mois, une épidémie fait rage, les décimant les uns après les autres. Tous n'en mourront peut-être pas, mais tous sont frappés : un diagnostic extrêmement réservé de la part des experts qui s'attendent à tout, sauf à une guérison rapide de ces patients fort mal en point.

De mois en mois, la liste noire des victimes s'allonge. Au début mars encore, les premiers symptômes de la maladie ont fait leur apparition à Paris, au Bazar de l'hôtel de ville (B.h.v.). Les bruits contradictoires qui circulaient depuis un moment sur d'éventuels licenciements se sont précisés. Grâce à des indiscrétions, les 2 000 salariés de la rue de Rivoli savent maintenant qu'il existe deux listes de condamnés : la liste rouge, où sont consignés tous ceux qui ne donnent pas « satisfaction », et la liste des « trop vieux pour le service », bons pour la pré-retraite. Combien sont-ils ? Quand seront-ils mis à la porte ? Ils ne le savent pas encore. Mais les représentants syndicaux sont prêts à parier qu'il y a peu de chances que l'année 1977 se termine sans licenciements.

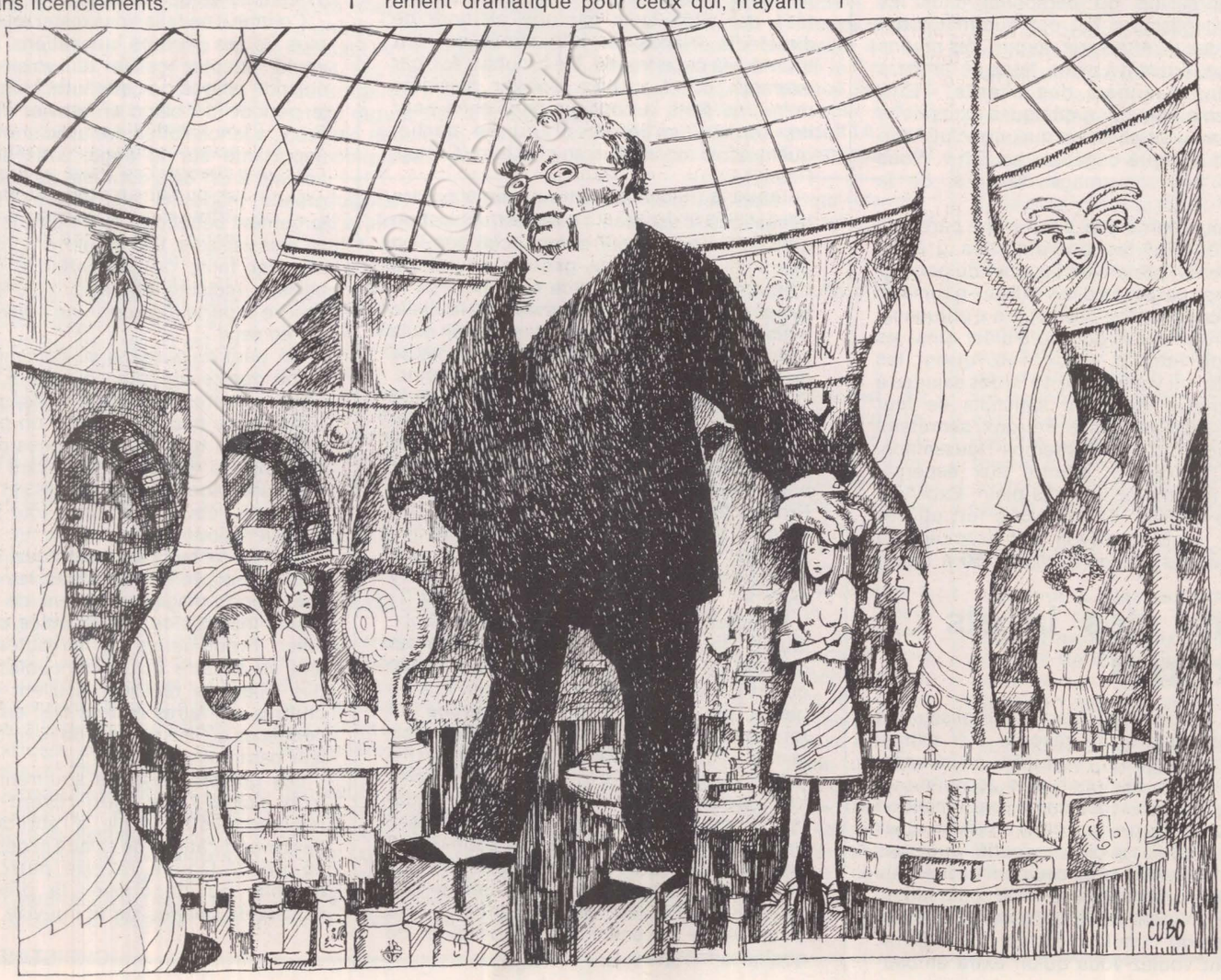
Et le B.h.v. n'est que le dernier touché dans cette grande braderie du commerce commencée déjà depuis plusieurs années. C'est à la Belle Jardinière, propriété des frères Willot, que la série noire a vraiment débuté. 1969 : 600 personnes travaillent à la Belle Jardinière. 1976 : il n'en reste que 112 auxquels les « Dalton du textile » offrent en cadeau de Noël 62 licenciements. Grève et occupation pendant quatre semaines n'y changeront rien. Joyeux Noël aussi pour les 110 employés du magasin C.c.c., boulevard Haussmann, qui se retrouvent à la rue. L'entreprise ferme purement et simplement ses portes.

Des O.s. de la vente

Au Printemps-Prisunic (25 000 salariés), contrôlé par le groupe financier suisse Maus et diverses banques, le sort de 800 à 900 salariés se joue en ce moment dans les bureaux de l'inspection du Travail. La direction n'attend plus que son autorisation pour contraindre à la pré-retraite tous les travailleurs de la région parisienne âgés de plus de 57 ans et demi : mesure particulièrement dramatique pour ceux qui, n'ayant pas atteint 37 ans d'ancienneté, verront leur retraite amputée. De plus, la direction a annoncé officiellement sa décision de bloquer l'embauche. Annette Bigot, déléguée C.f.d.t. au Printemps, a fait un rapide calcul. « Compte tenu des départs « naturels » (dus aux déménagements, aux changements de situation, aux morts, etc.) ce sont 2 200 emplois qui vont disparaître. »

Rien de nouveau dans ce système pratiqué plus ou moins ouvertement par les grands magasins. Ainsi, en dix ans, 1 200 emplois ont été supprimés au seul Printemps-Haussmann et 1 000 chez son voisin, les Galeries Lafayette. « Je suis entré aux meubles de cuisine en 1967, explique cet employé du B.h.v. On était 9 vendeurs au formica et 6 au bois blanc. Aujourd'hui, on n'est plus que 2 au bois blanc et 4 au formica. » Certes, la surface de vente du rayon a été réduite et la gamme des articles n'est plus aussi variée. Mais cela n'empêche pas, pour les vendeurs, que la surcharge de travail est malgré tout considérable.

Comme partout, les économies systématiques réalisées sur le personnel se traduisent, pour ceux qui restent, par une aggra- →





vation très nette des conditions de travail. Au Bon Marché, pour supprimer les manutentionnaires, la direction a jugé rentable de réorganiser tous ses entrepôts. « Maintenant, les vendeuses doivent se débrouiller avec les stocks, explique Simone Buard, secrétaire pour Paris de l'union syndicale C.g.t. du commerce. La seule chose qu'elles ne fassent pas encore, c'est de décharger les camions. » De même pour les vendeuses du rayon vaisselle au B.h.v. « Avant, il y avait un manutentionnaire dans le service, disent-elles. Maintenant, on se débrouille toutes seules pour transporter nos cartons d'assiettes. Est-ce que vous avez déjà essayé de soulever un carton de 48 verres ? ».

Comment s'étonner, dans ces conditions, que les clients soient toujours à la recherche d'une vendeuse disponible ? Des professionnels qui avaient le temps de s'occuper des clients, de ces vendeurs qualifiés qui avaient une profession, la vente, la politique de compression du personnel dans les grands magasins a fait des automates qui courent des réserves aux rayons, des rayons à la caisse, arrivant à peine, faute de temps, à emballer les achats des clients. « Etre vendeur maintenant, à quelques exceptions près, ça ne veut plus rien dire, conclut Alain Touzard, délégué cégétiste au B.h.v. Nous sommes bien davantage des O.s. de la vente. »

Soucieux de ne pas perdre une partie de leur clientèle, les patrons des grands magasins ont préféré embaucher du personnel à temps partiel ou des « extras » pour faire face au coup de feu des heures d'affluence. Avec l'argument hypocrite d'aider ainsi les mères de famille. Faux, rétorquent les syndicats. « Il y a à peine 10 % des salariés à temps partiel qui sont satisfaits de leur contrat », affirme Daniel Thiroux, secrétaire du syndicat C.g.t. du Printemps-Haussmann. En fait, la plupart d'entre eux espèrent obtenir un emploi à temps plein. Excellent gage de docilité. Et technique fort utilisée partout : au B.h.v.-Rivoli, par exemple, sur 2 800 salariés, on en compte 250 à temps partiel.

Même des lacets de corset

Autre pratique qui s'est généralisée ces dernières années : le recours aux extras. Personnes âgées, retraités, étudiants, chômeurs, ils viennent une journée, ou quelques heures, pour combler un manque de personnel trop criant dans un rayon. Et ils repartent après avoir empoché quelques dizaines de francs. Il y a ceux qui ne font que passer. Il y a les habitués. « De toute façon, c'est une solution boiteuse, assure Elie Ertel, secrétaire du comité d'entreprise du B.h.v. Comment voulez-vous qu'un extra embauché un après-midi par-ci, une journée par-là, soit au courant du fonctionnement d'un rayon ? »

Qu'est-ce qui pousse les grands magasins à jouer en chœur le grand air de la restriction ? Il ne faut pas s'y tromper : si la crise économique reste le prétexte brandi en toute occasion pour expliquer cette cascade de licenciements, les vrais motifs sont ailleurs.

Certes, il ne faut pas négliger les effets d'une baisse générale de la consommation des Français. Pas plus qu'il ne faut sous-estimer les erreurs de gestion des équipes dirigeantes. Le Printemps offre un brillant exemple d'innovations commerciales, imtées des Etats-Unis par une pléthore de directeurs friands de marketing, qui ont tourné à la catastrophe. Ce groupe s'est, par exemple, offert le luxe d'ouvrir plusieurs magasins dans la banlieue parisienne pour les fermer, entièrement ou en partie, quelquefois moins d'un an plus tard (Créteil, Rosny).

« Mais, à travers des tâtonnements ou des hésitations, c'est bien à une restructuration globale de ce secteur commercial que l'on assiste », dénonce le groupe socialiste d'entreprise du Commerce parisien. Fini le temps du « Bonheur des dames », de la vieille maison de qualité qui s'enorgueillissait de la satisfaction du client. Désormais, la devise de la Samaritaine prend un petit air suranné. Qu'importe aux directions des grands magasins que l'on trouve de tout chez eux, même des lacets de corset ? L'important, c'est de vendre à tout prix, de faire du chiffre. Pour augmenter le taux de profit, tout est bon. Premier objectif : diminuer la gamme des articles proposés. « Maintenant, explique Thiroux, les grands magasins fixent une tendance et imposent aux fabricants de s'y tenir. »

Résultat : les clients n'ont plus le choix. Guère de différence, en effet, entre les canapés du Printemps, des Galeries Lafayette ou du B.h.v. Et bon courage à celui qui, en pleine période du « blanc », cherche un torchon classique. Car ces dernières années, la mode était à la couleur. Aucun magasin n'a échappé à la règle. De tous côtés, les articles jugés superflus sont éliminés. Bien entendu, est superflu tout ce qui n'est pas assez rentable. Au terme de cette course, les grands magasins ne peuvent que perdre leur originalité pour rejoindre les rangs des grandes surfaces, qui renoncent à la diversité en devenant les dépositaires de quelques marques.

De l'économie-fiction ? Pas vraiment. Certains groupes de grands magasins ont déjà en commun des centrales d'achat et des bureaux d'étude qui les réunissent au niveau patronal.

Charmes de l'immobilier

Jusqu'à présent, ils ont tous misé sur leur propre capacité à griller leurs voisins en jouant à fond le jeu de la concurrence. Pendant des années, on a assisté à une surenchère effrénée pour séduire la clientèle. Ici c'était le crédit à long terme. On a répondu, là, par un crédit gratuit. Ailleurs, on a multiplié les opérations de ventes réclame.

Comme il ne fallait pas rester en arrière, en plus de ses propres innovations, chacun a voulu adopter celles du voisin. Dernier épisode épique de cette lutte commerciale : la période du blanc en janvier dernier. Le B.h.v. a lancé l'offensive avec une réduction importante sur le linge, sans sommation comme il est déjà coutume de le faire entre grands magasins bien élevés. Opération largement bénéfique, le temps que les autres se ressaisissent. Cette guerre du blanc a dû s'arrêter faute de combattants, quand les baisses réclame ont atteint 20 % : sauf à vendre à perte, personne ne pouvait dépasser ce seuil.

On peut aujourd'hui se demander si, las d'une guerre qui leur coûte tout de même cher, les frères ennemis n'envisagent pas la coexistence pacifique, après un partage du marché. En tout cas, les signes de détente existent. Ce n'est pas un hasard si, depuis quelques années, Printemps et Galeries Lafayette débutent le même jour leur vente de jouets pour Noël.

Enfin, il ne faut pas oublier que, dans cette course aux profits immédiats, les directions des grands magasins restent de moins en moins insensibles aux charmes de l'immobilier. Propriétaires de véritables fortunes tant en terrains qu'en immeubles au cœur des villes, ils réalisent souvent que leurs chiffres d'affaires restent très en deçà des bénéfices qu'ils tireraient de l'exploitation de leur patrimoine foncier.

Les grands magasins souffrent-ils d'être trop riches ? Ou bien rêvent-ils d'une richesse plus tranquille, à l'abri des grèves, des revendications de salaire et des blocages de prix ? Douce rêverie patronale qui n'oublie qu'une chose : la présence de milliers de salariés sur le qui-vive.

CHRISTINE COTTIN



changer la vie quotidienne

UN BRIN DE MARJOLAINE

« Marjolaine », le Salon du mieux vivre, ouvre ses portes ce samedi jusqu'au 20 mars à la Bastille, à Paris. Tout sur les énergies douces, les médecines naturelles, l'école ouverte, l'alimentation biologique. Vous pourrez apprendre à faire votre pain, à jardiner ou vous initier à la dentelle, à l'art floral, au travail du cuir... Une dizaine d'ateliers où il suffit de s'inscrire.

VIVRE AVEC LES HANDICAPES

La culture est-elle vraiment ouverte à tous ? « Non », répond l'Association pour les handicapés (Apajh) en écrivant une lettre ouverte à Françoise Giroud, secrétaire d'Etat à la Culture. L'accès des cinémas reste interdit, dans la grande majorité des cas, aux fauteuils roulants, alors qu'il suffirait de supprimer quelques strapontins pour pouvoir fixer les fauteuils. A Beaubourg, rien n'a été prévu pour les non-voyants, à la bibliothèque, pas plus que l'accès des salles de spectacles aux handicapés. Il ne suffit pas d'organiser, une fois par an, une journée de quête comme celle de dimanche dernier. C'est le droit au travail, le droit aux loisirs, le droit à la vie que les handicapés revendiquent.

LA MORT VENUE DU CIEL (suite)

Dans un mois commence la campagne d'épandage : des hélicoptères vont à nouveau décoller en France pour traiter les cultures et les bois. En particulier pour épandre du 2-4-5 T, ce défoliant qui contient de la dioxyne, le poison de Seveso. On le croyait proscrit depuis la mort suspecte à Blismes d'une Nivernaise, arrosée de 2-4-5 T (voir « l'Unité », n° 218). Mais pas du tout ! Comme le révèle « le Canard enchaîné », aucun arrêté d'interdiction n'est encore sorti.

En attendant, la commission d'enquête constituée par le Conseil général de la Nièvre sur cette affaire a déposé ses conclusions. Contrairement à ce qu'avait hâtivement déclaré le préfet, la morte de Blismes n'était pas malade avant l'épandage. Alors ? Le silence tend à s'épaissir autour de cette affaire comme autour d'autres : les morts par défoliant ne sont pas si rares en France. Mais systématiquement couvertes par le Pouvoir. Pour protéger qui ? Les fabricants de produits phyto-sanitaires ou les entreprises d'épandages aériens ?

LA « TRAITE » DES MAURICIENS

Les opérations coups de poing, les contrôles d'identité dans le métro, ça n'inquiète jamais le « bon Français » à la peau blanche. Les immigrés, les Mauriciens surtout, qu'on arrête ainsi en situation irrégulière, sans visa et sans carte de travail, on les emmène au poste, pour les garder 5, 7 ou même 48 heures et les relâcher après leur avoir confisqué leur passeport : ils ne peuvent ensuite venir le rechercher que munis d'un billet pour l'île Maurice. Comment feront-ils pour le payer ? Nul ne le sait...

La liste connue de ces travailleurs s'allonge : ils sont plus d'une quinzaine. Avant le décret fermant l'immigration, le 4 juillet 1974, les Mauriciens avaient la certitude de trouver un emploi et de régulariser leur situation. Depuis décembre 1975, le visa est obligatoire pour entrer en France. Mais, entre ces deux dates, 3 000 Mauriciens ont pénétré irrégulièrement dans le pays, toujours attirés par de mirobolantes offres d'emploi. Pour eux, la seule issue est le travail clandestin, dans les ateliers de confection du Sentier, par exemple. Et le jour où ils souhaitent retourner chez eux, leur situation est inextricable. Le secrétaire d'Etat aux Travailleurs immigrés, le seul qui pourrait les aider, fait la sourde oreille. Et laisse expulser leur porte-parole : Vigye Rangoolam, arrivé en France en 1974 avant le décret de juillet s'est retrouvé sans crier gare au dépôt de la préfecture de Paris, alors qu'il venait demander le renouvellement de son permis de séjour : séquestré arbitrairement le 3 mars, sans que sa femme ni ses avocats soient prévenus, il a finalement été expulsé le 7 mars, toujours dans le silence, pour le seul motif d'avoir voulu aider des compatriotes réduits à l'esclavage du travail clandestin.

SOUS LE SIGNE DE LA MARGUERITE

La centrale nucléaire de Fessenheim vient de démarrer, avec plus d'un an de retard. Partout, les manifestations anti-nucléaires se développent, sous la bannière de la marguerite. En septembre dernier, le Conseil général de l'Isère avait organisé un débat sur le surrégénérateur de Creys-Malville (voir « l'Unité », n° 219). Aujourd'hui, il publie les échanges de ces journées (« Creys-Malville, le dernier mot ? » aux Presses universitaires de Grenoble) pour « favoriser le débat démocratique sur ce sujet ».

QUI LAISSE AGIR L'EXTREME DROITE ?

« C'est toi, l'avocat de « Libé » ? Ainsi interpellé, Jean-Paul Lévy, avocat de « Libération », membre du Parti socialiste, n'a même pas le temps de répondre. Il reçoit immédiatement une série de coups de poing américain au visage et de coups de pied au bas ventre. Cela s'est déroulé le 2 mars à 10 heures du matin, en pleine rue. En quelques secondes, Lévy a eu le nez fracturé, trois dents cassées, la mâchoire et de nombreuses parties du corps contusionnées. Un témoin a vu ses trois agresseurs se réfugier aussitôt après dans un bar-tabac proche du lieu de l'agression, « Le chat noir », tout près du boulevard de Sébastopol. Faut-il faire un rapprochement avec un récent procès en diffamation au cours duquel Jean-Paul Lévy a défendu « Libération » contre le Parti des forces nouvelles ? Lévy avait annoncé son intention d'apporter prochainement, en appel, des preuves sur le rôle joué dans « France-Matin », le torchon fasciste anti-Mitterrand paru pendant l'élection présidentielle, par des sympathisants du P.f.n. Et « Le chat noir » passe, comme par hasard, pour un lieu fréquenté par l'extrême droite.

Contraint à un arrêt de travail dépassant huit jours, Lévy a porté plainte pour coups et blessures volontaires. Fait sans précédent, le Conseil de l'ordre des avocats du barreau de Paris, après avoir protesté, devait se porter partie civile à ses côté. Le P.s. a également protesté « contre cette atteinte grave au principe fondamental de la défense ». « Ceci est révélateur, a-t-il ajouté, de la dégradation continue des libertés publiques dans notre pays. Par ailleurs le P.s. manifeste son inquiétude devant la multiplication des violences contre les citoyens de gauche et les défenseurs des droits de l'Homme. Il s'étonne de la passivité des pouvoirs publics dans la recherche des auteurs de ces actes violents et y voit un danger pour l'avenir de la démocratie ».

Enfin Raymond Forni, député socialiste, a interpellé à ce propos Michel Poniatowski dans une question écrite sur les suites données aux violences exercées contre des militants de gauche (Assas, etc.). Poniatowski n'aura pas beaucoup à chercher... faute de leur avoir jamais donné la moindre suite !

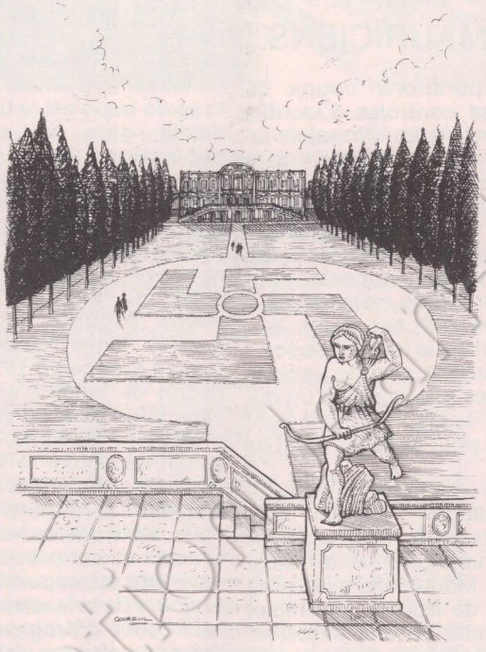
UN BON PICOTIN

Surtout, n'allez pas imaginer que « Le guide de santé Bircher » (Stock) est une bible. Ses conseils de diététique, ses recettes surtout, proposent pourtant un art de vivre « au naturel » que nous devrions plus souvent rechercher. Bien sûr, cela peut sembler un peu compliqué, un peu trop systématique aussi. Mais vous trouverez par exemple les divines recettes du Müesli, sorte de purée d'avoine mélangée à des fruits, et des tas d'idées, si le cœur vous dit de manger végétarien.

POUR QUI VOTENT LES ARBRES ?

Le paysage français a-t-il une couleur politique ? Penche-t-il à gauche, glisse-t-il à droite, selon l'angle sous lequel on le regarde ? Lorsque tout est ordre et beauté, luxe, calme et volupté, la nature s'affirme-t-elle réactionnaire ? Pour qui voteraient les arbres si on les consultait ? « Question stupide », dira-t-on en oubliant que les hommes ont prêté aux chênes une vocation monarchiste et fait entrer en religion les hêtres coiffés de gui. Quant aux écologistes « apolitiques », porteurs d'œillères vertes, qui ne voient pas plus loin que leur pot de géranium, leur « neutralité » vient au secours du statu quo : « Si quelqu'un ne sait pas s'il est à gauche ou à droite, je sais moi qu'il n'est pas à gauche », déclarait Alain. Ceux qui refusent aujourd'hui de choisir leur camp devraient méditer cette phrase. Et relire certaines pages de Barrès. Oui, ce conservateur forcené, ce boulangiste, ce chiraquien avant la lettre ne se trompait pas d'adversaire quand il prenait la défense de la terre contre les appétits des spéculateurs.

Dans le cadre de la série Sillages, la première chaîne rendra prochainement à l'auteur des « Déracinés » un hommage dont Jacques Laurent, l'animateur, s'attribue malheureusement la part du lion. Encore un homme qui boude les étiquettes, non seulement pour lui, mais pour Maurras, Pétain, l'O.a.s. Avec l'aide du professeur Girardet, on finit par ranger à droite le pessimisme, l'égotisme, la notion d'héritage, à gauche la foi dans le progrès et la soif de justice. Mais les arbres ? « Ils semblent être passés dans l'opposition, constate Jean-Marie Domenach. Voyez le Larzac : Barrès n'hésiterait pas à se battre aux côtés des paysans ».



Puissent ceux qui s'en réclament pour dénoncer « la France défigurée », se poser les vraies questions. Qui rase les forêts, « beaubourifie » les Halles, pollue les rivières et bétonne les plages ? La gauche ou la droite ? Le premier brin d'herbe venu connaît la réponse.

GABRIELLE ROLIN

PAS DE PITIE POUR ARCHIBALD

Quand bien même, le mardi 15 mars, vous ne seriez pas remis des fatigues électorales, quand vous auriez invité à dîner une vieille tante ornaniste, quand un rhume vous plongerait au dernier degré de l'abrutissement, évitez cet « Archibald » que T.f. 1 prétend vous infliger à 20 h 30. Jamais « dramatique » n'a mieux mérité son nom — « catastrophique », devrait-on dire car, poussée à ce point, la bêtise inspire une sorte de terreur sacrée. Scénario, dialogue, infortunés acteurs, elle avale tout, elle écrase, elle fascine. Où fuir ? A 2 et F.r. 3 n'offrent que des conserves américaines, un « policier » et un western de seconde classe. « Archibald » se pare donc seul du label « création française » aux risques d'en dégoûter à jamais le téléspectateur.

Jaloux de « Chapeau melon et bottes de cuir », le réalisateur Lazare Iglésis a voulu nous montrer qu'il n'avait de leçons d'humour anglais à recevoir de personne. A partir d'un médiocre roman de Charles Exbrayat, il nous conte une histoire d'espionnage que même le prince Poniatowski jugerait un peu grosse. Nous assistons aux exploits d'une Bécassine d'outre-Manche qui, suivie de son baronnet de mari, relève les cadavres jonchant les rues de Zurich. Un Yorkshire nain commente l'action de jappements britanniques. En dépit de son accent, nous le comprenons sans peine, car son exaspération égale la nôtre. Et comme il nous ordonne de prendre le large, hâtons-nous d'obéir. Un excès d'ennui favorise la rage. Et c'est qu'il mordrait, l'animal !

Y A D'L'ABUS !

● En 1968, la publicité fit son entrée à la télévision, à raison de deux minutes par jour. Comme l'avaient prophétisé les esprits chagrins, ces deux minutes avaient doublé un an plus tard. En 1970, elles étaient huit, et aujourd'hui, on en compte vingt sur les deux principales chaînes, soit un total de quarante minutes. La publicité assure aujourd'hui 50 % du budget d'Antenne 2 et 65 % de celui de T.f.1, proportions que les directeurs estiment insuffisantes. La vocation d'un service public est-elle de vendre de la lessive ?

● Quand Guy Lux « fait dans la culture », qu'est-ce que ça donne ? Nous l'avons découvert lors d'un Interneige consacré à La Fontaine (le 5 mars sur A2). Chaussés de skis ou de patins, le lièvre et la tortue, la cigale et la fourmi, le loup et l'agneau, le corbeau et le renard défendirent les couleurs de stations touristiques. Marcel Jullian classe-t-il ce genre d'émissions parmi les productions littéraires ? A quand « les Misérables » se livrant à la course en sac ? Ou le Cid jouant à la pétanque ?

● Qui se souvient d'un auteur malheureux dont la pièce, « Séquoïa », fit un four à l'Athénée ? Personne sauf lui, mais c'est assez quand on s'appelle Marcel Jullian... et qu'on dirige la seconde chaîne. Refusant de rester sur une défaite, il est parvenu à refiler son navet à Pierre Sabbagh (Au Théâtre ce soir, à la fin de mars). Cette opération présente un double avantage : la résurrection de l'infortuné « Sequoïa » et sans doute une baisse de l'indice d'écoute sur la 1ère chaîne, qui a l'imprudence de l'adopter.

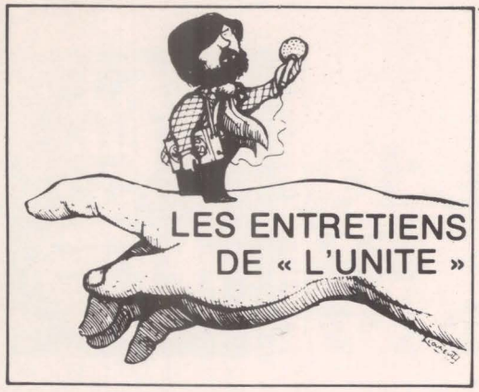
● Durant le mois de juin, T.f.1 ne consacrera pas moins de trois émissions au jubilée de la reine Elizabeth d'Angleterre. Léon Zitrone, chargé du reportage, ne se tient plus de joie. Quel feuilleton pourra rivaliser avec cette série dont les titres mettent l'eau à la bouche : « Gros Léon à Buckingham-Palace », « Gros Léon passant la Garde en revue », « Gros Léon Inspectant la marine » ?

● Bien qu'elles aient fait peau neuve, les informations d'A2, dirigées par Jean-Pierre Elkabbach, ne mobilisent pas encore le grand public, fidèle à T.f.1. Comment rattraper ce retard ? En avançant l'heure, tout simplement. Elkabbach envisage ainsi de commencer son journal à 19 h 45 dès le mois d'avril. Mais supposons que la chaîne rivale en fasse autant ? Où s'arrêtera l'escalade ? Faudra-t-il un jour se lever tôt matin pour avoir les nouvelles du soir ?

● Les Visiteurs du mercredi (T.f.1 à 15 h 50) ont acquis une nouvelle vedette, nommée Guy Drut. Chaque semaine, il prodigue ses conseils aux jeunes athlètes français. L'émission s'intitule Vive le sport ! Etant donné la carrière de notre ex-champion olympique, converti au professionnalisme, il nous semble que « Gloire au fric ! » conviendrait mieux.

● Quelque part en Cévennes, le village de Valleraugue recevait mal la télévision. « Qu'à cela ne tienne, ont pensé les habitants, l'électricien va nous bricoler une chaîne à nous ». Ce qui fut fait, pour la somme d'un million d'anciens francs. Apprenant la naissance de cet émetteur pirate, la préfecture du Gard s'émut. Mais Valleraugue l'envoya paître. Grâce à cette initiative, la France compte à présent, dans un rayon de six kilomètres, près d'un millier de téléspectateurs heureux.

● La campagne électorale a métamorphosé Michel d'Ornano. C'est du moins ce qu'il a affirmé sur Antenne 2 : « Je suis un homme nouveau, depuis que j'ai vu le peuple dans le 18e arrondissement ». Mais le peuple, lui, qu'a-t-il vu ? Rien. Plus Monsieur le Comte se montre, moins il existe.



ROGER PLANCHON : «IL Y A 20 ANS, ON NOUS DISAIT : VILAR PREND TOUT... AUJOURD'HUI ON DIT AUX JEUNES : PLANCHON ET CHEREAU ONT TOUT...»

Le 9 janvier dernier, au cours de « 12-14 », sur les ondes de France-Inter, les auditeurs ont été témoins d'un étonnant dialogue entre Françoise Giroud et Roger Planchon. Le secrétaire d'Etat à la Culture : « Je trouve que vous avez raison de crier et de réclamer, mais vous ne devez pas vous désespérer... » Roger Planchon : « Rassurez-vous, madame, je ne suis jamais désespéré. J'ai vu passer les ministres, ils se sont succédé, ils m'ont souvent dit : « Il ne faut pas désespérer ». Personnellement, rassurez-vous, je suis toujours le dos au mur, je me bats... » En effet, les ministres passent et Planchon reste ; et c'est bien réconfortant ! En effet, Planchon n'a guère besoin des conseils démagogiques de Françoise Giroud. Voilà 25 ans qu'il se bat pour le théâtre et ce n'est pas à un ministre éphémère qu'il ira demander des plans de bataille... Il y a peu de chances – vu la manière dont elle a entamé sa mission ministérielle – pour que Françoise Giroud laisse un souvenir impérissable de son passage dans les eaux gouvernementales. Par contre Planchon aura marqué des générations de spectateurs, de comédiens et de metteurs en scène. Comme Jean Vilar et Jean-Marie Serreau avant lui. Comme Ariane Mnouchkine et quelques autres après lui. On se passera facilement de Françoise Giroud. L'aventure théâtrale du XXe siècle se serait plus difficilement passée d'un Planchon.

Petit-fils de paysans ardéchois, fils d'un plongeur d'hôtel et d'une femme de chambre, son père rêvait de faire de lui un cuisinier. Il est devenu l'un des hommes de théâtre les plus importants de notre époque : écrivain et metteur en scène, successeur de Vilar à la tête du T.n.p. Il ne s'est pas seulement acquis une réputation (il s'en moque bien d'ailleurs, n'ayant pas la fatuité de certains). Il a surtout arraché un immense public à l'ignorance et lui a révélé le plaisir du spectacle. Un jour, de brillants sociologues, aidés de non moins brillants statisticiens, s'attaqueront à ce problème : combien sont-ils, hommes et femmes de ce pays, à devoir leur accès au théâtre au travail de Roger Planchon. Autodidacte, Planchon l'est ; intellectuel, il l'est devenu ; mais esthète élitaire, il ne le sera jamais. Car jamais il n'a voulu couper ses préoccupations personnelles artistiques de l'aventure sociale du théâtre. Puissent ceux qui se réclament de lui ne pas l'oublier !

Le Théâtre national de Chaillot – actuellement dans l'impossibilité financière d'assumer la moindre création – merci madame Giroud – accueille à partir du 15 mars « Gilles de Rais », pièce écrite et mise en scène par Roger Planchon, jouée par la troupe du T.n.p. « renforcée » de la présence de Michel Bouquet. Une pièce violente... puisque son sujet même est la violence. « Pas la violence publique, explique Planchon, pas celle qui assure à son auteur médailles, décorations et gloire dans les manuels d'Histoire. Gilles de Rais est le plus grand criminel français privé ; il a tué entre 200 et 400 enfants, on ne sait pas exactement. Ce qui m'intéresse moi c'est ce que révèle ce déchaînement individuel : le signe de la fin d'une époque. Le marquis de Sade a été la face noire de la fin du siècle de la Raison. Le baron de Rais a été la face noire de la fin du Moyen Age. Sa violence renvoit à notre sensibilité, à la violence que nous côtoyons. » Même à manipuler le passé, Planchon se confirme notre contemporain. Mais peut-il en être autrement d'un créateur ?

« L'UNITE » : Depuis des années, à chacune de nos rencontres, nous tournons sensiblement autour des mêmes sujets. Tu en plaisantes gentiment et m'accuses de te poser toujours les mêmes questions. Mais, de ton côté, ne me fais-tu pas toujours les mêmes réponses ? N'est-ce pas aussi un peu ta faute ? Devant un micro ou un stylo, tu te refuses toujours à évoquer certains problèmes que tu abordes en privé. Ne pourrions-nous briser le cercle ? Foin de pudeur et de discrétion, ne pourrais-tu expliquer publiquement comment tu es venu au théâtre ? Car, pour ce que j'en sais, la signification de ton aventure déborde nettement ton cas personnel...

ROGER PLANCHON : C'est vrai. Tu le sais, je dis volontiers que je suis venu au théâtre comme d'autres deviennent boxeur, coureur cycliste ou footballeur : pour sortir de leur milieu. Je suis issu d'une famille de paysans pauvres de l'Ardèche. Chez les paysans, quand la terre ne nourrit plus, c'est l'exil vers la ville. En arrivant en ville, avant de faire la plonge dans un hôtel, mon père a fait des travaux encore plus pénibles, des travaux comme on en offre aujourd'hui aux travailleurs immigrés : il a posé à Lyon des rails de tramways. Il savait tout juste lire et écrire. Ma mère ne savait même pas lire. Dans ma famille personne n'avait jamais contemplé une peinture ou lu un livre. Ils étaient encore moins allés au concert ou au théâtre.

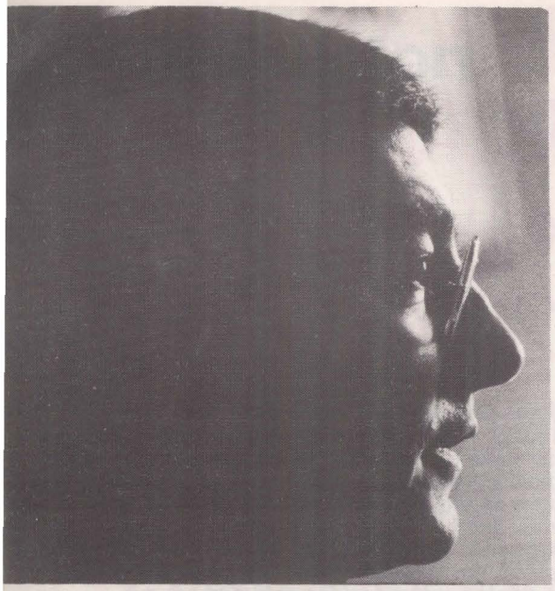
Pourtant, à quinze ans, j'avais décidé que je ferais du théâtre. Comment en suis-je arrivé là ? Il a fallu une série d'événements exceptionnels, de miracles. Il a fallu que ma mère meure ; que mon père lui jure sur son lit de mort de faire quelque chose pour les enfants ; que, tenant sa promesse, il m'envoie dans un collège de Lazaristes et que là je rencontre quelqu'un d'exceptionnel, un Frère, le Frère Paul-Antoine, qui m'initie au cinéma, à la peinture et à la littérature. Chez les Lazaristes il y a des professeurs qui ne m'ont jamais rencontré : je faisais le mur et j'allais au cinéma, pratiquement tous les jours. Le Frère Paul-Antoine était surveillant général. Un jour il m'a « piqué ». Il aurait pu me punir. Il m'a convoqué et m'a demandé quel film j'avais vu. Je ne sais plus ce que j'étais allé voir, mais c'était un navet. Il m'a dit : « Non, si tu veux aller au cinéma, il faut aller voir « Citizen Kane » — qui venait de sortir à ce moment-là. Le lendemain j'ai suivi son conseil au pied de la lettre. Je n'ai pas du tout aimé. Je lui ai dit. Il m'a expliqué ce qu'il y avait d'intéressant dans ce film. Je suis retourné le voir sept fois de suite. Par la suite il m'a fait lire Valéry et Apollinaire et mis, d'un seul coup, en face de la peinture. Pour le théâtre, j'y suis venu seul, peu à peu, plus lentement...

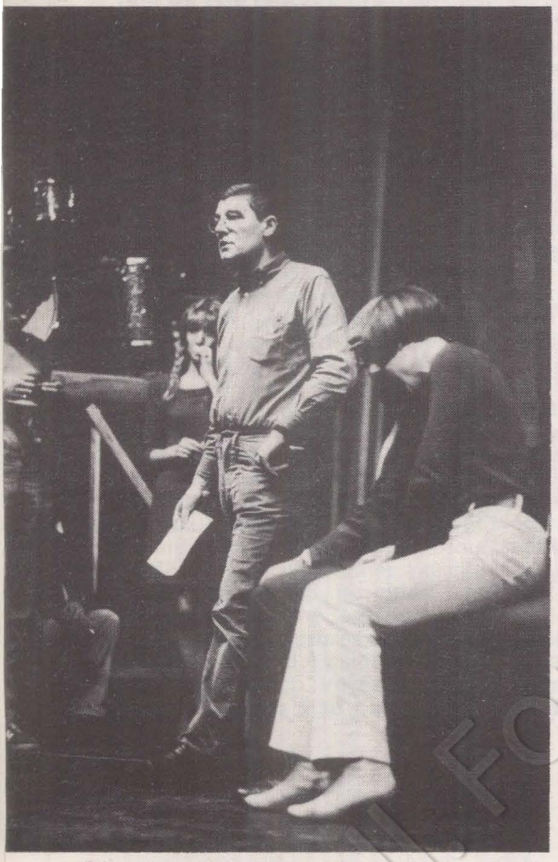
Il y a dans mon accès à la culture un aspect absurde : je ne serais pas ce que je suis, je n'aurais jamais fait de théâtre si ma mère n'était pas morte ! Il y a des gens qui disent : « Se cultiver est uniquement une question de

→

Roger Planchon avec Jean-Paul Liégeois.







Roger Planchon dirigeant les répétitions de « la Mise en pièces du Cid », en 1969.



volonté individuelle ». Je réponds : c'est faux. Je peux témoigner que c'est un problème social. Mais faut-il payer cette conquête au prix de la mort d'un être ?

Ma première initiation à la culture a donc été le cinéma. Mais la peinture et la littérature m'ont vite passionné. Le hasard de mon appétit m'a conduit à Antonin Artaud et au surréalisme. Si je me suis lancé dans le théâtre, c'est parce que je désespérais de peindre ou d'écrire un jour.

— Ce qui pose une autre question : une fois qu'on a accédé à la culture, de quel prix, dans cette société, doit-on payer le droit à la création ? Autrement dit : il faut déjà franchir un certain nombre d'obstacles sociaux pour devenir spectateur de théâtre ; comment devient-on créateur de théâtre ?

— En se lançant à l'eau. En trouvant des astuces. En vivant d'expédients, tout en continuant à se donner au théâtre de manière constante et têtue. Avec Robert Gilbert et quelques autres nous avons d'abord monté un spectacle en amateurs. J'avais 19 ans. J'avais déjà fait pas mal de métiers : travail dans une imprimerie, activités de représentant de commerce, etc. Avec notre spectacle nous avons participé à un concours de jeunes compagnies. Nous avons remporté le premier prix. Le lendemain nous avons décidé de devenir professionnels, c'est-à-dire de nous consacrer d'abord au théâtre, d'y donner l'essentiel de notre vie. Pendant sept ans nous avons vécu ainsi : nous passions dix heures par jour au théâtre, nous répétions tous les jours. Parallèlement, en plus, nous avions des boulots alimentaires. Jean Bouise était serveur dans un restaurant. Isabelle Sadoyan fabriquait des robes D'autres tapaient leur famille ou les copains J'avais moi-même trouvé un emploi dans une banque ; ça a dû durer trois ans : le matin je passais à la banque prendre une petite serviette, j'allais prétendument à la Bourse et je revenais en fin d'après-midi avec ma petite serviette. Nous avions tous ainsi une double vie. Nous n'avions aucune aide officielle, aucune subvention. Pour construire le théâtre de la Comédie, nous nous sommes faits nous-mêmes manœuvres du bâtiment. Nous couchions chez des amis, ou dans des lieux invraisemblables : des hangars, des greniers, comme les clochards. Nous avions de quoi manger. Mais c'est tout. Les femmes de certains d'entre nous travaillaient à temps complet pour nous nourrir : au terme de la loi nous étions en situation de proxénétisme. Telle est notre histoire, notre aventure entre mes 19 et mes 27 ans où nous avons réussi, à ce prix, à monter une vingtaine de spectacles. Nous étions des marginaux. Ce qui peut paraître folklorique ou anachronique. Ce qui ne l'est pas. Car c'est, encore aujourd'hui, la réalité de la vie artistique en France.

Ce fut notre histoire. Mais des dizaines de jeunes hommes de théâtre vivent la même aujourd'hui. Je ne veux procéder à aucune énumération. Mais je peux citer les cas lyonnais que je connais bien : Ligeon-Ligeonnet et Bruno Boeglin, par exemple, revivent aujourd'hui la même misère que nous avons vécue hier. Ils en sont réduits, eux aussi, à se débrouiller. Comme d'ailleurs tous les hommes de théâtre en France.

— N'exagères-tu pas un peu ? N'y a-t-il pas, parmi les troupes françaises, quelques-unes qui sont mieux loties que les autres ?

— Tu me sors là une vieille argumentation qui a la peau dure. Je la connais. A mes débuts on me disait cela au ministère : « On ne peut vous donner aucune subvention, Jean Vilar les prend toutes. » On est même allé jusqu'à ajouter : « Et pour la province Jean Dasté a déjà un gros morceau ». C'est presque infamant. Car on ne dira jamais assez que Dasté a toujours travaillé avec des aides ridicules ! Aujourd'hui on dit au jeune théâtre : « Planchon et Chéreau prennent tout, on ne peut rien vous donner ». C'est une astuce un peu grossière pour diviser les créateurs, les opposer entre eux. La réalité est différente. Tout le monde est mal nanti !

Les jeunes compagnies sont particulièrement mal traitées : le ministère pratique le « poussiérage » ; il leur saupoudre une enveloppe dérisoire et espère ainsi que personne ne râlera. Ce temps est passé : le jeune théâtre s'élève contre cette situation qui tente de le faire vivre d'illusions et l'oblige à s'endetter s'il veut réellement créer des spectacles. Mais il ne faudrait pas laisser dire que les théâtres nationaux et les centres dramatiques sont privilégiés.

Regardons les faits et les chiffres. On dit que Chaillot est un théâtre national. C'est un mot, pas un fait. Si Chaillot était vraiment nationalisé il devrait disposer de 30 millions de nouveaux francs, c'est ce que coûte un théâtre en Allemagne. Or on ne donne que 13 millions à Chaillot. Ce qui permet d'assurer l'ordre de marche de la maison, de payer le personnel administratif et technique. Mais on n'y peut plus faire de créations. On dit : « Personne n'a été atteint par la réduction des crédits à Chaillot ». C'est faux : il n'y a plus un seul emploi artistique dans ce théâtre ; 250 comédiens par saison sont passés à la trappe !

C'est la même chose dans les centres dramatiques de province. Prenons un centre qui dispose de 2,6 millions de nouveaux francs par an. L'ordre de marche, la technique et l'administration engloutissent obligatoirement 2,3 millions. Restent 300 000 francs : que peut-on faire avec ? Au mieux une création dans l'année. Il y a peu, chaque troupe créait quatre ou cinq spectacles par an. Aujourd'hui on tente de masquer cette perte sèche en faisant tourner les productions, en les échangeant entre centres. Mais les conséquences sont inévitables : le marché du travail dans les établissements prétendument « nantis » s'est trouvé réduit de trois quarts en quelques années. Le marché du travail des comédiens et de toutes



les professions artistiques du théâtre se rétrécit ainsi comme une peau de chagrin. C'est ce que j'appelle une situation bloquée.

Le ministère tente de mettre un écran de fumée devant ce verrou. En affirmant que les subventions n'ont jamais été aussi importantes qu'en 1977 pour les troupes de province. Parce que les centres ont vu leurs crédits augmenter de 25 % cette année-là. Mais cet argument est une duperie. Les directeurs des centres ont signé un contrat de trois ans. 25 %, c'est la seule augmentation qui leur est acordée pendant trois ans. Et de combien aura augmenté le coût de la vie en trois ans ? De 45 %. Conclusion limpide : en trois ans les troupes de la décentralisation auront vu leurs possibilités financières diminuer de 20 %. Pendant ce temps les charges en tous genres et les salaires n'auront cessé d'augmenter. Sans compter qu'on vient fort plaisamment de nous faire savoir que la T.v.a. que nous reversons à l'Etat sur les subventions que nous touchons... a été majorée de plus de 2 %. La culture aussi participe au plan d'austérité !

— Quelle analyse fais-tu d'une pareille politique ?

— Ce n'est pas une politique. C'est une absence de politique. Depuis cinq ou six ans le discours gouvernemental est : « Nous faisons ceci, nous faisons cela ». En réalité rien n'est fait. Quelques broutilles sont octroyées de-ci de-là ; et nous n'avons qu'à nous débrouiller. Au départ c'était différent. Quand Jeanne Laurent a confié la direction du T.n.p. à Jean Vilar, à travers elle, l'Etat reprenait à son compte les idées de Romain Rolland, de Firmin Gémier, de Jacques Copeau et de Charles Dullin (c'est lui qui a élaboré le premier plan de décentralisation dramatique en France). Ces idées étaient simples : le théâtre n'est pas un luxe, tout le monde doit pouvoir y aller, les prix des places doivent être à la portée de tous ; il faut créer des théâtres non-commerciaux qui jouent à la fois les chefs-d'œuvre du passé et le répertoire contemporain, etc. Un vent d'euphorie a soufflé. Des troupes se sont installées en province. Vilar a vu ses moyens s'accroître. Mais cela n'a pas duré. Qu'en reste-t-il aujourd'hui ? Je viens de faire le bilan : il est lourd. L'impasse financière est totale. Le nombre des créations diminue sans cesse. 39 troupes végètent. Et aucune volonté d'en aider d'autres à naître et à s'implanter ne se manifeste. Le vent qui souffle maintenant est celui d'une mort lente.

La vérité c'est que la bourgeoisie tue à petit feu toutes les activités artistiques. Faut-il rappeler que les rois, les nobles et les princes de l'Eglise ont plus fait pour l'art que la bourgeoisie ? Faut-il rappeler qu'à Athènes, notre référence démocratique, on payait une journée de salaire aux spectateurs des théâtres pour qu'ils viennent voir une pièce d'Eschyle ? La bourgeoisie a amené avec son avènement les notions de rentabilité et d'efficacité. Comme si un chorégraphe, qui tente sa vie durant de faire évoluer le ballet, devait avoir des soucis d'efficacité ! Comme si art et profit étaient compatibles !

Qu'est-ce qui peut être rentable en art ? La seule source de profit possible se trouve dans les secteurs où la reproduction mécanique n'altère pas la création : les films, les disques. La bourgeoisie s'en est emparée et fait de la plus-value. Le reste — la sculpture, la céramique, le théâtre, l'opéra, la danse, etc. — est pratiquement délaissé : ça « ne paie pas ! » Non content de laisser périr, la bourgeoisie a biseauté les cartes et faussé le jeu : par exemple, dans le domaine de la peinture. Sur quels critères en effet peut-on affirmer qu'une toile de Rembrandt ou de Picasso vaut tant de millions ? Sur le simple fait qu'on la retire à tous et qu'un seul se l'approprie. Remets-la à la disposition de la collectivité : elle ne « vaut » plus rien ; elle « coûte » : elle a besoin d'un toit et d'un gardien qu'il faut entretenir et payer. La bourgeoisie a inventé de toutes pièces la valeur marchande des créations artistiques, pour s'enrichir encore plus. Et quand elle s'est aperçue que certains secteurs artistiques se prêtaient difficilement à ce procédé artificiel, elle a préféré « laisser tomber ». Elle n'a aucune volonté politique de s'en préoccuper (ce qui explique la situation actuelle du théâtre). Mais elle n'en continue pas moins à vouloir sauver la face en tenant des discours hypocrites sans cesse rabâchés : « La culture c'est le problème fondamental, c'est le fondement de notre société... » Tous les ministres de la Culture que j'ai vus passer ont entonné cette antienne. Mais, sur le terrain, cela ne correspond à rien de réel.

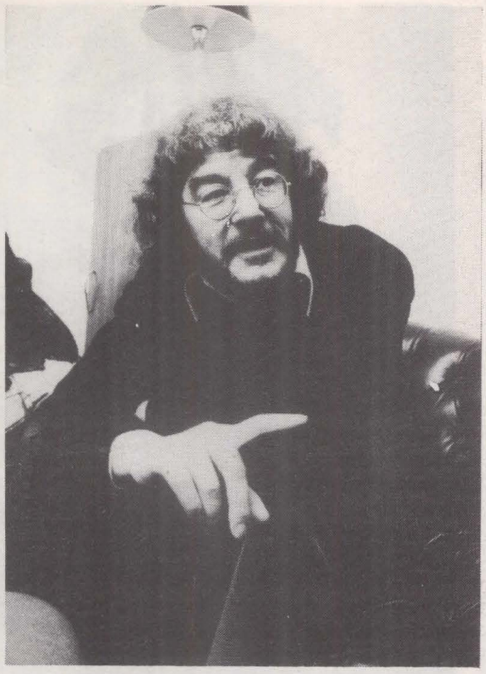


Avec Patrice Chéreau.

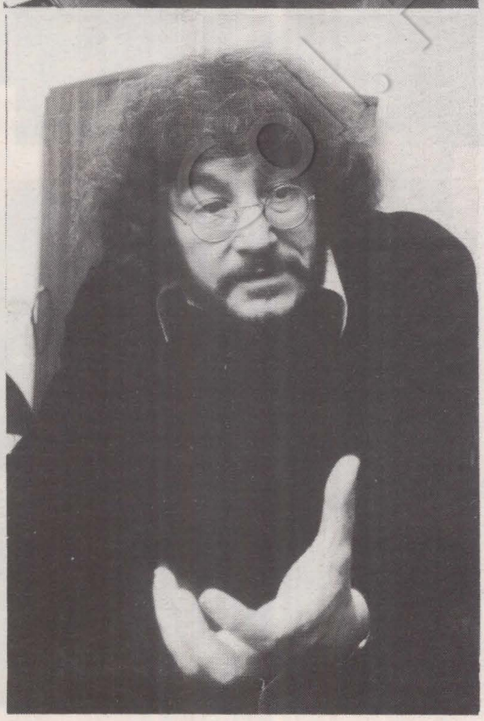
— Devant un tableau aussi sombre, une condamnation aussi implacable, tu devrais démissionner, te « tirer ». Tu n'en continues pas moins à te battre. Pourquoi ?

— Théoriquement, dans cette religion du profit et de l'efficacité, la culture n'a pas sa









place. Mais la bourgeoisie ne pousse pas le cynisme jusqu'à l'affirmer. Elle proclame même le contraire. Ce qui nous laisse une petite marge de manœuvre. Et une chance qu'il faut saisir. Par ailleurs, contrairement à ce que certains adeptes de la « critique radicale » proclament, le théâtre que je défends, la décentralisation dramatique dont je fais partie ne véhiculent pas les idées dominantes. J'affirme même le contraire : globalement, ce théâtre-là, même quand il est confus, défend des idées non dominantes. Sur ce bateau, même s'il a parfois les caractéristiques d'une galère, je me sens chez moi. Je ne vois pas pourquoi je le quitterais.

Mais ce n'est pas simple de s'y maintenir. Surtout quand on voit l'attitude des médias à notre égard : elles nous combattent en nous ignorant. A Lyon par exemple l'Olympique lyonnais, l'équipe de football, n'attire en chiffre absolu pas plus de spectateurs que le T.n.p. Il n'empêche que les médias de la région Rhône-Alpes parlent cent fois plus de l'O.l. que du T.n.p. On justifie ce choix en se référant au goût du public. C'est un argument faussement démocratique, parce qu'il est basé sur l'ignorance. Si l'on interroge l'ensemble des Français, si on leur demande : « Que voulez-vous ? Un concert de Mozart ou un bout d'autoroute ? », on sait ce qu'ils répondront. Ils choisiront l'autoroute parce qu'ils ne connaissent pas Mozart. Si l'on avait demandé aux paysans français du XIIe siècle s'ils souhaitaient qu'on bâtisse des écoles pour leurs enfants, ils auraient répondu qu'ils n'avaient pas de temps à perdre et d'autres chats à fouetter. Les médias justifient leur attitude de mépris à l'égard du culturel en jouant sur la méconnaissance. C'est de la démagogie et de l'escroquerie. Comme quand on faisait voter les populations des colonies : les indigènes savaient-ils pour quoi et sur quoi ils votaient ?

— Malgré l'attitude négative des médias ton travail au T.n.p. progresse, non ?

— Le T.n.p. ce n'est pas seulement moi. C'est une équipe, une vieille et solide équipe (certains en sont depuis 25 ans !) que nous dirigeons à trois : Robert Gilbert, Patrice Chéreau et moi depuis six ans (personne ne croyait que ça durerait !). Comme je te l'ai déjà dit plusieurs fois (tu vois que nous nous répétons !), notre rôle essentiel consiste à créer des appels d'air. Nous prouvons par notre installation dans les villes que les besoins culturels existent. Ces trois dernières années nous nous sommes « installés » dans 27 villes françaises : où il y avait habituellement 300 spectateurs, nous en avons fait venir 3 000 ; où un spectacle se jouait une seule fois nous avons donné cinq ou six représentations. Ce qui a vérifié mon analyse : si tu demandes aux gens ce qu'ils veulent en matière culturelle, personne ne réclame rien ; par contre si tu crées une activité théâtrale, les besoins se montrent au grand jour...

Dans chaque ville nous restons un mois avec plusieurs spectacles. C'est comme un festival. C'est comme les débuts d'Avignon : au départ Jean Vilar y restait un mois avec trois spectacles. C'est comme ça que nous amorçons la pompe : les spectateurs affluent, l'eau vient. Et certains s'écrient : « Tiens, mais il y avait de l'eau là-dessous ». Il ne suffit pas de s'émerveiller, naïvement. Après notre départ, il faudrait que la pompe soit entretenue. Sinon l'eau restera en-dessous. Mais, là encore, c'est une question de volonté politique. Et j'ai déjà dit ce qu'il en est, en ce moment, dans ce pays...

— Pourquoi en 1977 le T.n.p., troupe de décentralisation, s'installe-t-il plusieurs mois à Paris ? Aurais-tu un goût soudain pour le parisianisme ?

— Ecoute, d'abord je ne vois pas pourquoi les Parisiens n'auraient pas, comme les provinciaux, le droit de voir les spectacles du T.n.p. Ensuite ce n'est pas ma faute si, depuis Richelieu, cette nation est ultra-centralisée et s'il faut « monter à Paris » pour que les effets de la « consécration » retombent jusqu'en province. Tu sais bien qu'un spectacle qui n'est pas « applaudi » à Paris n'est guère considéré en province. Je n'y peux rien. Je voudrais bien que ça change. Mais le T.n.p. ne peut, seul, inverser la vapeur. Enfin, en présentant six spectacles (2 classiques, 2 pièces modernes, un hommage à Adamov et un divertissement burlesque) dans la capitale pour un abonnement modique, le T.n.p. pose le problème du prix des places dans les théâtres parisiens ; ce seul aspect mériterait d'ailleurs de longs développements...

— Comme en mériterait un sujet qui me tient à cœur : Planchon auteur. Si tu le veux, nous y reviendrons une autre fois. Mais un seul mot : quel est ton moteur en tant qu'écrivain ?

— Je vais te répondre par une anecdote. Un jour à New York, j'ai assisté à la scène suivante, en pleine rue : un homme avait chaud, il a retiré son veston. C'était un flic en civil. Tombant la veste, il a dû changer son revolver de poche. Un autre homme l'a vu. C'était aussi un flic en civil : il a vu un homme un revolver à la main. Il a tiré. Ce qu'a vu un troisième homme, un flic en uniforme cette fois : il a tiré sur celui qui venait de tirer... Cela peut te paraître délirant, mais cela s'est vraiment passé ainsi, à quelques dizaines de mètres de moi. Cela s'appelle la violence. Elle surgit partout, impromptue, dans notre vie. Es-tu surpris que la violence soit au centre de ma pièce « Gilles de Rais » ? Seras-tu surpris si je te dis qu'après celle-là j'ai écrit deux autres pièces sur la violence collective ? Mon moteur, c'est la vie. Mais la texture même du théâtre, l'écriture en elle-même me passionnent aussi. C'est ma cuisine à moi. Mon père ne m'imaginait-il pas cuisinier ?

Propos recueillis par JEAN-PAUL LIEGEOIS

changer la vie culturelle

Jazz
« FORCE » GRAND PRIX

Le concert Max Roach-Archie Shepp organisé, vendredi dernier à la Mutualité, par « Unison »-Unitélédis était une gageure terrifiante : un long dialogue du saxo ténor et de la batterie, sans aucune autre intervention. Ce fut pourtant l'un des concerts les plus fascinants de ces dernières années. Mais c'était aussi un prologue : mardi, pour le disque « Force » (Uni 28 976), enregistré chez Unitélédis en septembre par les deux compères sur les mêmes thèmes que le concert, Max Roach est revenu à Paris recevoir une récompense importante : le Grand prix du disque de l'Académie Charles-Cros.

Chansons
TERESA LA CATALANE

Une des plus grandes « dames » de la chanson de par le monde. On l'a volontiers comparée — talent oblige — à Joan Baez. Mais quelle est l'utilité de ces rapprochements artificiels, inventés par des plumitifs en veine de références ? Teresa Rebull ne ressemble qu'à elle-même : femme catalane, chanteuse rayonnante et furieuse. Le franquisme l'a jetée, adolescente, hors de son pays : la Catalogne. Longtemps après, femme épanouie, à la veille de l'âge qu'on dit troisième, elle a pris sa guitare et est partie en guerre.

Tout d'abord, son chant n'a été qu'une salve venue du Nord (elle vit à Banyuls) et adressée au Sud (à la Catalogne espagnole encore étouffée après Franco). Puis très vite ses chansons ont dépassé le périmètre catalan, ont franchi les frontières et sont venues frapper des milliers d'oreilles fraternelles. Comment ne pas être bouleversé par ce timbre embrasé qui dit la colère de la jeunesse perdue et la ferveur des espoirs jamais abandonnés ? Comment ne pas être touché par ce sourire fragile qui veille sur la liberté ? Avec violence et tendresse, Teresa Rebull envoie des mots d'amour à la face de la mort : « Viva l'Amor ! ». A l'initiative de l'Association « Chanson de femme » elle a inauguré jeudi dernier un nouveau lieu : « L'aire libre » (3, impasse de la Gaîté, Paris 14e). Elle y chantera de nouveau les 18 et 25 mars, à 18 h 30, en compagnie d'une autre chanteuse catalane : Mara. Leur spectacle s'intitule : « Deux Catalanes en quête de vie ».

Contestation culturelle
MOBILISATION CONTRE SARDOU

A Toulouse, le 4 mars dernier. Dans l'après-midi, opération de commando : des jeunes volent 1 500 billets au bureau de location du spectacle Michel Sardou prévu pour le soir même. De 18 h 15 à 19 heures, des centaines de gens manifestent dans les rues de la ville pour finalement s'arrêter devant les locaux de Sud-Radio ; à 20 heures, sur cette chaîne, un des responsables de la manifestation déclare : « Notre but est de faire prendre conscience du dangereux phénomène Sardou... » A 22 heures, seuls les détenteurs de billets peuvent entrer au Parc des expositions — où Sardou doit chanter — sous la protection des C.r.s. ; auparavant, ils ont dû passer entre deux haies pacifiques de contestataires qui les ont accueillis en faisant le salut fasciste et aux cris de « Sardou, salaud, le peuple aura ta peau. » A 22 h 30, les C.r.s. chargent les manifestants : plusieurs blessés. Une semaine avant, à Bruxelles, la réaction anti-Sardou avait été tout aussi violente, mais plus spontanée. A Toulouse, c'était la mobilisation organisée. Un comité anti-fasciste avait été créé des semaines avant sa venue en Gascogne et la ville s'était rapidement couverte d'affiches : « Sardou, chanteur fasciste, ne passera pas. »

Ces réactions sont sans doute saines. Mais ne risquent-elles pas aussi de faire de la publicité



supplémentaire à Sardou ? Dénoncer Sardou est une chose. Tenter de l'empêcher physiquement de chanter ne relève-t-il pas précisément de méthodes particulièrement chères à ce « chanteur musclé » ?

Action culturelle
UNE ROSE DEJA FANEE ?

Nous avions salué dans ces colonnes la naissance d'un nouvel établissement culturel subventionné à Villeneuve-d'Ascq (voir notre numéro 225) et ses premières actions (voir notre numéro 230). Mais nous avions aussi dit notre inquiétude pour l'avenir de la Rose des vents de Villeneuve : peu de subventions, pas de statut... En fait, la situation est déjà bloquée et Pierre-Etienne Heymann, directeur de la Rose, est déjà dans l'impossibilité d'envisager le moindre travail, la moindre création, la moindre animation à partir de septembre prochain. La municipalité sortante — de droite — de Villeneuve-d'Ascq s'est refusé à voter tout budget à la veille des élections : nous sommes à la mi-mars et Heymann ne sait toujours pas s'il se verra attribuer des crédits municipaux pour 1977 ! Le Conseil général — de gauche — s'est refusé à accorder toute subvention à la Rose des Vents, sous prétexte que Villeneuve-d'Ascq est une ville de droite ; mais, ce faisant, qui pénalise-t-il, les élus conservateurs ou la population ? Le Conseil régional, de son côté, doit prendre sa décision ces jours-ci : souhaitons qu'elle soit différente. Du côté de l'Etat, le secrétariat à la Culture, par le biais de son département des Interventions culturelles, a lâché 50 000 francs ; mais ni la Jeunesse et les Sports ni l'Education n'ont donné signe de vie. Quant au Fonds d'intervention culturelle (le principal bailleur de fonds de la Rose dans sa phase initiale), il a repoussé l'examen du dossier à juin prochain ! Bref la Rose des vents, en 1977, devra se débrouiller avec 50 000 francs ; les autres établissements du même type, les centres d'animation culturelle, fonctionnent généralement avec 1 ou 2 millions de francs. La Rose va-t-elle faner avant même d'être complètement ouverte ?

Biennale de Venise
CHANTAGE SOVIETIQUE

La Biennale de Venise 1977 sera-t-elle annulée ? Elle devait avoir lieu au début de l'été prochain. Mais son thème — « La contestation en Europe de l'Est » — a indisposé les Soviétiques. Nikita Rykov, l'ambassadeur d'U.r.s.s. en Italie, est allé lui-même au ministère des Affaires étrangères italien pour le dire : « Si vous maintenez ce thème, l'Union soviétique et les autres pays communistes ne participeront plus à la Biennale, ils boycotteront même à l'avenir toutes les manifestations culturelles italiennes ». La diplomatie

→

→

italienne n'a pas cru bon de protester contre cette ingérence dans ses affaires intérieures, et a aussitôt demandé à Carlo Ripa di Meana, président de la Biennale, de modifier l'affiche de son festival. Estimant ce chantage sordide, Carlo Ripa di Meana, qui n'a jamais caché ses sympathies pour le Parti socialiste italien, a démissionné. On attend avec intérêt les réactions du P.c.i.

Café-Théâtre
UN AIR DE LYR

Tous les soirs, une petite femme pose un œil (faussement) naïf sur une panoplie d'objets, de ces objets qui sont notre quotidien. De là part une suite de tableautins, à l'humour desquels le public du Café-théâtre d'Edgar ne résiste pas (chaque soir à 20 h 30). C'est très saisissant. Mais il se trouve que cette comédienne — n'oubliez pas son nom : Guyette Lyr — est aussi un auteur, un vrai. Le livre qu'elle vient de publier au Mercure de France — sous une couverture dessinée par Puig Rosado — est une des choses les plus exquises qu'on ait trouvé ces temps-ci dans un roman français. Roman, « La fuite en douce » ? On hésite sur l'appellation, qui n'a guère d'importance : l'essentiel, c'est le plaisir de déguster cette histoire d'amour campagnarde d'une petite fille avec le monde qui s'offre à elle, grosse pomme rouge que lui tend une grand-mère infiniment jeune.

S. R.

Théâtre
LE CHALAND QUI PASSE

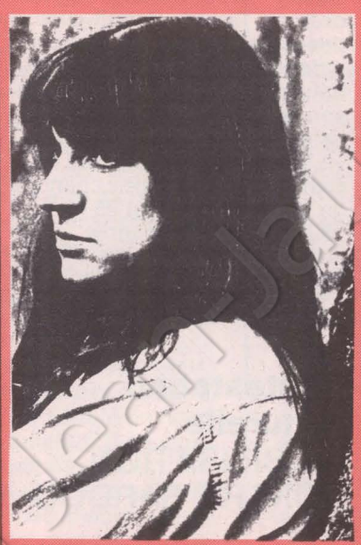
Le « Demi-théâtre Basile » vient d'arriver à Paris ou il restera jusqu'à la fin du mois de mars. Il est à quai. Car Basile est une péniche dont les desseins et les couleurs attirent le regard des passants quai Valmy le long du canal Saint-Martin.

Pourquoi demi-théâtre ? « parce qu'aussi demi-vie » répondent Claire et François, mariniers-artistes de cette entreprise sympathiquement navigante. Pour eux ça compte beaucoup de pouvoir voyager, de s'arrêter quand ils veulent. Vivre sur les canaux leur plaît autant qu'écrire une pièce de théâtre, en concevoir les décors, en réaliser les costumes. Car ils font tout. Ils ont acheté Basile pour deux millions anciens près de Strasbourg. Grâce à l'aide de mariniers et de mécaniciens, grâce à un petit emprunt qui pourtant pèse lourd, grâce surtout à leur farouche volonté et à beaucoup de travail ils l'ont transformé en salle de théâtre ambulante. Depuis deux ans, ils la promènent sur les canaux de France, s'arrêtant aussi souvent que possible mais pas encore assez à leur goût. Ils s'arrêtent dans les grandes villes comme Lyon où on les ignore, ou dans des villes moyennes comme Reims où on leur fait fête. Mais leur rêve est de renouer avec la vraie tradition des enfants de la balle et de la batellerie qui s'arrêtaient avant guerre dans le moindre petit village même s'il ne dépassait pas le regroupement d'une dizaine de maisons.

Leur spectacle : « L'homme de derrière les fagots » est un très fort appel à l'évasion. Claire et François, pendant une heure, de mille façons, en se servant du texte, du mime, de la musique, des costumes, des lumières, en exploitant à merveille un volume dont on sent qu'il est « leur », vous disent que ce qui compte c'est de rêver, de faire rêver. Tout le monde rit ou sourit à un moment ou à un autre, depuis les gosses jusqu'aux vieilles des environs venues en voisines. Leur spectacle qui n'en est pas un n'a pas la force d'une œuvre qui assomme ; il est ouvert et sympathique comme une tranche de plaisir qu'entre copains on aimerait s'offrir plus souvent. Irrésistiblement on a envie d'y mettre son nez. Pas de distance. En quittant la « salle entre cousins, bancs d'école, transats et fauteuils anglais », je me suis aperçu que je n'avais pas vu passer l'heure. Mais une phrase me restait en tête qui définit autant Jules le bleu, l'homme de derrière les fagots, que Claire, François et leur péniche : « depuis que je suis tout petit j'ai inventé des instruments pour sortir les humains de leur torpeur... pas des mitrailleuses, ça va un tout petit peu plus loin que le but, mais, par exemple, des stylos qui font des taches toutes les cinq minutes pour écrivain prolixe ».

F.P.

LETTRE OUVERTE A ANNE SYLVESTRE



Anne,

Toi que je rencontre toujours si gaie, toujours si enjouée, je t'ai retrouvée bien triste l'autre soir après ton spectacle (1). Blessée, même. Et par un article de presse stupide et intolérant qui te traitait de « cheftaine-scout », qui te comparaît à Marie-José Neuville et à sœur Sourire. Faut-il y accorder une telle importance ? Je sais, le problème de la critique est loin d'être réglé. Comme toi, j'ai horreur de ces personnages aigris qui règlent des comptes à bon compte : on les invite, ils ne payent pas leur place et, du haut de leur confort, les voilà qui dégainent et tirent à vue. Ils prennent leur stylo pour un bazooka et pratiquent en chambre ce terrorisme qui, dans la rue, les fait trembler dans leur culotte. Tu leur envoies en pleine figure : « Ce n'est pas moi qui vous vendrais du trou la trou la lère ». Mais eux, ils n'aiment précisément que le trou la trou la lère. Faut-il t'en préoccuper encore ? Celui de l'autre jour te reprochait tes faiblesses musicales. Une suggestion : convoque-le donc pour une dictée musicale de quelques dizaines de notes. Devant témoins. Je t'assure que nous rirons beaucoup du résultat.

Trêve de balivernes, je voudrais te rassurer. Et te dire de quelques petits mots la grande émotion que je te dois. Te dire simplement ce que nous sommes des milliers à penser. J'ai longtemps chantonné et je fredonne encore : « Lazare et Cécile », « Mon mari est parti », « T'en souviens-tu la Seine ? » etc. C'était exquis, délicieux. Tu étais l'amie de mon adolescence. Tu as commis « Mariette et François ». C'était bouleversant : une seconde manière, plus âpre et plus déchirée, des « Feuilles mortes ». Et voilà qu'aujourd'hui tu te ramènes avec « La sorcière », « Portraits de mes aïeules » et « Clémence en vacances ». Voilà que tu parles pour les femmes. Sans slogan, sans parade ni discours apprêtés. Tu n'utilises aucun mot d'ordre mais tu atteins au plus profond du quotidien. Tu continues avec « Jeanne-Marie ». Tu te mets en cause et en jeu avec « Comment je m'appelle » et « Le centre du motif ». Tu n'en pleurniches pas. Tu en ris même, parfois. Tu te fais vacharde. Tu mets de l'ironie dans ta tendresse pour n'avoir pas l'air de t'apitoyer. Tes silences en disent autant que tes mots. Qui d'autre que toi, dans la chanson française, quelle femme-chanteuse interroge aussi bien notre vie ? Qui est aussi tranquille dans son combat contre la bêtise et l'intolérance ? Ceux qui te disent nostalgique t'ont-ils vraiment écoutée ? Ceux qui te déclarent froide et lointaine sont-ils à ce point insensibles qu'ils n'aient perçu tes doutes chaleureux ? Tu ne donnes point de leçons à quiconque. Tu racontes seulement celles que tu as prises à côtoyer les autres. Et cette façon de parler de tes fesses sans fausse pudeur. Et ces colères dont tu fais des chefs-d'œuvre d'humour. Et ces mimiques d'adolescente espiègle. Et...

Mais je m'arrête. Ne sois pas inquiète. Les pisse-froid mis à part, à tous tu distilles joie et bonheur. Oui, refais-nous des chansons et refais-nous les belles.

Fraternellement à toi.

JEAN-PAUL LIEGEOIS

(1) Anne Sylvestre chante tous les soirs à 20 h 45, jusqu'au 24 mars, au Palais des Arts (325, rue Saint-Martin Paris 3e).

LE REVEIL ESPAGNOL

Nous n'y étions plus guère habitués. Coup sur coup, deux films espagnols surgissent sur les écrans. L'un, « L'esprit de la ruche », tient l'affiche depuis de nombreuses semaines ; l'autre, « Pascual Duarte », va certainement l'imiter brillamment.

Ces deux films n'ont pas d'espagnol que la nationalité : ils en ont les tripes. C'est un exorcisme d'images, de sons et d'ambiances. Un peu comme un puissant cauchemar vous reste au creux de l'estomac plusieurs minutes encore après un réveil douloureux, vous signifiant par là combien vous avez eu peur de perdre la réalité. Il s'agit exactement de ça. Histoire d'un cauchemar, celui du cinéma espagnol, plongé dans une longue nuit subrepticement traversée par quelques météores flamboyants, mais isolés : Bardem, Berlanga, la « vieille » génération. Celle du silence. Vient — dans la foulée de Carlos Saura — le réveil. Tendu, méfiant, prudent. Impossible en effet de dissocier la situation politique espagnole de celle de son cinéma qui aujourd'hui, à l'image de toute la société, tend à sa libération.

« L'esprit de la ruche » de Victor Erice, 35 ans (c'est son premier long métrage) nous restitue d'abord les couleurs désolées du plateau castillan en 1940, après la victoire des canons et goupillons fascistes. Un dimanche, la camionnette du cinématographe pénètre dans un village perdu avec les bobines du « Docteur Frankenstein ». Une fillette, fascinée, se laissera séduire par le monstre jusqu'à disparaître... Les adultes, eux, ne veulent plus rien voir, plus rien comprendre, ni les soldats blessés, cachés, exécutés ni l'amant éloigné (réfugié ?). Monstre intérieur et monstre social, atmosphère pesante, film envoûtant.

« Pascual Duarte » se veut encore plus dramatique, si possible, plus violent certainement (« Bon pour l'Amérique du Sud », prévoyaient nos chers distributeurs). Le scénario nous promène — mais quelle promenade ! — dans un univers sanglant. Un itinéraire qui va de la naissance de Pascual à sa mort tragique, en passant par l'exécution de l'anarchiste Francisco Ferrer, la proclamation de la République (cela pour le social), l'inceste et le meurtre de sa mère (pour l'individuel).

Toutes choses d'ailleurs étroitement liées. On voit que le réalisateur ne joue pas la facilité. Grand espoir du cinéma, Ricardo Franco, né en 1949, n'a pas connu la guerre civile. Egalement scénariste, c'est son second long métrage. La politique ici ne se cache pas, ou peu. C'est frappant. Et les mécanismes de l'Histoire sont clairement perceptibles.

Comme si l'Espagne et ses cinéastes désiraient violemment se libérer d'une peur trop connue, trop intime, à l'image, horrible et repoussante, de l'agonie prolongée du dictateur sanglant. Chacun ici veut acquérir la certitude que le monstre est bien mort, que la bête immonde ne ressurgira plus pour — Frankenstein ibérique — faire peur aux petites filles et conduire, finalement, tous les Pascual Duarte au garrot.

GILBERT SANS



« Pascal Duarte », de Ricardo Franco.

GRASSET
GRANDS
DOCUMENTS

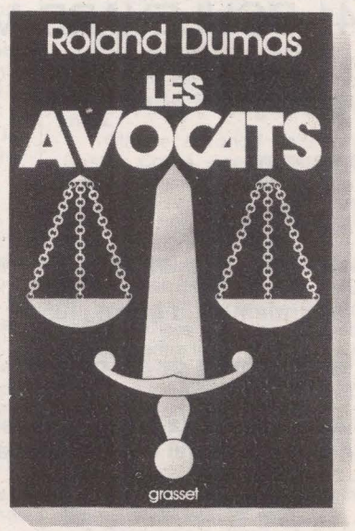


Roland Dumas

Les Avocats

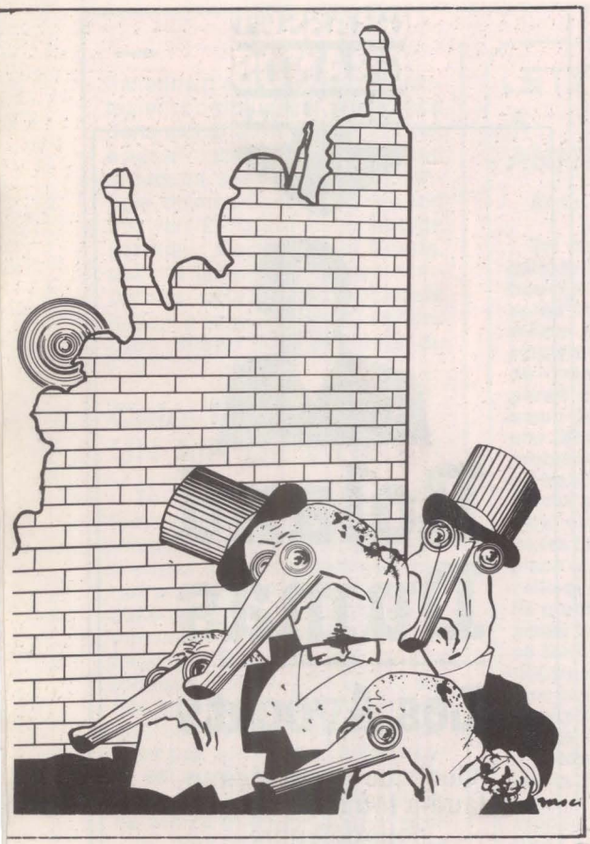
Quel que soit le régime
il faudra toujours un avocat
pour défendre
les libertés menacées
celles de la collectivité
celles de l'individu.

**Là où il n'y a pas d'avocat,
il n'y a pas de liberté**



grasset

HALO SINISTRE SUR LE CHILI



Le coup d'Etat » : ainsi s'intitule le deuxième volet du film de Patricio Guzman « La bataille du Chili ». Malgré ce titre, « Le coup d'Etat » traite plutôt des antécédents du putsch. Un documentaire précis, mais vivant, mais passionné, qui fait apparaître lumineusement les symptômes permettant de pressentir la tragédie.

Particulièrement bien rendu par Guzman le climat que la droite était parvenue à faire régner au Chili : on sent, dans les rues, partout, flotter une sorte de halo sinistre, au moment où la réaction s'évertue à ruiner la confiance qu'ont fait naître les mesures prises par Allende en faveur des travailleurs. Ainsi voit-on — alors que le gouvernement populaire s'efforce de maintenir le niveau entre salaires et prix, entre prix et rythme de l'inflation — les entreprises dissimuler les produits essentiels, les moulins cesser de moudre et les boulangeries ne plus panifier, les files d'attente devant les magasins s'allonger... Pis : « Le coup d'Etat » montre l'agitation réactionnaire à Santiago, la fumée des lacrymogènes, les incendies de véhicules, les sabotages, l'intoxication par une presse très majoritairement contrôlée par la droite.

Celle-ci, ayant manqué aux élections du 4 mars 1973 l'occasion de renverser constitutionnellement Allende, choisissait la violence ouverte. On se souvient comment les patrons camionneurs en grève bloquaient la distribution du ravitaillement et de l'essence, comment la C.i.a. subventionnait tout ce qui pouvait favoriser la paralysie du Chili de l'Unité populaire.

L'œuvre de Guzman fait revivre tout cela, tout comme cette répétition générale du putsch : le « tankazo » du 29 juin 1973, qui aurait mal tourné sans la loyauté du général Prats. Mais la scènes et dialogues du film laissent percevoir la réalité : la division de l'armée chilienne. Comment le cercle de feu ne se serait-il pas resserré, alors qu'Allende faisait le choix de la constitutionnalité plutôt que celui du peuple armé et que manquaient les moyens de s'opposer à la réaction ?

Et pourtant, « Le coup d'Etat » fait bien apparaître tout ce qu'a d'impressionnant l'organisation des travailleurs chiliens, la solidité de leur formation, leur courage, si désorientés qu'ils aient été parfois par les divergences entre les composantes de l'Unité populaire. Et par ce sentiment que toute modification substantielle, tout changement des structures se heurtait à des difficultés gigantesques.

Personne n'a le loisir de préjuger ce que peut faire un peuple arrivé au seuil du pouvoir et se heurtant à la force brutale. Mais personne non plus ne peut lui souffler alors ce qu'il doit faire. Que le dernier mot lui appartienne à lui, c'est de cela que « La bataille du Chili » tire largement son sens.

GUSTAVO LABARCA GARAT *

** Ecrivain, ex-directeur des revues « Hoy » et « Que hay ? », ancien chef du service de documentation et de recherches à la présidence de la République du Chili.*

BULLETIN D'ABONNEMENT A RETOURNER 41 BOULEVARD MAGENTA 75010 PARIS

Je soussigné .....

demeurant .....

.....

désire souscrire un abonnement à l'UNITE :

▶ abonnement d'un an (135 F) ☐

▶ abonnement de six mois (80 F) ☐

et vous adresse la somme correspondante par chèque bancaire ☐
par chèque postal ou virement au CCP l'UNITE 3034980 La Source ☐

Date Signature

l'unité

Rédaction : 12, cité Malesherbes
75009 Paris - Tél. 878.40.73

Administration : 41, bd de Magenta
75010 Paris - Tél. : 208.23.50

Directeur général : Pierre Mauroy

Directeur de la rédaction : Claude Estier

REDACTION EN CHEF
Serge Richard
Nicole Chaillot, Guy Perrimond

REDACTION
Robert Butheau, Marie-José Bernardot, Christine Cottin, Georges Frameries, Claude Fuzier, Frédérique de Gravelaine, Michèle Kespi-Backmann, Jean-Paul Liégeois, Jean-Pierre Moulins, Gilberte Mulle ,Francis Pisani, Emmanuèle Plas, Jean-Loup Revérier, Maurice Séveno, Antoine Violet.

DOCUMENTATION
Véronique Neiertz

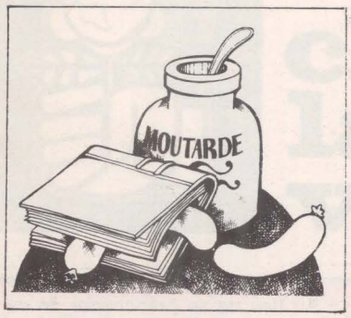
DESSINS
Jean-Pierre Coureuil, Barrigue, Solo, Teich, Lacroux.

PHOTOS
Pascal Lebrun

AVEC LA COLLABORATION DES MEMBRES DU SECRETARIAT NATIONAL ET DU BUREAU EXECUTIF DU PARTI SOCIALISTE

ADMINISTRATION
Conseiller technique : François de Grossouvre
Secrétaire administrative : Jacqueline Daimé
Publicité : Renée Skoblinsky, 12 Cité Malesherbes - Tél. : 878.40.73
Directeur de publication : Claude Estier
Société éditrice : S.a.r.l. L'Unité
Cadet Photocomposition - 75009 PARIS
Imprimerie E.T.C. 76 - Yvetot

Au risque de vous plaire



Livres

REVUES

*** Hérodote (François Maspero).**

Le numéro 5 d'une publication trimestrielle au sommaire de laquelle on trouve les signatures de Régis Debray et Fidel Castro.

LITTERATURE

*** Gérard Legrand : André Breton en son temps (Le Soleil Noir).**

« Je le sais parce qu'il me l'a dit. » « Je », c'est l'auteur. « Il », c'est André Breton. De 1948 à 1966, Legrand a vu Breton tous les jours. Un témoignage de privilégié, donc.

*** Jean-Jacques Brochier : L'aventure des surréalistes (Stock).**

C'était du temps où Breton et les siens épinglaient Anatole France de ces mots terribles : « Avez-vous déjà gifflé un cadavre ? » C'était du temps où Aragon renvoyait dos à dos « le tapir Maurras et Moscou la gâteuse ». Plongeon dans l'Histoire et leçons pour aujourd'hui.

*** Yann-Ber Piriou : Défense de cracher par terre et de parler breton (Pierre-Jean Oswald).**

La première anthologie de la poésie bretonne moderne : des poèmes écrits entre 1950 et 1970. La présence d'un peuple à travers ses poètes.

*** Henri Gougaud : Départements et territoires d'outre-mort (julliard).**

Gougaud narrateur. Quelques-uns de ces récits sont connus : l'auteur les a déjà égrénés au fil des jours sur France-Inter, au cours de l'émission « Le temps de vivre ».

*** Scott et Zelda Fitzgerald : Eclats du paradis (Julliard).**

Des contes et des nouvelles. Une fuite en avant romantique. Zelda parle de l'amour et des femmes ; Scott, des personnages qu'on retrouvera par la suite dans ses romans.

ROMANS POLICIERS

*** Jacques Marbœuf : Le carrefour du pendu (Denoël).**

Une petite ville de province. Ses secrets, ses amours, ses crimes, ses intrigues et ses vices cachés. Un livre « noir », typiquement français.

SCIENCE-FICTION

*** Pierre Pelot : Fœtus-Party (Denoël).**

*** Roger Zelagny : Aujourd'hui nous changeons de visage (Denoël).**

*** Clifford Simak : Le pélerinage enchanté (Denoël).**

*** Ward Moore : Autant en emporte le temps (Denoël).**

Les quatre dernières livraisons de la collection Présence du futur, décidément très féconde.

HISTOIRE

*** Paul Lorenz : Sapho 1900, Renée Vivien (Julliard).**

Anglaise de naissance, Pauline Tarn est entrée dans la poésie française sous le nom de Renée Vivien. A travers ses amours, à travers son chant lesbien, c'est une partie de l'évolution des mœurs au XXe siècle qui se lit.

*** Encyclopédie de la guerre de 1939-1945 (Casterman).**

Une chronologie, une introduction, 150 articles, des orientations bibliographiques, des cartes, des tableaux : c'est copieux et convaincant. Mais, sans illustration aucune, c'est pesant. Dommage.

SOCIETE

*** Les dossiers de France-Inter (Presses de la Cité).**

Une compilation disparate, composée de dossiers divers : « Les Brigades rouges de Grenoble » par Jean-Jacques Mauriat, « Le doping » par Christian Bindner et « La drogue » par Roger Pic. Tous issus d'émissions magazine diffusées par France-Inter. Mais que viennent faire là-dedans les « Histoires extraordinaires » de Lucien Barnier ? Et la tronche satisfaite de Michel Péricard en couverture ?

ETUDES

*** Gérard Pierrat : Théodorakis, le roman d'une musique populaire (Albin-Michel).**

Un livre qu'on attendait. L'aventure d'un homme, symbole vivant de son peuple en lutte. Un morceau d'anthologie : l'opération « J.J.S.S. libérateur de Théodorakis ».

*** Jacques Vassal : Folksong (Albin-Michel).**

Racines et branches de la musique folk aux Etats-Unis : les Indiens, le blues, la ballade, le bluegrass, le country, les Cajuns, Woody Guthrie, Bob Dylan, le folk-rock, etc.

ROMANS

*** Denyse Vautrin : L'heure de l'été (Denoël).**

Charlotte, personnage central du livre, au cœur de la Belle Epoque. Omniprésents : les grands événements politiques et sociaux de la période.

*** Dominique Rolin : Dulle Griet (Denoël).**

Un titre flamand qui signifie : « Margot l'Enragée ». Un personnage mythique peint par Breughel. L'auteur en a tiré un récit obsédant, fantasmatique, une véritable descente aux enfers. Non-amateurs de cruauté artistique s'abstenir.

*** Knut Hamsun : Pan (Pierre-Jean Oswald).**

Hamsun ? Le prix Nobel de littérature 1920, norvégien. En son temps, il eut autant de fervents que Gorki et London. De lui, Henry Miller a écrit : « S'il est un auteur que j'ai cherché à imiter... c'est bien Knut Hamsun ». A redécouvrir.

*** Alain Roger : Hermaphrodite (Denoël, collection Lettres nouvelles).**

Une des dernières parutions d'une collection qui va disparaître par décision autoritaire du trust Gallimard. « Devenir femme, devenir juif... Mon livre est autobiographique », confesse l'auteur. Troublant.

*** Jacques Robert : Les démons de minuit (Julliard).**

Un écrivain professionnel vieillit mal. Comment va-t-il finir ?

TEMOIGNAGES

*** Michel Balfort : Journal ; préface de Jean Carlier (Editions Galilée).**

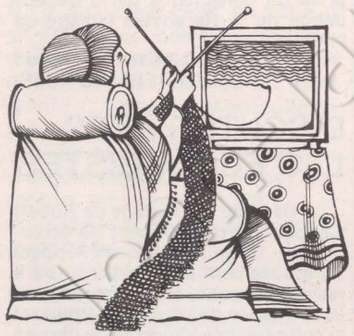
Connu comme comédien sous le pseudonyme de Roger Karl, Michel Balfort a été l'ami de Max Jacob, Apollinaire, Picasso, Wlaminck, Derain, Braque, Salmon, etc. Un chroniqueur modeste dans un milieu tapageur.

*** Claude Mauriac : La Terrasse de Malagar (Grasset).**

Le quatrième volet du « Temps immobile ». Une atmosphère de belle famille baignée d'un parfum de liberté. Les « belles âmes » ont souvent du style. Dans le cas des Mauriac, elles ont aussi du courage et du talent.

*** Daniel Gélin : Deux ou trois vies qui sont les miennes (Julliard).**

Un livre en technicolor animé par la folie d'un homme passionnant. Folie de vivre, bien sûr.



Télévision

VENDREDI 11 MARS

Au magazine Vendredi, la publicité : « Vérité ou mensonge ? » (20h30, F.r.3).

La première partie d'« Igloolik », une émission très attendue de Michel Tréguer sur la civilisation esquimaude (21h30, F.r.3 ; repris le surlendemain à 16h55 sur F.r. 3).

A Apostrophes : le roman populaire (21 h 30, A2).

« Marie » : un double portrait de femmes par la cinéaste hongroise Maria Meszaros (22h45, A 2).

SAMEDI 12

Gilles Vignault et Nina Simone au Numéro Un de Gilbert Bécaud (20h30, T.f.1).

Katherine Hepburn et Joseph Cotten dans « Délicate balance », une pièce d'Albee filmée par Tony Richardson (20h30, F.r. 3).

« Peyton place » : le début de la suite (inédite) d'une série célèbre (21h30, T.f. 1)

DIMANCHE 13

Elections municipales sur T.f.1 (18h30, 20h, puis 22h avec notamment Claude Estier, Jean-Pierre Chevènement et Michel Rocard), A 2 et Europe 1 (19h, 20h, 21h55, 23h et 24h, avec opération Ifop), F.r.3 (19h55, 21h15 et 0h20), France-Inter (à partir de 20h, avec opération Sofrès), Radio-Monte-Carlo (idem, avec opération Harris-France).

LUNDI 14

Un film de Frankenheimer sur les courses automobiles : « Grand Prix » (20 h 30, F.r. 3).

« La puissance d'être » : portrait du cinéaste Luchino Visconti (21 h 50, A 2).

MARDI 15

Un Dossier de l'écran sur l'aviation de guerre après la projection du « Baron rouge » de Roger Corman (20h30, A2).

MERCREDI 16

Football : Liverpool-Saint-Etienne (20h25, T.f. 1).

Le duel douloureux Liz Taylor - Paul Newman dans « La chatte sur un toit brûlant » : Tennesee Williams merveilleusement adapté par le cinéaste Richard Brooks (20h30, F.r. 3).

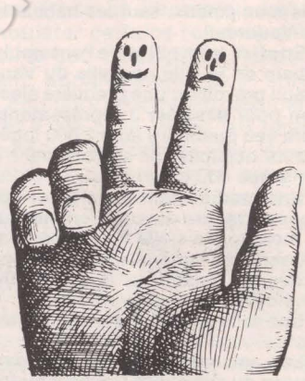
Le pianiste Earl Hines filmé par Jean-Christophe Averty (22h55, A2).

JEUDI 17

Télé-film sur un grand écrivain : « Scott Fitzgerald à Hollywood » (20h30, A2).

« La mandarine », un film d'Edouard Molinaro — pour Annie Girardot et Noiret (20h30, F.r. 3).

« Vous avez dit bizarre » : le cinéma fantastique au magazine de Michel Lancelot (22h, A2).



Spectacles

OU SONT-ILS EN MARS ? (suite)

* Zachary Richard : un musicien cajun au Théâtre Campagne Première (19, rue Campagne-Première, Paris 14e) : les 10, 11, 12, 14, 15, 16, 25, 26, 28, 29, 30 et 31 mars.

* Teresa Rebull et Mara : deux chanteuses catalanes à l'Air libre (3, impasse de la Gaité, Paris 14e) les 18 et 25 mars.

* Les Menestriers : au Théâtre du Val-de-Gally, à Villepreux, le 20 mars.

* Henri Gougaud : au Théâtre du Val-de-Gally, à Villepreux, le 12 mars.

Steve Potts : un jeune grand saxo ténor au Théâtre Fontaine (10, rue Fontaine, Paris 9e), jusqu'au 12 mars.

* Claude Antonini : elle chante Gaston Coûté, Paol Keineg, Nazim Hikmet, Bertolt Brecht, Pablo Neruda et Rachid Boudjedra à la Vieille Grille (1, rue du Puits-de-l'Ermite, Paris), jusqu'au 22 mars.

* Yves Simon : au Mans le 14 mars, à Caen le 15, Saint-Brieux le 16, Brest le 17, Nantes le 18, Orléans le 21, Poitiers le 22, La Rochelle le 23, Bordeaux le 24, Périgueux le 25 et Hendaye le 26.

* Guy Bedos : à Goussainville le 11 mars, Montauban le 15, Toulouse du 16 au 20 et Dreux le 22.

* Bernard Haller : à Lille le 11, Douai le 12, Villeneuve-sur-Lot le 15, Aurillac le 16, Colomiers le 18, Reims les 22, 23, 25 et 26.

* Bernard Lavilliers : à Bayonne le 11, Angoulême le 12, Chalon-sur-Saône le 19, Cannes et Nice du 22 au 26.

Nos lecteurs ont la parole

LE VAUDREUIL OUBLIÉ

La section du Parti socialiste de la ville nouvelle du Vaudreuil attire l'attention de « l'Unité » sur le fait suivant :

— le 13 mars 1977, toute la France votera et élira des conseillers municipaux, sauf les habitants du Vaudreuil.

En effet, la loi qui régie l'ensemble urbain de la ville nouvelle du Vaudreuil prévoit qu'une première élection pour désigner 3 représentants aura lieu quand il y aura 2 000 logements occupés, or actuellement il n'y a que 400 logements.

Une modification de la loi devait nous permettre de voter comme tout le monde, mais elle fut refusée par l'Assemblée nationale avec d'autres textes, en raison de la procédure employée par le gouvernement.

Une telle situation est inacceptable !...

Les anciens habitants des communes du site qui se trouvent maintenant sur l'ensemble urbain perdent leur droit de vote ! Quant aux nouveaux habitants ils sont privés de leur droit de citoyen.

Nous avons proposé au Conseil de l'ensemble urbain une solution de rechange.

Nous lui avons demandé d'organiser des élections pour désigner 3 représentants comme si la loi que l'ensemble urbain a réclamée avait pu être effectivement votée — là, nous nous sommes heurtés à l'immobilisme et au conservatisme des notables qui gèrent la ville nouvelle.

Nous vous demandons de dénoncer cette situation anormale dans vos colonnes afin que cela se sache.

Nous comptons sur votre compréhension et votre solidarité socialiste.

(Bernard AMSALEM
27100 LE VAUDREUIL)

SOCIALISTE ET OCCITAN

Si je suis enclin à écrire, c'est tout à l'honneur du journal qui suscite la discussion qui, espérons-le, ne sera pas en voies parallèles.

Chapuis, dans son article est suspicieux quant aux fins de la mutation des mouvements écologiques en partis écologiques. Je partage son doute, mais quand même, je ne serai pas si alarmiste et sectaire que lui : il me semble que nous, P.s., sommes légèrement responsables.

Je suis militant socialiste et d'un mouvement occitan autonomiste et non productiviste (Volen viure al Païs) dont le préalable est la victoire de la gauche.

Je prends également l'écologie au sérieux. Mais je n'éprouve pas le besoin d'adhérer à un mouvement écologique. Pourquoi ? Tout simplement parce que le non-productivisme (entendons le comme la production nécessaire essentiellement aux ménages et collectivités) implique l'écologie (économie de matières premières, énergie, surtout) la non-prolifération du gaspillage insensé, le respect de la nature, la prise de conscience de la dépendance de la vie envers l'usage de la nature.

(Christian Chabaud
57450 FAREBERSVILLER)

DISCUTER AVEC LES ECOLOGISTES

Je viens de lire l'article de Robert Chapuis « A quoi servent les écologistes ». Chapuis reconnaît l'impact du mouvement écologique, mais il ne semble pas être persuadé de l'importance de l'écologie. Pourtant si cette science intéresse de plus en plus les Français, c'est à cause des nuisances, des déséquilibres de plus en plus importants de notre société. Les thèmes écologiques ne cherchent pas seulement à « donner bonne conscience à la prétendue majorité qui nous gouverne », mais aussi à affirmer que l'on ne doit pas accepter la croissance à n'importe quel prix. Les problèmes posés par les pollutions de Pechiney ne sont pas hélas que financiers.

Bien sûr Chapuis a raison de dire qu'il manque une dimension politique aux écologistes et qu'« il est temps que le débat s'ouvre entre le mouvement écologique et le socialisme autogestionnaire ». Mais dans ce socialisme autogestionnaire chacun ne doit-il pas faire entendre sa voix ? Il faut que les socialistes reconnaissent l'importance de l'écologie et ne se contentent pas d'affirmer que les écologistes se doivent de soutenir, sans condition, l'union de la gauche. Le programme commun n'est d'ailleurs guère loquace sur ces problèmes.

Il ne s'agit pas d'adopter l'ensemble des positions du mouvement écologique, mais d'en discuter avant de les négliger. Des positions claires sur les différents problèmes assureraient plus certainement l'appui des compagnons de Dumont qu'une mise en demeure.

(Raymond TROGNON
78700 CONFLANS-SAINTE-HONORINE)

LE SORT DES VEUVES DE GUERRE

Je tiens à attirer votre attention sur le cas des veuves de guerre dont on ne parle jamais.

Il serait souhaitable que le pays connaisse le sort de celles qui ont tout perdu et qui ont été obligé de travailler pour élever des enfants et se substituer à celui perdu définitivement et qui se retrouvent depuis des années avec des pensions dérisoires.

Ne voulant pas écrire des pages sur ce sujet, elles vous seraient sans doute trop fastidieuses à lire, je ne veux vous donner que des chiffres, en parallèle, qui montrent une injustice et qui, je pense, vous donneront à réfléchir et à vous pencher sur ce problème.

Une veuve de guerre, qui a donné son mari pour la France, n'a droit qu'à une pension de 862 F par mois et un voyage par an avec 30 % de réduction comme les congés payés ou la carte vermeil qu'elles payent. Pensez-vous, alors que le Smic a été porté à plus de 1 700 F par mois, qu'il soit normal que nous ne percevions que la moitié.

J'ai 69 ans et ne veux pas en faire un cas particulier, mais ai voulu mettre en évidence le cas de celles à qui on a tout pris pour sauver la France. Il doit pouvoir y avoir une solution car nous ne devons pas être tellement nombreuses.

Dans l'espoir que peut-être ces lignes vous permettront de vous pencher sur le cas de celles qui sont silencieuses.

(Mme S. SAINT-MANDE)

LA CHASSE AUX SORCIERES

Depuis quelques années maintenant, la chasse à la drogue est entreprise. Ces jours derniers, elle s'intensifie et devient, chaque jour un peu plus, la chasse aux sorcières. La société a besoin de responsables à ses maux et les jeunes « Freaks » semblent particulièrement tout désignés pour remplir ce rôle.

Les policiers fouillent dans le métro les jeunes « aux cheveux longs », les arrêtent, les questionnent, perquisitionnent chez eux. Le Pouvoir profite de l'aubaine pour montrer sa « virile » intervention. Surtout pas de « lavettes », « poules mouillées », « tapettes », « filles », etc... et merci pour le respect au sexe « faible » !

Dans ce monde moribond, troublé d'échos de toutes sortes et bien souvent contradictoires, il est difficile de se faire une opinion, mais le simple militant de base et l'éducateur directeur de Maison des Jeunes (et de la Culture ?), que je suis voudrait poser quelques questions.

La jeunesse aujourd'hui, c'est 16 880 800 jeunes de moins de 20 ans (chiffres du recensement 1975 Insee).

Ainsi on sait les problèmes de la jeunesse, on connait son importance numérique, mais on ne bouge pas : quelle est l'importance du budget de la jeunesse dans ce Pays ?

Au lieu de se préoccuper de ce problème, on maintient les jeunes dans un état de soumission à l'autorité et on les exclut des concertations et des décisions.

La drogue n'est pas à dissossier de tout le phénomène marginal qui n'est autre que la recherche d'un nouveau monde, d'un nouvel ordre. Il ne faut pas agiter la drogue comme un épouvantail qui d'ailleurs, effraie plus les adultes que les jeunes eux-mêmes. Mais cette agitation n'aurait-elle pas un autre sens ? Celui qui consiste à créer un climat d'insécurité pour mieux régner sur le peuple ? Ce climat en tous cas n'est pas propice à l'action éducative.

La seule issue possible n'est-elle pas de construire aujourd'hui, dans le respect mutuel, un monde plus humain ? N'est-il pas temps de s'arrêter pour enfin écouter les plaintes justifiées.

C'est le chemin le plus difficile. Alors que la droite marque résolument sa volonté de régner par la peur, quelle sera aujourd'hui et demain, l'attitude de la gauche ?

(André ABALEA
94500 CHAMPIGNY-SUR-MARNE

LA PHILO AU LYCEE

« Je viens attirer votre attention sur la menace qui pèse sur l'enseignement de la philosophie dans les lycées. MM. Barre et Haby ne sont guère favorables à notre discipline et si la réforme passe, la philosophie connaîtrait la crise la plus grave, peut-être mortelle.

Il n'est point question du sort de notre discipline dans « Démocratie française » du président de la République. La politique de l'enseignement pour l'avenir de notre pays n'est d'ailleurs par au premier plan dans cet ouvrage, ce qu'on peut regretter.

Dans un rapport de M. Barre sur le baccalauréat, il est question des mathématiques, du français et des langues, non de la philosophie en terminale. Pour M. Haby, la culture générale s'arrête en première. La philosophie ne vient, qu'en option en terminale. D'où les craines que nous pouvons avoir.

« L'Unité » ne pourrait-elle pas mettre l'étude des problèmes de l'enseignement philosophique dans les lycées au premier plan ? »

(Roland GUYOT
94500 Champigny-sur-Marne)

changer la vie politique internationale

Le Caire
AIDER L'AFRIQUE

Pour la première fois un sommet arabo-africain s'est tenu au Caire les 7 et 8 mars derniers. Il a été précédé par une réunion de deux jours des ministres des Affaires étrangères des soixante pays participants. L'objectif de la réunion était avant tout l'adoption de mesures d'aide des pays arabes pétroliers aux pays de l'Afrique noire dont certains comptent parmi les plus pauvres de la planète. Des pays dont le drame est entre autres qu'ils n'ont pas comme nous les moyens de traduire l'augmentation du prix du pétrole dans une augmentation des prix des produits industrialisés. Ce sommet a été rendu possible du fait de la rupture par les pays africains des liens qu'ils entretenaient avec Israël. Le texte soumis à la ratification des chefs d'Etat ou de leurs représentants est conforme à la volonté des pays arabes dans la mesure où il ne chiffre pas le montant de l'aide future (elle est aujourd'hui de 5 milliards environ). Elle ne devrait pas par ailleurs supplanter l'aide bilatérale plus facilement négociable politiquement. Ces premiers pas sont sans doute très mesurés mais il est urgent que pays pétroliers et pays industrialisés se souviennent que dans beaucoup de pays il n'y a ni pétrole ni industrie. Il faut donc tout importer. Il est dans ce cas difficile de « se rattraper » sur des produits agricoles dont les cours restent fixés par les plus puissants.

Europe
MARIO SOARES EN TOURNEE

Mario Soares, Premier ministre portugais, a entrepris un deuxième tour d'Europe qui doit le conduire après la France en Allemagne, aux Pays-Bas, en Belgique ainsi qu'au Luxembourg. Reçu à déjeuner par le président de la République, Mario Soares a plaidé le dossier de l'entrée de son pays dans le Marché commun. Il estime que c'est à ce prix que l'expérience qu'il dirige pourra se poursuivre, que la stabilité politique et économique pourra être maintenue. Mario Soares entend convaincre ses interlocuteurs que l'Europe ne peut qu'y gagner.

Chili
L'ARGENT DE POCHE DES TUEURS

L'opposition chilienne vient d'obtenir un document d'une valeur extraordinaire : la copie d'une lettre adressée directement à Pinochet par le chef de la Dina (police politique), créée par décret spécial de Pinochet et à qui l'on attribue généralement le plus grand nombre des disparitions et des tortures au Chili, ainsi que l'assassinat du général Prats et de son épouse à Buenos Aires, celui d'Orlando Letelier à Washington, et l'attentat contre le dirigeant démocrate-chrétien Bernardo Leighton à Rome.

Dans cette lettre, le chef de la Dina sollicite du général Pinochet une « rallonge » de 600 000 dollars pour couvrir l'augmentation des membres de la Dina en poste dans des ambassades chiliennes (Pérou, Brésil, Argentine, Venezuela, Costa Rica, Belgique et Italie) et pour des « dépenses additionnelles pour la neutralisation des principaux adversaires de la junte au Mexique, en Argentine, au Costa Rica, aux Etats-Unis, en Italie et en France »... Les attentats rappelés ci-dessus éclairent cette demande (qui date de 18 mois environ) d'un jour particulièrement inquiétant...

Il faut encore à la Dina un peu d'argent de poche pour ses opérations en cours au Pérou, et pour ses officiers en stage antiguerilla au Brésil.

Après la saisie de nombreux documents de la Savak (police politique du chah) par des étudiants iraniens à Genève, cette lettre du chef de la Dina apporte de nouvelles informations sur la guerre sans merci que les services secrets des dictateurs mènent, sans tenir compte d'aucune frontière, contre les réfugiés politiques.

LES ARTISTES POUR AMNESTY

La lutte d'Amnesty International pour la défense des droits de l'homme et l'abolition de la torture a inspiré 16 artistes du monde entier.

Arman, Bill, Botero, Calder, Cieslewicz, Dibbets, Dorazio, Folon, Hocney, Liberman, Miro, Pistoletto, Toledo, Topor, Yokoo, Youngerman ont exprimé ce que représente pour eux Amnesty International, et lui ont fait don de leur œuvre.

Les œuvres originales seront vendues aux enchères à New York, les posters qui en ont été tirés seront exposés au cours de l'année dans les plus grands musées européens.

C'est ainsi qu'à Paris le Centre de création industrielle du Centre Pompidou, dans sa galerie d'actualité, accueille cette exposition jusqu'au 3 avril.



Jimmy Carter, vu par Solo.

Amérique latine
LA STRATEGIE CARTER

L'offensive publique lancée par le président Carter en faveur des droits de l'homme semble inquiéter certains régimes militaires sud-américains. Respectant apparemment une sorte d'équilibre le nouveau président des Etats-Unis, après ses interventions en faveur des dissidents soviétiques, s'en est pris aux régimes les plus durs d'Amérique latine. Il a déjà supprimé toute aide militaire à l'Uruguay et réduit celle que fournissent les Etats-Unis à l'Argentine. Le Congrès est en train, de son côté, d'étudier un rapport de fonctionnaires américains sur le respect des droits de l'homme au Brésil. Dans ce contexte le gouvernement de Brasilia vient de décider de renoncer à toute aide militaire nord-américaine. Depuis longtemps déjà les militaires brésiliens travaillaient à la diversification de leur armement. Cette mesure a en outre l'avantage à leurs yeux de limiter les possibilités de pression visant à empêcher l'achat à l'Allemagne de l'Ouest d'une station de retraitement du combustible nucléaire, donc... d'augmenter les chances de l'acquérir.

Quant à l'attitude de Washington envers le Chili, le coup de théâtre est venu de Genève, à la commission de l'Onu des droits de l'homme. En même temps qu'il s'en prenait aux régimes brésilien, argentin, uruguayen et paraguayen, Brady Tyson, le chef adjoint de la délégation américaine, a exprimé de « profonds regrets » sur le rôle des Etats-Unis lors du putsch et évoqué « les souffrances et la terreur » du peuple chilien. Excès de zèle — Jimmy Carter a fait désapprouver cette intervention, dont il affirme n'avoir pas été informé au préalable, et Tyson a admis qu'il avait outrepassé ses instructions — ou ballon d'essai ? Restait en tous cas un projet de résolution condamnant Pinochet que les Etats-Unis ont cosigné avec, notamment, Cuba !

DIPAPACÉQUOI

L'EXAMEN DE PASSAGE



PAR PIEM

"Bon ! dit Marianne, je ramasse les copies. » Il se fit un brouhaha dans la salle. C'était une classe de recyclage politique et l'examen clôturait six années d'études. Le père avait rempli son devoir sur une feuille quadrillée par le ministère de l'Intérieur. Chaque parti politique s'y tenait à carreau.

Le père avait laissé sur sa copie une marge étroite comme cela se fait sur chaque devoir électoral.

L'épreuve avait comporté les matières traditionnelles : calculs sordides, additions, divisions et preuve par du neuf ; puis dictée par la situation économique, des accords et désaccords, ensuite une version des faits extraite de « Démocratie française », édition arabe, suivie d'un anathème de réflexions chiraquiennes.

— Vous aurez les résultats dimanche, dit Marianne, avec épreuve de rattrapage huit jours plus tard.

Le père rangea ses espoirs dans son cartable et fut le premier dehors. Son fils l'attendait à la sortie.

Ils s'éloignèrent la main dans la main.

— Alors ! papa, comment ça a marché ?
— J'ai répondu à tout... facile... les pieds dans les baskets.
— Nous verrons les résultats, dit le petit garçon qui, n'étant pas en âge de voter, avait, Dieu merci, en cette occasion les pieds sur terre. Le fils souhaitait de tout son cœur que son père réussisse enfin son examen de passage dans la République supérieure, car il y travaillait depuis si longtemps et le petit garçon se rappelait ces longues soirées studieuses où son père le nez dans ses livres révisait ses pages d'espérance.

— Dis papa c'est quoi un examen ?
— Un concours de circonstances.

Les circonstances étaient favorables ; le printemps était à la porte et les rosiers se couvraient de bourgeons.

Tout en marchant ils avaient dépassé les grandes cités dortoirs où l'on entend la nuit miauler les chats-lits et crier les cauchemars.
— Papa, dit le petit garçon, si tu es reçu à ton examen je t'offrirai un tour de manège.

Le père en rougit de plaisir et sauta au cou de son fils. Il voyait depuis longtemps tourner les chevaux de bois, toujours dans le même sens, et n'avait eu le droit que de les caresser du regard. Cette fois il sut que son tour était arrivé. Il se vit sur un grand cheval blanc tournant enfin dans le sens de l'Histoire ; ses petits camarades tournaient avec lui, tous ensemble dans le même sens.

Alors cette fois vraiment le père eut très très très envie d'être reçu à son examen.

Diffusion N.m.p.p. Commission paritaire n° 52 325